LAURE
MARCHAND

TRIPLE ASSASSINAT au 147, rue La Fayette

SOLIN/ACTES SUD

LE POINT DE VUE DES ÉDITEURS

Le 9 janvier 2013, trois femmes kurdes sont tuées en plein Paris dans un petit appartement situé au 147, rue La Fayette. Trois militantes : Sakine Cansız, une des fondatrices de la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Fidan Doğan, surnommée “la diplomate”, et Leyla Saylemez, une jeune militante.

Depuis, des éléments à charge contre les services secrets turcs font suspecter un assassinat politique téléguidé depuis la Turquie. Les Kurdes sont persuadés que les commanditaires se trouvent au sommet de l’État. Mais un seul mis en examen, un Turc, Ömer Güney, un familier des victimes, engagé comme chauffeur et homme à tout faire, devait être jugé lors d’un procès en assises en janvier 2017. L’assassin présumé est mort le 17 décembre 2016 emportant avec lui le secret d’une affaire d’État que Laure Marchand décrypte exhaustivement dans cet ouvrage.

FIDAN DOĞAN

SAKINE CANSIZ

LEYLA SAYLEMEZ

LAURE MARCHAND

Née en 1976, Laure Marchand a été correspondante en Turquie du Figaro *et du* Nouvel Observateur. *Avec Guillaume Perrier, elle a publié* La Turquie et le Fantôme arménien *(Actes Sud, 2013, prix de* L'Express*), et* Le Fantôme arménien *(Futuropolis, 2015). En collaboration avec Sylvain Louvet, elle est l'auteur de* Trois femmes à abattre *pour l'émission "Spécial Investigation" de Canal + (avril 2016).*

DU MÊME AUTEUR

LA TURQUIE ET LE FANTÔME ARMÉNIEN (avec Guillaume Perrier), Actes Sud, 2013.
LE FANTÔME ARMÉNIEN (avec Guillaume Perrier et Thomas Azuélos), Futuropolis, 2015.

Photographie de couverture : graffitis sur la porte du 147, rue La Fayette © Actes Sud

Édition préparée sous la direction de Michel Parfenov

Pour toutes les images : © DR

© ACTES SUD, 2017
ISBN 978-2-330-07163-9

Laure Marchand

TRIPLE ASSASSINAT AU 147, RUE LA FAYETTE

Document

SOLIN
ACTES SUD

Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Saylemez.

INTRODUCTION

Le 10 janvier 2013, au matin, une nouvelle arrive de France qui secoue la Turquie : trois Kurdes ont été retrouvées mortes à Paris dans la nuit. Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Saylemez, militantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont été abattues de plusieurs balles dans la tête.

À trois mille kilomètres de là, ce triple assassinat a un retentissement particulier : le gouvernement turc vient juste d'annoncer l'ouverture de discussions avec Abdullah Öcalan, le chef de la guérilla du PKK pour tenter de mettre fin à un conflit qui a fait plus de 45 000 morts en trois décennies. Mais cette exécution en plein cœur de la capitale française rappelle brutalement que la route vers la paix longe un précipice. Vu le contexte, chacun pressent que le mobile du tueur n'est pas d'ordre privé, mais politique : le lieu du crime, Paris, garantit un retentissement international et l'identité de l'une des victimes finit de convaincre du lien entre ces assassinats qui viennent d'avoir lieu dans le 10e arrondissement de Paris, et l'actualité politique turque : Sakine Cansız, cofondatrice de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan, est une proche d'Öcalan.

Ce 10 janvier 2013, c'est donc tout "naturellement" que je commence à travailler sur cette affaire kurdoparisienne, sans savoir que je vais m'y plonger pendant plusieurs années. Journaliste installée à Istanbul, sur les rives du Bosphore, je couvre, à cette époque, l'actualité du pays et les problématiques régionales pour des médias francophones. Entretiens avec des chefs militaires du PKK dans les montagnes du Nord de l'Irak où se trouvent les bases arrière de la guérilla, reportages dans les villages kurdes au bout de routes défoncées dans les montagnes du Sud-Est de la Turquie, communiqués des opérations de l'armée turque contre "les terroristes du PKK", rencontres avec des mères de "disparus"… Euphémisme révélateur, la "question kurde", comme on l'appelle ici, constitue l'une des thématiques incontournables de tout correspondant étranger.

Quelques jours après la découverte du crime, un suspect est mis en examen. Depuis, des révélations dans la presse turque, des publications sur les réseaux

sociaux, les prises de position des gouvernements turc et français, les découvertes effectuées par les enquêteurs ont commencé à désigner des commanditaires derrière le tireur présumé.

J’ai poursuivi l’enquête. J’ai écouté des proches de l’accusé et des victimes, rencontré une communauté kurde ébranlée par cette attaque, retrouvé des acteurs du conflit kurdo-turc, cherché à obtenir des réponses auprès des autorités en Turquie et du gouvernement français, eu accès à des documents jamais rendus publics… Il a fallu, dans plusieurs pays, rencontrer des interlocuteurs aux motivations politiques parfois opposées pour mettre au jour l’étendue de cette affaire. Et encore garde-t-elle une part d’ombre. Quel est le degré exact de l’implication des services de renseignements et du gouvernement turcs ?

Une actualité en chassant une autre, Ankara et Paris se distinguant par une discrétion réciproque bien comprise, les enjeux entourant la mort des trois militantes sont restés confidentiels. Attentat commis en plein coeur de la capitale en toute impunité par un État étranger ? La question est pour le moins posée. Mais les autorités politiques françaises ne réclament aucun compte à l’allié turc.

Coup de théâtre, l’assassin présumé est mort fin 2016, un mois avant son procès devant les assises à Paris. Le triple assassinat du 147, rue La Fayette est une affaire d’État.

La porte du 147, rue La Fayette, après l'assassinat.

I

FIDAN NE RÉPOND PLUS AU TÉLÉPHONE

Paris, aux environs de 1 heure du matin, dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013. Les cailloux lancés contre les vitres du premier étage du 147, rue La Fayette, juste au-dessus de l'épicerie tamoule, retombent sur le trottoir. Fidan, qui travaille ici, n'apparaît pas à la fenêtre. La nuit est tombée vers 17 heures et le petit appartement est toujours éclairé. Or la jeune femme éteignait toujours la lumière en partant. Ses amis sonnent aux interphones de l'immeuble. Personne ne leur ouvre. Une voisine menace même d'appeler la police. Ils donnent un coup d'épaule dans la porte, montent quatre à quatre les marches de l'escalier. Ils ont un double des clefs de l'appartement. "J'ai fait marche arrière, reculer était peut-être une façon de fuir la réalité, appeler les secours, c'était pour essayer de faire quelque chose." Le choc est tel qu'il "voit flou, entend flou, touche flou", se souvient Murat Polat. Trois ans plus tard, il est toujours incapable de décrire mieux une "situation anormale, très grave". Des mots aseptisés, comme si c'était le seul moyen de tenir cette "situation anormale" le plus loin possible, des mots dérisoires comme ceux qu'il a employés lorsqu'il a composé le 17 :

— Police secours.

— Oui bonjour, je vous appelle car il y a un gros problème au 147, rue d'La Fayette.

— Qu'est-ce qui se passe là-bas ?

— J'avais une collègue qui répondait pas, là je suis rentré, elle est dans un bain de sang.

[…]

— D'accord et qu'est-ce que vous avez vu ? Elle est où ? Elle est dans le couloir ? Elle est comment ?

— Nan, elle est, euh, dans la pièce principale.

— Elle est dans la pièce, euh ?

— Principale.

— Dans la pièce principale ? Et euh, vous avez vu quoi… elle est allongée au sol ?

— Elle est allongée au sol, ouais.
— Allongée au sol inconsciente ?
— Je sais pas, monsieur, y a du sang, monsieur, je sais pas… j'suis reparti, monsieur.
— Allongée au sol d'accord… premier étage et quel code d'accès ?
— Comment ?
— Quel code d'accès ? Le code d'accès, en bas, pour entrer.
— J'sais plus, monsieur, là j'me sens pas très bien.
— Oui… Donnez-moi le code d'accès.
— J'suis devant, monsieur, j'suis devant, j'vous attends devant, monsieur.
— Vous attendez au 147, rue La Fayette, d'accord ?
— Voilà, à tout de suite.

Des corps sont étendus, sans vie, dans le salon d'un petit appartement, en plein cœur de Paris, à deux pas de la gare du Nord. "Rationnellement, on se dit que des milliers de militants kurdes ont été violemment réprimés et que pour des milliers de personnes, ça s'est déjà terminé par la mort, fait remarquer Murat Polat. Mais lorsqu'on le vit, sur le coup, on ne se rend pas vraiment compte. Ce n'est qu'après, à la brigade criminelle, que j'ai appris qu'elles avaient été tout bonnement assassinées. Lâchement assassinées." Deux corps sont étendus tête-bêche par terre, entre le meuble de la télévision et le gros fauteuil. "J'ai juste vu le visage de Fidan, elle était sur le dos, elle était tombée en arrière, un filet de sang avait coulé de sa bouche", décrit Yılmaz, son ami d'enfance. Ensemble, ils aimaient regarder leur village en Turquie avec les images satellites de *Google Earth*. À rêver d'un retour. Chimère des exilés kurdes, des déracinés du monde entier. Les boucles brunes de Fidan Doğan sont mélangées au sang répandu sur le parquet. Elle porte une doudoune noire. Comme si elle s'apprêtait à sortir. Ses jambes ne sont pas tout à fait dans l'axe, elles décrivent une légère courbe. Son bras gauche repose sur un deuxième corps. Le sang a aussi formé une flaque sous une chevelure rousse : ces cheveux frisés et rebelles sont ceux de Sakine Cansız. En turc, *Cansız* veut dire "sans vie". Rarement patronyme aura, hélas, été si bien porté. Elle a une écharpe verte autour du cou. Une valise noire se trouve juste à côté. Des vêtements jonchent le sol.

Puis Yılmaz a regardé autour de lui dans le salon. Et il a vu un troisième corps, allongé le long de la table basse et du canapé en cuir bordeaux. "Au début, je ne l'ai pas reconnue, elle était sur le ventre, il y avait plein de sang partout. C'était la petite jeune, Leyla."Sa tête repose sur la joue gauche, coincée contre le gros fauteuil. Le sang qui a coagulé sur le parquet forme comme une auréole tout

autour. La télécommande de la télévision baigne dedans. À son pied droit, un chausson bleu. À gauche, la chaussette blanche est teintée de rouge.

La scène lui revient, aussi nette qu'une photographie. Dans les moindres détails. La violence, pourtant, Yılmaz l'a connue. Dès l'enfance, en Turquie. Il se souvient du maire de son village, traîné derrière un véhicule militaire turc, mort d'une hémorragie interne. "Je le vois encore plein de sang." Il n'a pas non plus oublié l'image de son père, ce combattant du PKK qu'il a rencontré pour la première fois à l'âge de seize ans. C'était un soir. L'homme, recherché, était venu se réfugier au foyer familial. Le lendemain, au petit matin, l'armée turque encerclait la maison. Sa mère s'accrochait aux jambes des soldats, tentant désespérément de s'opposer à l'arrestation de son mari. "De la violence, j'en ai vu oui, mais des meurtres aussi lâches, jamais." Jamais, non plus, il n'a vu "un tel acharnement". "Une balle dans la tête suffit pour tuer quelqu'un. Pourquoi en avoir mis trois, quatre ?"

En arrivant sur place, les policiers du commissariat du 10e arrondissement découvrent un appartement en ordre. Dans l'évier en inox de la cuisine, trois tasses à thé en forme de tulipe et un verre vides. Les deux pièces qui servent de bureau sont rangées. Dans le salon, l'écran de la télé est allumé et l'inscription "Pas de signal" apparaît. Une boîte de chocolats et une bouteille d'eau sont posées sur la table basse en bois. Rien n'indique un cambriolage qui aurait mal tourné, rien ne semble avoir été fouillé.

Les autopsies montrent que les trois victimes sont décédées à la suite de "plaies crânio-cérébrales, provoquées par des projectiles d'arme(s) à feu". Fidan Doğan a reçu quatre balles. L'une a traversé sa main droite et s'est logée dans sa mâchoire, deux ont été tirées dans le côté gauche de sa tête et une quatrième à l'intérieur de la bouche, au niveau du palais. Trois projectiles ont été tirés dans la tête de Sakine Cansız, une à l'arrière du crâne et deux dans la tempe droite. Trois balles ont transpercé le côté droit du crâne et l'annulaire de la main droite de Leyla Saylemez.

Aucune n'a subi de violence sexuelle.

Selon l'examen balistique, une seule arme, qui n'a été répertoriée dans aucun incident antérieur, a été utilisée pour ce triple homicide. Il s'agit d'un pistolet semi-automatique de calibre 7.65. Le choix est large : sept marques d'armes répondent aux caractéristiques des munitions utilisées. Dix balles, dix balles dans la tête. Aucune n'a raté sa cible. Pas de traces de lutte. Ni dans le salon, ni sur les corps. Les autopsies à l'Institut médicolégal n'ont révélé ni entrave ni

marque de défense. Ce qui semble accréditer la thèse que le meurtrier était connu des victimes et qu'elles ne s'en méfiaient pas. Cela montre en tout cas qu'aucune n'a eu le temps de réagir et que le tireur était particulièrement adroit. Rencontré à Ankara, Cevat Öneş est l'ancien numéro 2 du MIT (Milli istihbarat teşkilatı), les services de renseignements turcs. Il ne veut pas se prononcer sur le fond de l'affaire, mais il accepte de faire quelques commentaires : "Il est évident que c'est du travail de professionnel, ça c'est indiscutable."

Au cours de l'enquête française, l'expert de la police scientifique a reconstitué le scénario qu'il jugeait le plus probable et conclu à la présence d'un seul tireur, qui se tenait derrière Sakine et la maîtrisait. Il aurait tiré une première balle, non létale, sur Fidan, qui devait se trouver en face. Puis, il aurait visé une première fois Leyla, probablement en train de se lever du canapé. Atteinte à la tête, elle aurait été tuée sur le coup ou rendue inconsciente. Il aurait ensuite abattu Sakine de trois balles dans la tête. Après le premier tir, elle "ne va pas tomber, mais elle doit être maintenue plus ou moins debout par son agresseur derrière elle", envisage le criminologue. Il dirige à nouveau son arme, méthodiquement, contre Leyla et Fidan. Elles ont reçu, chacune, deux et trois balles supplémentaires. Leyla était déjà étendue entre la table basse et le canapé. Elle ne bougeait plus. Après une première blessure dans la mâchoire, Fidan était encore vivante, debout probablement. Ce n'est qu'après les deuxième et troisième tirs qu'elle se serait écroulée contre le corps de Sakine, déjà étendue par terre. L'assassin lui a alors logé une dernière balle dans la bouche.

"L'hypothèse la plus probable, et à retenir jusqu'à preuve du contraire, est l'intervention d'une seule et même personne munie d'une seule et même arme", a conclu le criminologue. "Compte tenu, d'une part, du nombre de tirs et du type d'arme vraisemblablement semi-automatique et, d'autre part, du fait que les victimes n'ont visiblement pas eu le temps de bouger pendant le déroulé de la scène du crime, il est possible de dire que cette scène a pu ne durer qu'une trentaine de secondes", a-t-il précisé dans son rapport. Dix tirs sans changer de chargeur. Et s'il a fallu en changer, "moins de cinq secondes environ" auront suffi pour "une personne relativement entraînée". Fidan Doğan, Sakine Cansız et Leyla Saylemez n'avaient aucune chance d'en réchapper.

Dans l'immeuble, personne n'a rien entendu. Il y a bien monsieur M., au deuxième étage, qui affirme que cinq détonations ont retenti en fin de journée. Mais il les a entendues la veille, le mardi 8 janvier. Et la veille, Fidan, Sakine et Leyla étaient encore en vie. Le mercredi, à 12 h 10, une voisine qui rentrait avec

son petit garçon de l’école a croisé un inconnu dans le hall d’entrée, à côté de l’ascenseur.

II

TROIS EXISTENCES DÉDIÉES À LA CAUSE

Metin Cansız s'arrête devant les scellés de cire rouge qui entravent toujours la porte de l'appartement. Sa sœur a été assassinée juste derrière. Le salon a été laissé en l'état. Trois ans après la mort de Sakine, c'est la première fois que son frère cadet trouve la force de venir se recueillir au premier étage du 147, rue La Fayette. Il est arrivé à la gare du Nord par le Thalys du matin en provenance de Rotterdam, où il habite. Metin serre un bouquet d'œillets dans sa main. L'émotion est trop vive. Les sanglots secouent ce grand gaillard. Il appuie sa tête contre le chambranle, comme si le geste le rapprochait de sa sœur. "Parfois, on se disait que Sakine pourrait être tuée et il arrivait même qu'il y ait des fausses infos sur sa mort, glisse-t-il. Mais que cela puisse se produire au beau milieu de l'Europe ne nous avait jamais traversé l'esprit." Il ne parvient pas à l'accepter. Il cherche juste à apprivoiser sa mort comme si, après tout, elle n'était qu'une longue absence. Comme de son vivant. "Il y avait des périodes où Sakine disparaissait de nos vies pendant quelques années. Et un jour, par hasard, on la croisait quelque part. Aujourd'hui encore, je me dis qu'elle doit être dans les montagnes du Kurdistan, au pays ; qu'elle doit se balader quelque part. Je sais pertinemment que ces montagnes ne peuvent pas vivre sans Sakine, tout comme elle ne pouvait pas vivre sans elles."

Elle avait effectivement du mal à vivre sans ses montagnes. L'exil européen de cette fondatrice du PKK, la guérilla kurde en guerre avec la Turquie, était une souffrance. Le 4 septembre 2012, elle est dans un train entre deux réunions, entre deux capitales. Ces déplacements incessants l'accablent. Le mal du pays est encore plus fort durant ces longs trajets. Les paysages défilent derrière la vitre. Ce ne sont pas les siens. Mais à qui confier cette solitude ? Elle prend son petit carnet. Écrire la réconforte : "Chaque fois que je sors ce calepin, mon âme et mon corps se retrouvent toujours dans ces montagnes majestueuses. D'ailleurs ils ne les ont jamais quittées."

Elle l'écrit, ses "péripéties en Europe" l'ennuient. "Les trains, rester assis, les palabres qui durent des heures et des heures…" Surtout qu'à l'automne 2012, ses

camarades se battent dans les montagnes, “ses montagnes”, à près de quatre mille kilomètres. Ils conquièrent également de nouveaux territoires, dans le Nord de la Syrie. L’histoire de son peuple s’écrit là-bas, sur sa terre d’origine. Sans elle. Et ça lui est “insupportable d’être si loin”. “Les longues marches interminables [lui] manquent.” Assise dans son compartiment, elle voudrait être en train de crapahuter, kalachnikov en bandoulière, sur un chemin escarpé, écrasée par la chaleur. Elle a “même la nostalgie de ces attentes qui duraient des heures sous l’ombre de ces maudits drones”. De rares images d’archives des années 1990, celles de la sale guerre avec Ankara, montrent Sakine en tenue de combat kaki, arme à l’épaule. Aux confins de la Turquie, de la Syrie, de l’Irak et de l’Iran, elle marche sur des chemins escarpés de montagne avec d’autres combattants. Les voilà ces “longues marches interminables” à l’aune desquelles son existence en Europe lui semble si fade.

Metin Cansız a apporté de Rotterdam des photos de sa sœur. Sakine était une combattante. Elle avait voué sa vie à la défense de ses idéaux. “C’était la représentante d’un peuple opprimé. En la tuant, c’est une nation que l’on a cherché à tuer”, dit-il solennellement. Sa mort violente, à cinquante-huit ans, a fini de bâtir la légende qui avait commencé à s’écrire de son vivant. Il y a peu de clichés d’elle enfant. Dans le Sud-Est pauvre de la Turquie des années 1960, l’électricité et les routes goudronnées sont rares. Les appareils photo encore plus. Les quelques clichés montrent que, dès son plus jeune âge, elle avait dans le regard cette détermination sans faille qui frappait tant ses interlocuteurs. Avec ses cheveux frisés, roux et indisciplinés et ses longues jambes, Sakine se démarque déjà. Ses proches se souviennent d’une enfant différente des autres, qui ne supportait pas de ne pas obtenir ce qu’elle avait décidé d’avoir. Elle y parvenait toujours. “Le mot « impossible » n’existait pas pour elle, elle gardait toujours espoir, essayait de trouver le « possible » dans l’impossible”, raconte en écho son frère Metin.

Sakine est issue d’une famille kurde zaza. Elle est née dans le Dersim en 1958. Cette région montagneuse dans l’Est de la Turquie est une terre de révoltes depuis des siècles. L’Empire ottoman ne parvenait pas à prélever l’impôt auprès des chefs des tribus kurdes. Rebaptisée aujourd’hui en turc Tunceli, “la main de bronze”, cette enclave insoumise a chèrement payé sa résistance aux politiques d’assimilation du pouvoir central. En 1937 et 1938, l’armée turque bombarda les populations du Dersim. C’était la première fois dans l’histoire de la Turquie que l’aviation employait de l’ypérite (le tristement célèbre gaz moutarde, très utilisé pendant la Première Guerre mondiale) contre des civils. Plusieurs dizaines de milliers de personnes périrent, surtout des Kurdes de

confession alévie. Les alévis constituent une branche hétérodoxe de l'islam chiite qui pratique un culte où se mélangent zoroastrisme et paganisme. Cette minorité religieuse est persécutée par le pouvoir sunnite. L'histoire de la famille de Sakine est marquée par les massacres dont sa communauté fut victime, sous l'Empire ottoman et la République turque moderne, tous deux majoritairement sunnites. La future chef de la guérilla du PKK est également façonnée par l'alévisme, qui laisse de la place aux femmes dans l'espace public. Son combat parallèle pour que les femmes s'émancipent du carcan patriarcal et religieux s'explique aussi par cet héritage culturel.

Dans la Turquie des années 1970, les timides revendications politiques de la minorité kurde ont été systématiquement réprimées. Officiellement, l'identité kurde n'existe tout simplement pas dans la République turque fondée par Mustafa Kemal en 1923. Parler en kurde est interdit. La propagande du régime explique le plus sérieusement du monde que le mot "kurde" provient du bruit des pas des Turcs dans la neige. "Kkkrrr, kkkrrr, kkkrrr." Le Kurde était donc, au mieux, un Turc des montagnes, forcément arriéré. Dans ce climat d'oppression, la jeunesse kurde est sensible aux courants internationalistes qui foisonnaient à l'époque. Et les "révolutionnaires du Kurdistan", qui formeront plus tard le PKK, attirent plus particulièrement car la défense de l'identité kurde est au cœur de leur projet politique. Ils se regroupent autour d'un étudiant en sciences politiques à Ankara, Abdullah Öcalan, de mère turque et de père kurde, qui s'affirme déjà comme un leader. "Ma sœur était socialiste, mais elle savait qu'elle était kurde, explique Metin qui avait quinze ans à l'époque de l'engagement de sa sœur. Elle a pensé que c'était mieux de lutter pour les deux à la fois – l'identité kurde et le socialisme. C'est pour cela qu'elle a choisi ce mouvement." Dès le début, sa sensibilité féministe s'exprime. Elle est chargée de monter une cellule à Bingöl, une ville ultraconservatrice du Sud-Est. "Militer était considéré comme quelque chose d'indigne pour une femme, se souvient son petit frère. Elle se rendait dans les maisons pour rencontrer les femmes à l'heure où les maris ne pouvaient pas les surprendre. Sakine essayait de les convaincre, elle leur parlait du droit des femmes, de l'identité kurde, du socialisme et, bien sûr, elle essayait de leur faire rejoindre le mouvement."

Le 27 novembre 1978, le Parti des travailleurs du Kurdistan est officiellement fondé. Le PKK se définit alors comme un parti marxiste-léniniste. Son manifeste prône la révolution prolétarienne et la lutte armée pour obtenir l'indépendance nationale du Kurdistan. Vingt-quatre militants réunis autour d'Abdullah Öcalan ont pris part à ce premier congrès du PKK, qui s'est tenu clandestinement dans une maison de fortune du village de Fis. Seules deux femmes figurent parmi les compagnons de la première heure. Elles sont toutes les deux alévies et

originaires du Dersim. L’une d’elles est Sakine. Elle a vingt ans. Aussitôt, les autorités turques cherchent à tuer le mouvement dans l’œuf. Une vague d’arrestations est lancée. Sakine est arrêtée dès le printemps 1979.

La légende de sa résistance se forge durant ses années d’incarcération, essentiellement passées à Diyarbakır. La prison de la grande ville kurde de l’Est de la Turquie est l’un des symboles les plus terribles du coup d’État militaire du 12 septembre 1980. Trente-deux ans plus tard, le souvenir du putsch glace toujours d’effroi l’ancienne détenue. “12 septembre 2012. Même en reportant la date, j’ai du mal à écrire le « 12 », note-t-elle dans son journal intime. C’est un jour maudit dans l’histoire de notre cause.” Plus de 30 000 personnes sont emprisonnées dans les mois qui suivent la confiscation du pouvoir par les généraux. Dans les prisons, la torture est systématique. Trente-trois personnes trouvent la mort dans celle de Diyarbakır.

Arrêté juste avant sa sœur, Metin y a passé huit ans : “Je ne crois pas qu’il puisse y avoir pire barbarie que celle vécue là-bas. Chaque instant de la vie était un moment de torture, au sens propre du terme. Respirer, manger, fumer, boire une gorgée d’eau, tout ce qui peut vous venir en aide était utilisé comme instrument de torture. On avait l’impression qu’une équipe de scientifiques avait été missionnée pour imaginer au jour le jour les pires techniques de torture. C’était cela la prison de Diyarbakır. Les choses qui se sont passées sous nos yeux sont indicibles. On ne peut pas les oublier. Je n’oublierai jamais.” Dans leur quartier, les femmes subissent le même traitement. Gültan Kışanak, maire de Diyarbakır jusqu’à son arrestation en octobre 2016, a partagé la même cellule que Sakine, de 1980 à 1982. “Nous avons subi ensemble des tortures terribles.” Un tremblement à peine perceptible trouble la voix de Gültan, pourtant si combative en public. Elle évoque des mutilations sur la poitrine de sa camarade. Le récit de ces sévices était parvenu jusque dans le quartier des hommes où Metin, adolescent, était détenu. “On disait qu’on lui avait coupé les seins, raconte son frère. Et qu’elle avait crié à son bourreau : « Vous n’avez peut-être pas honte de couper les seins d’une femme mais moi, révolutionnaire, j’aurais honte de crier devant vous. » Cette phrase était devenue pour tous les prisonniers une raison de résister. On se disait : si une femme est capable de refuser de crier alors qu’on lui coupe les seins, nous, nous sommes obligés de résister.” Au cours de son procès, elle défie le tribunal militaire en parlant en kurde. Sa condamnation est portée à soixante-seize ans de prison. La légende Sakine est née. Aujourd’hui encore, ses codétenues de l’époque racontent une camarade toujours prête à partager un bout de pain, à panser une plaie, à protéger les plus meurtries…

La jeune génération de Kurdes de Turquie et d'Europe, dont faisaient partie Fidan Doğan et Leyla Saylemez, a été bercée par ces récits. Selma Akkaya, correspondante à Paris du quotidien *Yeni Özgür Politika*, organe du PKK, connaissait "tous les détails de sa vie de militante et surtout de la résistance qu'elle a opposée à ses geôliers à Diyarbakır". La jeune femme dit que Sakine était son "idole".

Lorsqu'elle sort de prison en 1991, le PKK qu'elle a cofondé treize ans auparavant, est affaibli. Il est engagé dans des affrontements avec l'armée turque depuis 1984 et les pertes sont nombreuses dans ses rangs. Durant son incarcération, Mehmet Şener, qui était son fiancé et l'un des chefs du PKK, a été condamné par l'organisation à la peine capitale pour "trahison" et exécuté. L'accusation était fréquemment utilisée pour se débarrasser de ceux à qui l'on reprochait de s'écarter de la ligne officielle ou qui faisaient de l'ombre au leader. Malgré tout, Sara – le nom de code de combattante de Sakine – restera dans le premier cercle d'Öcalan, fidèle parmi les fidèles, et aura sa place au Comité central du PKK jusqu'à sa mort. Une vidéo tournée au début des années 1990 dans la plaine de la Bekaa, au Liban, où Öcalan a installé un camp d'entraînement militaire, montre cette proximité. On y voit la jeune femme dans un groupe de guérilleros en train d'écouter religieusement *Apo*, "oncle" en kurde, comme l'appellent ses partisans, sous un soleil d'airain. Öcalan la couvre d'éloges devant ses camarades : "Tu es courageuse Sakine, humble, tu as la force des femmes au combat, tu as la volonté d'émanciper les femmes. En tant que femme, Sara a décidé de vivre pour la liberté. Elle a la volonté et l'humilité des femmes, des qualités que l'on ne peut pas égaler, elle est même plus courageuse que moi." Öcalan poursuit : "Que la femme soit libre est l'objectif de ma vie."

Dans la société kurde féodale qui enferme les femmes dans un rôle de génitrice, ce discours féministe est effectivement révolutionnaire. Il résonne en Sakine avec son héritage de la terre du Dersim. Dans les années 1970, c'est ce qui a poussé l'adolescente à se révolter contre sa famille qui s'opposait à son engagement politique. Dans le carnet qu'elle noircit lors de ses pérégrinations ferroviaires à travers l'Europe, elle a écrit en exergue : "Il est très difficile d'être une femme au sein du PKK. Mais quand cela arrive, c'est vraiment grandiose !" Il s'agit d'une citation du "Guide", Öcalan. Pour Sakine, les droits des Kurdes et de la femme vont de pair.

Dès la fin des années 1980, l'émancipation de la femme a fait partie des priorités du PKK. Abdullah Öcalan considérait que le patriarcat avait réduit les femmes kurdes en esclavage. Et que seule leur libération pourrait permettre celle, complète, de son peuple. Il met en pratique sa théorie. Dans les rangs du PKK, les femmes sont traitées de la même façon que les hommes. Elles

combattent à leurs côtés, mais leur hiérarchie est uniquement féminine. Sakine, l'une des fondatrices de la branche féminine du PKK, participe également à la création du Mouvement de la femme libre en 1995, une structure de la guérilla gérée par les femmes. Lorsque les nouvelles recrues rejoignent le PKK, elles suivent comme leurs camarades masculins un parcours idéologique autant que militaire. Ceux qui sont illettrés reçoivent des rudiments d'alphabétisation. Les classiques de la littérature révolutionnaires sont étudiés. On planche bien entendu sur Karl Marx ou Rosa Luxemburg. Depuis qu'Öcalan a entretenu en prison une correspondance épistolaire avec Murray Bookchin, l'essayiste américain, qui a théorisé l'écologie solidaire et le municipalisme libertaire, est également au programme. Dans les camps, jeter un détritus dans la nature ou fumer est interdit. Les garçons ont droit à un strict apprentissage de l'égalité homme-femme. Les plus motivés postulent à des stages de rééducation pour se défaire de tout comportement machiste. Et pour se détendre, c'est volley-ball pour tout le monde. Le sport favori auquel s'adonnait Öcalan avant d'être emprisonné.

Le programme du PKK séduit les jeunes filles kurdes qui y voient un moyen de s'affranchir de la tutelle des hommes. Dans certains milieux, elles sont encore victimes de crimes dits d'"honneur", généralement perpétrés pour laver la réputation de la famille qu'elles auraient ternie par un comportement jugé déshonorant. Entre un mariage, au mieux arrangé à la sortie de l'adolescence ou au pire dès l'enfance, et un destin de combattante, la guérilla a des arguments. Mais attention aux visions romantiques ! Il ne s'agit pas d'émancipation sexuelle. Les relations intimes entre les garçons et les filles sont bannies. À une époque, elles étaient même punies de mort. Mais au moins, au combat, les filles sont les égales des hommes. Et Sakine leur sert de modèle. Ses écrits sont étudiés par les jeunes combattantes de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie en quête d'émancipation. Dans sa réflexion, la libération de son peuple et celle des femmes sont indissociables.

L'EXIL EUROPÉEN

À peine Sakine a-t-elle posé les pieds sur le sol français, en 1998, que les services de renseignements la pistent. Sa présence est signalée le 10 mai à un rassemblement à La Plaine Saint-Denis. Elle est présentée, dans une note, comme une personne "très intelligente" dont on sait déjà qu'elle va demander l'asile politique en France – qui lui sera accordé. Elle est surveillée par de nombreux services européens, mais son statut de réfugiée lui permet de ne pas

être inquiétée outre mesure par les différentes polices. Selon un câble de *WikiLeaks*, l'ambassade américaine à Ankara la considère comme l'un des deux principaux responsables en Europe du financement de la guérilla. "C'est un peu exagéré, estime un ancien cadre du PKK. À sa mort, elle n'avait que la région du Nord de l'Allemagne sous sa responsabilité. Elle s'occupait donc des collectes d'argent et tenait les comptes de cette région." À la demande de la Turquie, Interpol a délivré une notice rouge à son sujet. Arrêtée en Allemagne en 2007, elle n'est pas extradée, au grand dam d'Ankara, et sera remise en liberté au bout d'un mois. Elle poursuit donc ses activités au sein du comité européen du PKK tout en se rendant régulièrement dans le Nord de l'Irak, où est installée la base militaire du PKK. Elle est une courroie de transmission entre la guérilla sur le terrain et la branche politique en exil. L'aile militaire considère que la diaspora s'est relâchée au contact de la démocratie, il faut la remotiver, lui rappeler ses obligations envers son peuple qui se bat à des milliers de kilomètres. Une figure historique comme Sakine a pour mission de ressouder et d'encadrer la diaspora. Si loin de ce Kurdistan bien souvent jamais vu, "la nouvelle génération qui évolue en Europe se façonne différemment", va-t-elle jusqu'à noter dans son calepin avec une pointe d'inquiétude.

Heureusement, quelques jeunes femmes de la trempe de Fidan Doğan et Leyla Saylemez assurent la relève : Sakine en est satisfaite. Née en Turquie, Fidan est arrivée à Strasbourg avec ses parents à l'âge de huit ans. Elle s'adapte très vite. Très bonne élève, elle veut faire médecine. Mais à partir de la première, elle s'absente de plus en plus. En septembre 1999, malgré le veto parental, l'adolescente part aux Pays-Bas suivre un stage idéologique du PKK destiné à la jeunesse. Sa mère est furieuse. À Strasbourg, elle exige que les représentants de l'organisation fassent revenir sa fille immédiatement et elle porte plainte pour soustraction de mineur. Elle a peur qu'elle ne rejoigne pour de bon la guérilla. Elle sait bien que Fidan lui échappera alors complètement. À cette époque, des dizaines de jeunes Kurdes d'Europe ont effectivement rallié le Kurdistan pour prendre les armes. Fidan a dix-sept ans. Les renseignements généraux de Strasbourg la décrivent déjà comme une "militante notoire" pressentie pour être "une future cadre". Après un stage dans le camp de formation des Pays-Bas, Fidan revient en France. Elle est désormais une militante active. Son nom de code est Rojbin. En kurde kurmandji, *Rojbin* signifie "renaissance". Pour calmer sa fougue révolutionnaire, sa famille, conservatrice, fondait ses espoirs sur un mariage. "Le militantisme proposait quand même une vie plus excitante, raconte un de ses amis les plus proches. Un jour tu prends ton petit-déjeuner à Paris, le soir, tu dînes à Bruxelles et le lendemain, tu files en Allemagne." Le projet de vie est assurément plus réjouissant qu'une union arrangée.

Fidan a peut-être reçu aussi une formation militaire : en 2010, depuis Stockholm elle prend un avion pour Suleymanieh, dans le Kurdistan irakien. De là, elle a gagné la base arrière du PKK près des frontières turques et iraniennes. Durant ces quelques mois, la fraction militaire du PKK a en tout cas parfait sa formation idéologique. Il fallait s'assurer qu'elle suivrait bien la ligne officielle dans ses nouvelles fonctions. L'organisation a repéré les qualités relationnelles de Fidan. Un large sourire, des yeux noirs lumineux, un esprit vif, la jeune femme sait convaincre. "La diplomate", comme elle est surnommée, ne passe pas inaperçue. "On l'entendait arriver de loin, avec ses talons qui claquaient sur le sol et ses éclats de rire", raconte Nursel, sa grande amie. En France, elle est la représentante du Congrès national du Kurdistan en exil à Bruxelles, et s'est vu confier la responsabilité du Bureau d'information du Kurdistan (CIK), installé au 147, rue La Fayette. Ce local, discret mais légal, est chargé des activités de lobbying du mouvement. En clair, Fidan Doğan s'occupe de la communication extérieure du PKK. À Bruxelles, à Paris, elle défend inlassablement la cause du PKK, classée organisation terroriste par la France et l'Union européenne, et les droits des Kurdes. En octobre 2012, à Paris, elle organise une conférence sur les Kurdes de Syrie à l'Assemblée nationale. La branche syrienne du PKK commence à installer une administration autonome dans le Nord du pays. Il faut en faire la promotion. Son carnet d'adresses est rempli de contacts politiques. Elle a même rencontré François Hollande. Invité à réagir sur le triple assassinat le 10 janvier, le chef de l'État a dit qu'il connaissait une des victimes. "Fidan avait un entrain hors du commun et une grande intelligence politique, décrit Antoine Comte, avocat des familles des victimes et qui l'avait souvent rencontrée de son vivant. Sa mort est une très grosse perte pour la communauté kurde."

Leyla Saylemez, elle, a grandi dans une famille pro-PKK. Installée en Allemagne, elle est originaire de Lice, à quelques kilomètres de l'endroit où a été fondée l'organisation rebelle. La répression contre les Kurdes par l'armée turque y a été féroce. À vingt-cinq ans, Leyla a déjà pris du galon dans le mouvement. Elle est responsable dans les Komalên Ciwan, la branche jeunesse du PKK en Europe. C'est un réservoir de militants prêts à conduire opérations médiatiques ou coups de poing contre des cibles identifiées comme ennemies. À l'instar de Fidan, Leyla est une très bonne élève. Après son bac allemand, avant d'abandonner ses études, elle était en classe préparatoire pour intégrer une école d'ingénieurs. En janvier 2013, elle vient juste de prendre ses fonctions de responsable de la jeunesse à l'association des Mureaux, dans les Yvelines.

Le jeudi 17 janvier, les dépouilles de Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Saylemez sont rapatriées en Turquie. Selma les a accompagnées jusqu'à l'aéroport Charles-de-Gaulle. "Je me suis souvenue de notre dernier voyage en

avion avec Fidan. Elle avait tellement peur en avion, elle serrait toujours le bras de son voisin. À Roissy, les trois cercueils étaient de vulgaires boîtes en bois. Il a fallu les laisser partir au milieu des paquets. C'était si dur." De retour sur leur terre natale, Sakine, Fidan et Leyla seront accueillies en héroïnes.

Manifestation à Paris après le triple assassinat du 147, rue La Fayette.

III

LES MARTYRS NE MEURENT JAMAIS

Alors que ce même 17 janvier 2013, un suspect est mis en garde à vue à Paris, aux confins de la Turquie, à Diyarbakır, une foule immense accueille, entoure, porte les dépouilles des trois victimes rapatriées de France. Leurs cercueils, recouverts du drapeau frappé d'une étoile rouge sur fond jaune et vert, l'étendard du PKK, voguent sur une mer humaine. Plus encore que de leur vivant, les trois militantes n'ont sans doute jamais autant appartenu à la cause pour laquelle elles avaient tout sacrifié qu'à cet instant-là. Un chant sépulcral, sourd, semble sortir de terre. C'est l'hymne de la guérilla. L'assistance endeuillée scande : "Les martyrs ne meurent jamais !" Sur ces terres du Kurdistan, labourées par la violence, les funérailles des combattants sont comme un rituel immuable, éternel. Tant de familles ont un "martyr". Le fils de Sebahat en est un. Coiffée du traditionnel foulard de coton blanc, cette paysanne a l'habitude des cérémonies en l'honneur des combattants du PKK. Pourtant, celle-ci est plus éprouvante qu'à l'accoutumée : "Je ressens une tristesse sans nom. Ces femmes se battaient pour nos droits. Elles sont notre honneur et notre fierté." Ces enterrements ne s'arrêteront donc jamais ? Combien de fils et de filles mourront encore dans les montagnes ? La guerre est insatiable. "Comment croire à la paix après ces meurtres", lance un lycéen, le regard fiévreux. Il ne veut pas dire son vrai prénom ; il se choisit celui de Rojhat, qui signifie "le soleil s'est levé" en langue kurde. Une petite flamme danse au fond de ses yeux sombres. Si une réponse politique n'est pas trouvée, cette génération risque de rejoindre la précédente dans les montagnes pour prendre les armes. Quatre ans plus tard, la réponse politique n'a jamais semblé aussi inaccessible.

Ce 17 janvier, la foule étreint les cercueils. Son destin se confond avec celui des trois femmes. Ce sera peut-être la paix. Ce sera peut-être la guerre. L'ambiance dans Diyarbakır est étrange. Au début de la semaine, les F16 turcs ont décollé de l'aéroport pour aller bombarder les bases du PKK, dans le Nord de l'Irak, toutes proches. Les avions de chasse ont déchiré le ciel dans un bruit de tonnerre au-dessus des immeubles. Les habitants n'ont pas levé la tête. Ils y sont

aussi habitués qu'aux coups de klaxon aux feux de circulation. Mais en ce jour de deuil, les deux parties respectent une trêve. Aucun véhicule blindé des forces de l'ordre aux coins des rues. À l'écart, les quelques policiers en faction font profil bas. Surtout ne pas provoquer. Comme d'habitude, des adolescents, qui cachent leur visage derrière un keffieh, brandissent des portraits d'Öcalan mais ils ne jettent ni pierre ni cocktail Molotov sur la police. Étrange ambiance, entre chien et loup, entre guerre et paix.

À la tribune, les personnalités politiques kurdes défilent, exhortent leurs partisans à la patience. "Nous pouvons arrêter tout ce sang par la négociation, proclame Selahattin Demirtaş, coprésident du Parti pour la paix et la démocratie – vitrine politique du PKK – qui a été arrêté en octobre 2016. Ce n'est pas la vengeance qui nous rassemble aujourd'hui, mais la paix. Voilà le message que nous envoyons. Le temps de la paix est venu. Nous suivons les directives données par Abdullah Öcalan." Ahmet Türk, un des deux députés kurdes à avoir été autorisés par Ankara à rencontrer le chef de la guérilla sur l'île-prison d'Imralı, quinze jours auparavant, demande à ses compatriotes de poursuivre les efforts "pour parvenir à une paix honorable". Le père de Sakine Cansız se cramponne au micro : "Maudite soit la guerre !" L'année 2013 venait juste de démarrer avec l'espoir de mettre fin à un conflit qui avait fait plus de 45 000 morts en trente ans. Un espoir de paix flottait. Timide mais bien là.

Deux semaines plus tôt. Le 3 janvier. Les chaînes de télévision de Turquie font des flashs spéciaux : deux députés d'origine kurde, Ahmet Türk et Ayla Akat Ata, ont eu la permission de se rendre en bateau à Imralı, en mer de Marmara. C'est la première fois depuis l'incarcération d'Abdullah Öcalan en 1999, que les autorités laissent une délégation politique accoster sur l'île et s'entretenir avec le détenu le plus honni de Turquie. La visite, historique, est un signal fort à l'opinion publique. Elle rend officiels les efforts de négociations secrètes pour tenter de mettre fin à un conflit qui ronge le pays depuis trois décennies.

Un poste de télévision va même être acheminé par ferry jusqu'à la cellule d'Abdullah Öcalan. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan en personne a annoncé que cette demande du "terroriste en chef", comme il le surnomme, allait être satisfaite. En améliorant son traitement, le gouvernement islamo-conservateur veut donner un gage de sa volonté de traiter avec le chef du PKK. L'ennemi public n° 1 des Turcs a obtenu ce qui lui avait toujours été refusé : être assis ouvertement à la table des pourparlers. À l'automne, Erdoğan proposait encore de rétablir la peine de mort pour pouvoir le pendre !

Ankara avait tout fait pour couper "celui qui se venge", selon la traduction littérale de son patronyme, de son organisation. En guise de distraction, il

pouvait bien discuter trois heures par semaine avec les cinq détenus qui avaient été transférés sur l'île pour lui tenir compagnie, jouer au basket le mardi et au volley le vendredi – son hobby. Mais ses avocats, qui transmettaient ses oukases et ses interminables analyses politiques, n'avaient pas eu le droit de s'entretenir avec lui depuis seize mois. Accusés de terrorisme, ils avaient été jetés en prison. Quant au bateau chargé d'assurer la liaison entre l'île et la terre ferme, il était, malheureusement, toujours en panne. Malgré cet isolement, Abdullah Öcalan avait fait la démonstration de son autorité intacte : en novembre, un mot de sa part avait suffi pour que des centaines de prisonniers cessent une grève de la faim de 68 jours qu'ils avaient entamée pour obtenir une amélioration des conditions de détention de leur leader. Öcalan restait incontournable. La paix avec le PKK retranché dans les montagnes kurdes de Qandil passait forcément par Imralı, en mer de Marmara.

Le gouvernement islamo-conservateur du Parti de la justice et du développement (AKP) a préparé l'officialisation des discussions fin 2012. Le 31 décembre, Yalçın Akdoğan, le conseiller en chef du Premier ministre Erdoğan, explique à l'opinion publique dans une intervention télévisée que celui en qui elle voit une incarnation du mal est en fait "un acteur-clef" de la paix et que "l'usage de la force" ne suffira pas à mettre un terme au conflit qui a déjà fait des milliers de victimes. Le 28 décembre, le chef du gouvernement avait annoncé dans une interview que des entretiens se déroulaient entre les services de renseignements, le MIT, et Abdullah Öcalan. "Nous voulons obtenir un résultat, disait-il. Tant que nous pensons qu'il y a une lueur d'espoir, nous continuerons." En toute discrétion, le Premier ministre a envoyé Hakan Fidan, le numéro 1 du MIT sur l'île d'Imralı. Ce fidèle parmi les fidèles s'entretient en secret avec Öcalan depuis l'automne. En parallèle, des membres de l'Organisation nationale du renseignement sont dépêchés à Qandil, dans les montagnes de la région autonome du Kurdistan d'Irak, pour dialoguer avec la branche armée du PKK. Il s'agit de voir si les deux parties peuvent trouver un terrain d'entente susceptible d'aboutir à des discussions de paix.

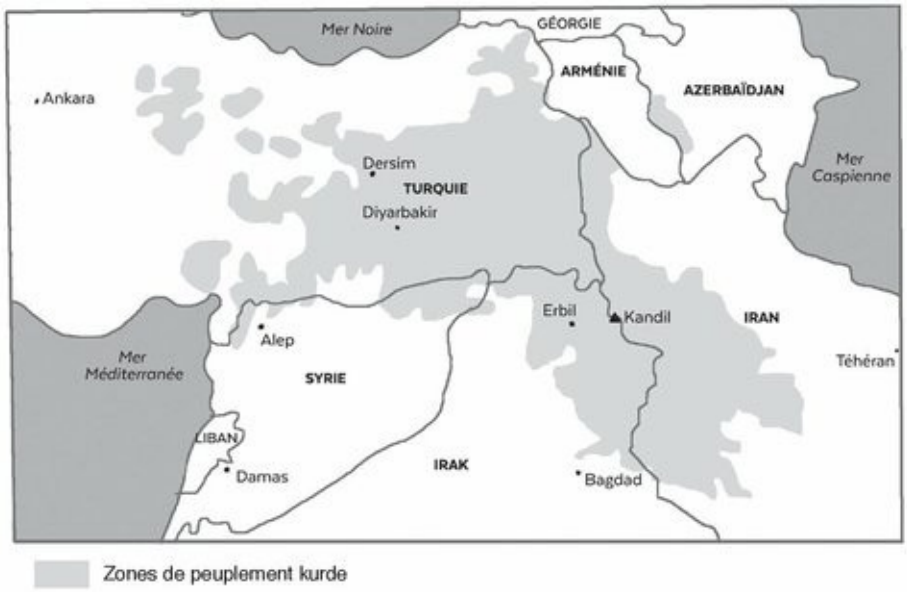
En Irak, la minorité kurde, qui était persécutée par le régime baassiste de Saddam Hussein, a pu, à partir de la première guerre du Golfe, conquérir peu à peu une quasi-indépendance vis-à-vis de Bagdad. Mais en Turquie, les 15 millions de Kurdes restent des citoyens de seconde zone et les armes ne se sont pas tues. Au pouvoir depuis 2002, le gouvernement islamiste de l'AKP est plus réceptif aux revendications kurdes que les partis politiques traditionnels et l'armée qui défendent une conception strictement "turque" de la nation et restent hostiles à tout marchandage avec le PKK. Des droits culturels sont notamment accordés aux Kurdes de Turquie. L'interdiction d'utiliser la langue kurde dans la

vie politique est levée et les restrictions dans les médias supprimées. En 2009, Erdoğan avait même souhaité la “bonne année” en kurmandji, *“Ser sala we pîroz be”*, lors du lancement de la première chaîne de télévision publique en langue kurde, la TRT 6. Mais le conflit n’est toujours pas réglé politiquement. Des négociations secrètes entre une délégation du MIT, déjà menée par son chef Hakan Fidan, et des représentants du PKK ont été conduites à Oslo, en Norvège, à partir de 2009, mais elles ont échoué.

La démonstration de puissance du PKK avec la grève de la faim de centaines de prisonniers à l’automne 2012 souligne la situation délicate dans laquelle se trouve le gouvernement. Les arrestations de milliers de militants ces dernières années ont renforcé l’aura de la guérilla. Et au fil des ans, l’absence de paix a permis au PKK de consolider son emprise dans le Sud-Est du pays *via* des structures civiles. La guerre larvée reprend de la vigueur : les combats de ces derniers mois sont les plus intenses de ces dix dernières années. Près de 900 tués ont été recensés par International Crisis Group depuis juin 2011. Surtout, Ankara redoute les répercussions en Turquie de l’ébauche d’État que le PKK est en train de mettre en place de l’autre côté de la frontière, dans le Nord de la Syrie. La révolte syrienne a eu des conséquences importantes pour les Kurdes. Elle a donné l’opportunité à la branche syrienne du PKK de contrôler une importante zone dans le Nord-Est du pays, qui court le long de la frontière turque jusqu’à l’Irak. Éducation en langue kurde à l’école, comités populaires, administration… Les bases du Rojava – le nom donné à ces territoires sous la bannière du PKK – sont jetées. Un cauchemar pour les autorités turques. Ces évolutions en Syrie expliquent alors largement la décision de Recep Tayyip Erdoğan de traiter avec la guérilla pour tenter de freiner sa montée en puissance côté syrien… s’il en est encore temps.

En Turquie, les deux parties semblent avoir compris qu’elles ne peuvent pas l’emporter militairement. L’armée, renvoyée dans ses casernes, n’est plus en mesure de s’opposer à une solution négociée et les rebelles ne revendiquent plus un Kurdistan indépendant. La population, turque et kurde, est lasse de la guerre. Depuis 1984, date de l’attaque par le PKK d’une caserne de l’armée à Eruh, dans le Sud-Est, qui marque officiellement le début de la guerre avec l’État turc, le conflit a fait, rappelons-le, des milliers de morts, essentiellement kurdes. Les années 1990 ont été celles de la “sale guerre” : 3 000 villages kurdes accusés de soutenir le PKK ont été brûlés par l’armée, au moins deux millions d’habitants ont été déplacés. Des commandos clandestins de militaires sont soupçonnés de la mort ou de la disparition de 17 000 partisans ou simples civils. Ces exécutions extrajudiciaires, toujours impunies à ce jour, ont transformé Öcalan en porte-drapeau de ce peuple opprimé. Nombreux sont les Kurdes qui, bien qu’effrayés

par son orgueil insatiable et sa cruauté – notamment vis-à-vis de ses dissidents –, estiment que, sans lui, leurs revendications auraient été enterrées par l'État turc. Car "la question kurde" comme on la nomme timidement dans les médias de l'Ouest du pays ne se limite pas au PKK.



Le traité de Lausanne de 1923 a fait une croix sur les aspirations des Kurdes à la souveraineté. Ils se retrouvent répartis entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie. Ces exclus de l'Histoire forment aujourd'hui le plus grand peuple sans État dans le monde ; ils sont 35 millions.

L'histoire de l'Empire ottoman est jalonnée de soulèvements de tribus kurdes. Et après la Première Guerre mondiale, les Kurdes sont les grands perdants des tracés frontaliers qui redessinent la région. En 1920, les puissances européennes dépècent l'Empire ottoman avec le traité de Sèvres. Un État kurde est envisagé. Trois ans plus tard, le traité de Lausanne fait une croix sur les aspirations des Kurdes à la souveraineté. Ils se retrouvent répartis entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie. Ces exclus de l'Histoire forment aujourd'hui le plus grand peuple sans État dans le monde ; ils sont 35 millions. En Turquie, la nouvelle République étouffe leur identité. La guérilla conduite par l'organisation d'inspiration marxiste-léniniste est la 29e révolte kurde depuis le début du XIXe siècle selon un décompte de l'état-major turc !

Recep Tayyip Erdoğan jouit d'une autorité assez forte pour pouvoir faire accepter des négociations à la partie la plus nationaliste de la population pour qui Öcalan est l'ennemi absolu. Pour cela, le chef du gouvernement doit obtenir le

retrait des combattants du PKK du territoire turc et leur désarmement. En échange, quels compromis concrets est-il prêt à faire ? Le PKK réclame une autonomie politique pour la région majoritairement kurde du Sud-Est du pays. Ce qui est inacceptable pour l'État turc ultra-centralisé. La libération des milliers de prisonniers dont celle d'Öcalan, l'amnistie des combattants, l'éducation dans la langue maternelle ou la modification de la définition de la citoyenneté dans la constitution sont autant de revendications incontournables. Le Premier ministre aura-t-il le courage politique de les satisfaire ? L'année 2013 démarre avec cette grande interrogation. Les difficultés sont multiples mais rarement autant de conditions favorables à la paix semblent avoir été réunies.

C'est dans ce contexte que se produit le triple assassinat du 147, rue La Fayette. Il apparaît évident qu'il est lié aux discussions amorcées en Turquie. S'agit-il d'essayer de les torpiller ? La stupeur n'est pas encore passée que Kurdes et Ankara se renvoient la responsabilité des crimes. "Nous savons qu'il y a des dissensions, des clivages au sein du PKK, a immédiatement réagi Hüseyin Çelik, vice-président du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir. Cela ressemble à une lutte interne, ce type d'incident s'est déjà produit dans le passé." Des règlements de comptes ont effectivement eu lieu mais ils visaient surtout des dissidents. Dans l'avion qui le ramène du Sénégal, Erdoğan avance l'hypothèse "d'un règlement de comptes ou bien une tentative de faire échouer les avancées que nous sommes en train de mettre en place avec de bonnes intentions". À Paris, Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, se rend sur les lieux du crime le 10 janvier au matin : "Les services de la brigade anticriminalité, de l'antiterrorisme sont évidemment mobilisés pour faire toute la lumière sur cet acte tout à fait insupportable. J'attends maintenant comme tout un chacun que l'affaire avance. Soyez assurés de la détermination des autorités françaises de faire la lumière sur cet acte."

IV

MISTER KURDE

Aussitôt le crime connu, les téléphones sonnent dans la nuit encore endormie. Des Kurdes venus de toute l'Île-de-France se précipitent devant le 147, rue La Fayette. Des femmes, agenouillées, pleurent. Les regards anxieux passent de la lourde porte en bois de l'immeuble aux fenêtres du premier étage, où se trouvent les locaux du Bureau d'information du Kurdistan. En quête d'une réponse, d'une information, d'un démenti. Une certaine confusion règne sur ce qu'il s'est réellement passé. Qui sont les victimes ? Comment sont-elles mortes ? Se pourrait-il que l'une d'elles soit encore vivante ? Mais le froid de cette nuit de janvier saisit les corps et les âmes. Selma Akkaya est une des premières à être arrivée sur les lieux. Comme une automate, la jeune femme réagit en journaliste et… en Kurde. Elle installe la caméra de la chaîne Med Nûçe, la télévision du PKK, devant la supérette Carrefour City, sur le trottoir d'en face. Elle fait des interviews de représentants de la communauté, filme l'assistance, cherche des informations, alerte les élus communistes qu'elle connaît. D'emblée, elle écarte la thèse d'un sordide fait divers. "Il s'agit sûrement d'un événement avec des ramifications à l'étranger. L'histoire des Kurdes est pleine de massacres de ce type ; ma préoccupation était de savoir si la police faisait le nécessaire en prenant bien toutes les précautions. Ce sont les Kurdes qui ont mis en place une surveillance devant la porte pour éviter que tout le monde laisse ses empreintes dessus. On se disait que le meurtrier avait forcément touché cette porte." Des volontaires avec des gilets fluorescents montent la garde devant la porte d'entrée. "Ce n'est que bien plus tard que la police a apporté des barrières."

La colère est venue avec le jour. La foule scande : "Turquie assassin ! Turquie assassin !" Personne ne croit à un cambriolage qui aurait mal tourné. Il se murmure aussi que le meurtrier serait peut-être revenu sur les lieux de son crime. Personne ne se doute alors qu'il est là, parmi eux. Sans un mot, immobile. Engoncé dans sa parka verte. C'est ainsi que la caméra de Med Nûçe le saisit. "Il se tenait là, avec tout le monde, raconte Selma. J'avais filmé l'assassin ou plus exactement notre assassin à tous car il a tué une partie de chacun de nous avec ce

qu’il a fait. J’aurais voulu ne jamais capter cette image. Ce profil malsain est un lourd fardeau pour nous tous.”C’est celui d’Ömer Güney, trente ans. Lorsqu’il est placé en garde à vue huit jours après les meurtres, la communauté kurde est abasourdie : celui qui est soupçonné d’avoir abattu leurs trois camarades est l’un des leurs.

Ömer Güney débarque dans la communauté kurde de la Région parisienne à l’automne 2011. Il frappe d’abord à la porte du Centre culturel Ahmet-Kaya situé rue d’Enghien, dans le 10e arrondissement de Paris. Officiellement dédié au folklore kurde, c’est le quartier général du PKK en France. Ömer Güney est redirigé vers l’association de Villiers-le-Bel, dans le Val-d’Oise. Il s’agit de la structure la plus proche du domicile de ses parents, chez qui il vit, à Garges-lès-Gonesse. Le jeune homme justifie sa quête très simplement. Il dit être turc mais être à la recherche de ses origines kurdes que son père aurait reniées. Sa famille, qui revendique son identité turque et sa sensibilité nationaliste, serait opposée à sa démarche. Les explications sont tout à fait crédibles. En Turquie, des Kurdes ont gommé leur identité et se sont fondus dans le moule turc. “La première fois que je l’ai vu, je me suis dit qu’il avait plus une tête de Turc que de Kurde car vous savez on se reconnaît entre nous, explique Mehmet Subaşı, le président de l’association. Mes amis m’ont dit qu’il était turc mais qu’il s’intéressait au mouvement kurde. Nous ne nous sommes pas posé de questions. L’association est ouverte à tout le monde, quelles que soient la religion, la couleur, l’identité. On souhaite que les autres viennent et partagent nos idées.”

Ce samedi où Mehmet Subaşı nous reçoit, l’association a des airs de foyer rural en fête, version kurde. Des enfants prennent des cours de saz, un luth oriental à trois cordes. Les adultes échangent des *dedikodu*, des commérages, en buvant des thés et en grignotant des olives. Un kebab grille sur une broche. Les Kurdes sympathisants du PKK et qui habitent dans la banlieue nord de Paris s’y retrouvent. Ce point de ralliement permet au PKK de garder soudée une communauté – dont certains membres sont en France depuis trente ans. Les retrouvailles ne se font pas uniquement autour des traditions. À deux pas de la gare RER, coincé derrière un supermarché Migros, une enseigne turque, le local qui ne paye pas de mine est aussi un lieu hautement politique. Des responsables du PKK en Europe y défilent. D’autant plus que ceux qui ont été condamnés par la justice française pour liens avec une entreprise terroriste ont interdiction de fréquenter le centre culturel de la rue d’Enghien, dans le 10e arrondissement de Paris. La structure du Val-d’Oise fait office de repaire *bis*.

Après le triple assassinat, des critiques ont été émises sur le bon accueil qui avait été réservé à Ömer Güney. Un Turc. Qu'il ait ou non des origines kurdes. Mais le PKK recrute sur des bases idéologiques et non ethniques. On retrouve donc des Turcs parmi ses sympathisants et ses combattants. Il y en avait même deux parmi les fondateurs de l'organisation en 1978. Personne, cependant, n'a pris le soin de se renseigner sur le passé d'Ömer Güney. À rebours des précautions de base en vigueur dans l'organisation. Parfait inconnu, il arrive d'Allemagne. Quelques vérifications auraient peut-être permis d'éveiller des soupçons. Aujourd'hui, les Kurdes reconnaissent leur négligence. Exilée en Europe, loin des combats dans les montagnes du Kurdistan et de la répression des autorités turques, la diaspora a peu à peu relâché sa vigilance. En ce mois de novembre 2011, Ömer Güney est le bienvenu. Le néophyte prend sa carte d'adhérent dans la foulée. Et sa fiche nº 325 vient rejoindre celles des autres membres rangées dans un épais classeur noir.

Sur les archives vidéo de la chaîne Med Nûçe tournées devant le 147, rue La Fayette on voit un grand gaillard brun qui se tient à côté d'Ömer Güney. Il s'agit de Kenan, trente ans. Trois ans après les faits, évoquer le suspect reste malaisé pour lui : "À l'époque des meurtres, j'étais psychologiquement au bord du gouffre, parce que j'y pensais tout le temps, j'en rêvais. Je me demandais sans cesse comment nous avions pu ne pas remarquer – excusez-moi pour l'expression – ce « fils de pute », comment nous avions pu le laisser nous infiltrer." Kenan est appuyé contre la table de billard installée à l'entrée de l'association de Villiers-le-Bel. Il tient nerveusement sa canne. C'est qu'il en a fait, des parties avec Ömer. Ses deux copains, Bayram Tekin et Ersin Karadas, le considéraient également comme un "camarade". "Si seulement nous avions remarqué son manège mais nous n'avons rien vu, opine le premier, après avoir expédié une boule dans la poche. C'est pour cette raison que tout le monde se sent coupable ici." Le second renchérit : "Moralement nous n'avons rien fait mais nous ne sommes pas tranquilles."

Kurdes de Turquie, Kenan, Bayram et Ersin sont en France depuis quelques années. La vingtaine, ils travaillent comme ouvrier sur des chantiers, vigile dans un établissement de boîte de nuit, carreleur… Ömer Güney ressemble à ces jeunes adultes de banlieue. Lui est arrivé de Turquie dans la banlieue parisienne à l'âge de huit ans, en 1991. Rejoignant, avec sa mère et ses sœurs, le chef de famille, Ismet Güney, parti en éclaireur et qui avait trouvé un travail dans la confection. Plus tard, en 2006, à force d'économies, le père s'établit à son compte et ouvre un restaurant à Saint-Denis. Son unique fils poursuit sa scolarité

au lycée polyvalent Arthur-Rimbaud de Garges-lès-Gonesse, section métiers de l'automobile. Il en sort en 2002, sans avoir décroché son CAP mécanique. En 2003, malgré l'opposition de ses parents, il part en Allemagne se marier avec une cousine germaine, Serap. L'union est à l'origine d'une brouille avec son père et sa mère. Le couple n'a, semble-t-il, été guère heureux. Il n'est pas parvenu à avoir d'enfant. Ces huit années en Bavière se soldent par un divorce. Durant sa période allemande, Ömer travaille comme soudeur dans une usine de matériel de chantier. Des pertes de connaissance répétées conduisent à une première hospitalisation. Une dépression est soupçonnée. Jusqu'à ce que les médecins posent un autre diagnostic : le jeune homme a une tumeur au cerveau. Le pronostic à court terme n'est pas engagé. La progression de la maladie est lente. Mais une intervention chirurgicale est risquée. Selon l'intéressé et ses parents, son cancer motive son retour en France.

Au début, de retour en Région parisienne, malgré ses céphalées, Ömer Güney exerce quelques petits boulots. Il est embauché pour faire le nettoyage au Salon du livre de la jeunesse, à Montreuil. Une agence d'intérim le place ensuite comme agent de surface à l'aéroport Charles-de-Gaulle, à Roissy. L'employé ne fait pas parler de lui. Son travail satisfait ses patrons. Mais sa tumeur finit par le rendre inapte. En arrêt maladie, il a désormais tout le temps de se consacrer à ses nouvelles activités kurdes.

Qui l'accueille véritablement à l'association ? Quel chef valide sa présence ? Les Kurdes de Villiers-le-Bel ont la mémoire qui flanche légèrement. On a beau dire accueillir tout le monde, on n'en garde pas moins une culture du secret. Les responsables du PKK ne sont généralement pas les personnes qui gèrent l'association au quotidien et sont chargées des bonnes relations avec les autorités. Dans ce milieu, il n'est pas non plus d'usage de poser des questions personnelles : en cas d'arrestation, moins l'on en sait sur les autres mieux ça vaut. Ce cloisonnement a certainement joué en faveur d'Ömer Güney. Il semble cependant qu'il ait été le protégé de Gülay Aydemir. Elle est la responsable de la section des femmes de l'association. Kurdi, de son nom de combattante, est respectée. Elle a combattu dans les montagnes du Kurdistan et a été grièvement blessée lors de bombardements de l'aviation turque en 1998 dans le Nord de l'Irak. Elle est restée handicapée, partiellement invalide. Un corps meurtri. Qui se sent proche du nouveau venu, un autre corps souffrant et seul. Les combattants du PKK n'ont pas le droit de se marier, ils se donnent à la cause. Kurdi le reconnaît devant les policiers : "J'avais pitié de lui."

Dès le début, Ömer adopte une attitude modeste. Il ne se départira jamais de cette humilité que certains décrivent “comme celle d’un serviteur”. Il parle peu, boit des thés. Désormais sans activité professionnelle, il se met à la disposition de l’association. Il y passe de plus en plus de temps. Arrive le matin et repart le soir. Le jeune homme est de toutes les activités réservées à la jeunesse, danses folkloriques, organisations de matchs de foot, de festivals, petits-déjeuners… Surtout, il rend des services. Non seulement il a le permis de conduire mais en plus il parle français. Deux atouts précieux. Nombreux dans la communauté kurde sont ceux qui maîtrisent peu ou mal la langue française. Ömer aide à traduire un document, accompagne dans les administrations, à l’hôpital, s’occupe de la location de salles pour les manifestations… Sa disponibilité finit par le rendre indispensable.

Son intégration passe par un militantisme zélé. Il vend les revues du PKK, participe à une campagne de signatures pour obtenir la libération d’Abdullah Öcalan. Le 31 mars 2012, il occupe la tour Eiffel avec d’autres activistes. L’opération médiatique a pour but de demander la remise en liberté du leader de la guérilla. Son identité sera, à cette occasion, contrôlée par la police. En décembre de la même année, il est également du voyage aux Pays-Bas où se tient un séminaire destiné aux jeunes cadres du PKK. Servait-il simplement de chauffeur ou était-il convié en tant que futur cadre ? Difficile de trancher. Toujours est-il qu’il est interpellé au cours de ce week-end idéologique. Son arrestation par la police néerlandaise jouera un rôle important dans l’enquête pour étayer son activité d’espionnage chez ses nouveaux amis. Un peu plus d’un an après son arrivée à l’association de Villiers-le-Bel, Ömer Güney a pris du galon. Il participe même semble-t-il à la *Kampanya*. Il s’agit de la collecte d’argent auprès de la communauté kurde, sur la base du volontariat ou de la contrainte, pour financer le PKK. Son dévouement est tel que son nom est proposé pour la présidence de la jeunesse de l’association. Les candidats prêts à consacrer tout leur temps au militantisme ne sont pas si nombreux. Le choix est restreint. De jour comme de nuit, Ömer sert de chauffeur. Y compris pour les chefs du PKK. Ceux qui restent dans l’ombre et n’ont aucune envie, aujourd’hui, d’en sortir pour parler du meurtrier présumé. “Il avait gagné la confiance des responsables”, explique Yüksel Akbal. Ce réfugié politique l’a côtoyé quotidiennement. “À la demande de l’organisation”, il l’a hébergé chez lui dans les semaines précédant le 9 janvier. Il n’a pu qu’accepter. Quand l’organisation fait une demande, c’est un ordre. Yüksel Akbal a des yeux bleu-vert tristes. Il est veuf. Son épouse s’est suicidée en 2011. Une dépression postnatale. Elle s’est précipitée dans le vide depuis le balcon. Souffrant de graves problèmes

psychologiques, incapable de s'occuper de ses deux autres enfants, le jeune père les confie à sa belle-famille. À défaut d'être souhaitée, la présence d'Ömer Güney a l'avantage de combler les heures, à coups de virées en voiture, de repas au restaurant, de parties de billard, de thés bus devant la télé…

En plus de sa disponibilité vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ce *"born again"* ne ménage pas ses efforts pour clamer son amour de la cause. Le PKK ne badine pas avec l'éducation de ses membres mais on pardonne à ce gars son absence totale de rudiment idéologique. "Il disait être amoureux de la lutte, il suivait parfaitement la ligne idéologique et parfois il allait même jusqu'à affirmer qu'il était le meilleur des Kurdes, se souvient son hébergeur. Quand il essayait de parler en kurde, on se moquait de lui. Il parvenait juste à dire *« Ez sedi sed kurdim »*, « Je suis cent pour cent kurde »." Son "copain" Ersin se souvient aussi de cet intérêt revendiqué : "Il prétendait qu'il voulait connaître l'histoire des Kurdes et du PKK. J'avais trouvé son attitude bizarre. Il lui arrivait de dormir pendant les réunions ; il posait des questions mais il s'endormait sans écouter la réponse." Avec le recul, évidemment, son attitude paraît ambiguë. Sur le moment, personne ne prend garde à ces bizarreries. "Cet assassin a vraiment bien joué son rôle. Il disait « oui » à tout, il était très respectueux. Je dirais de lui qu'il évitait le conflit. Je le trouvais même un peu peureux. Cela peut vous paraître drôle mais quand je le regardais je pensais qu'il ne pouvait pas faire de mal à une mouche."

Mis à la porte du domicile parental par son père qu'il décrit comme "un fasciste", malade, divorcé, chômeur… Ömer Güney passe pour un type un peu paumé, qui attire la compassion. Certains de ces comportements font tout de même légèrement tiquer. Par exemple, sa façon de croiser les mains sur son ventre, de s'adresser respectueusement aux personnes plus âgées en leur donnant du "grande sœur" ou du "grand frère" typiques des milieux conservateurs turcs. Tout comme son style vestimentaire. Il prend soin de son apparence, porte souvent un pantalon de bonne coupe et une chemise. Alors qu'au sein de la jeunesse kurde et turque engagée dans les mouvements politiques d'extrême gauche, le jean est de rigueur. En Turquie, on identifie assez facilement le positionnement politique d'une personne à sa façon de saluer, de s'habiller… Les enquêteurs ont trouvé dix-neuf vestons et six costumes dans la penderie de Güney. Des interlocuteurs lui font des remarques sur son style. Mais comme il répond qu'il a été élevé dans une famille nationaliste et très religieuse, cela

passe. D'autant plus qu'il vient de la province de Şarkışla, en Anatolie centrale. Sur ces terres hostiles aux Kurdes, l'ultranationalisme prospère.

À plusieurs reprises, Ömer avait également cherché à obtenir l'adresse du domicile du numéro 2 du PKK en Europe, qui fréquentait l'association de Villiers-le-Bel. Ce genre de question ne se pose pas du tout dans un milieu où on ne demande pas les noms de famille et on ignore souvent si le prénom est un nom de code. "J'avais trouvé étrange qu'il me demande où habite Nedim Seven en Seine-Saint-Denis, se remémore Bayram. Il m'avait dit « Je voudrais aller prendre un thé chez Nedim Seven ». J'avais répondu que Nedim Seven savait parfaitement qui inviter pour prendre le thé et qu'il se chargeait d'appeler ses invités. Je l'avais mis en garde." Cette conversation prendra un tout autre sens quand la liste de personnalités du PKK à éliminer sera dévoilée en 2014. Ce responsable y figurait en premier. Il a, depuis, quitté l'Europe, et rejoint les monts Qandil en Irak.

Une seule personne avait soupçonné le double jeu d'Ömer Güney. Un petit détail l'avait alarmé. Un soir, Yusuf (nom d'emprunt), un Kurde arrivé récemment de Turquie, était en train de fumer une cigarette devant le centre culturel de la rue d'Enghien. En costume, Ömer Güney l'aborde pour lui demander où il peut acheter un drapeau du PKK. Il explique en avoir besoin car des échauffourées avec des jeunes Turcs nationalistes se déroulent place de la Bastille. Ce réflexe l'alerte car il lui fait penser aux drapeaux qui se vendent comme des petits pains dans les manifestations en Turquie depuis quelques années. Des drapeaux frappés d'une étoile et d'un croissant blancs sur fond rouge, rien à voir avec l'étendard vert, jaune et rouge de la guérilla. "T'es un infiltré ou quoi ? réagit Yusuf. Dégage !" Il fait part de ses doutes à des responsables qui n'y prêtent pas garde. Quel manque de vigilance pour une organisation comme le PKK !

PARTIE DE BILLARD

Dans la nuit du 9 au 10 janvier, le portable d'Ersin sonne une première fois aux alentours de 4 heures. Il ne répond pas. Second appel une demi-heure plus tard. C'est Ömer Güney qui lui donne les terribles nouvelles de Paris. Personne n'a de voiture. À cette heure-là, il n'y a pas non plus de RER. Güney dit qu'il passe récupérer ses amis à l'association de Villiers-le-Bel pour les emmener sur les lieux du drame. "Ömer fumait cigarette sur cigarette, on aurait dit qu'il avait pleuré, raconte Kenan. Il était très stressé, roulait très vite et doublait n'importe comment." Yüksel Akbal est assis à l'avant du véhicule, côté passager. La veille,

l’après-midi, il avait joué au billard à l’association avec le conducteur. Le soir, celui-ci est rentré plus tôt que d’habitude, vers 20 heures, et s’est couché aux alentours de 23 heures. C’est Yüksel, prévenu par un coup de fil, qui le réveille vers 2 heures du matin. “Il a réagi en criant « Mon Dieu, ce n’est pas possible ! » Il paraissait choqué.”

Les jours suivants Ömer Güney est fidèle à lui-même. Il propose d’aider, comme d’habitude. Il placarde des affiches avec les photos des trois défuntes. Il prend part au service d’ordre mis en place au “Palace de Villiers”. Les cercueils sont présentés pour un dernier hommage dans cette immense salle dévolue habituellement aux mariages. Le samedi, bien sûr, il participe à la grande manifestation parisienne. Des milliers de Kurdes ont convergé de toute l’Europe ; des personnalités kurdes ont fait le déplacement depuis la Turquie. Une foule, en pleurs et en colère, défile de la gare du Nord à la place de la République. À l’unisson de ses camarades de lutte, Ömer porte le deuil.

Ce n’est que lorsque la brigade criminelle s’inquiète de savoir qui est la dernière personne à avoir vu les victimes vivantes qu’il devient évident qu’il s’agit d’Ömer Güney. L’intéressé n’en avait pas soufflé mot. Pour autant, Fidan Ulunbayır ne le soupçonne pas. La jeune femme qui travaille au centre culturel de la rue d’Enghien est au courant des faits et gestes de chacun. Lorsqu’il manifeste de l’inquiétude à la perspective d’être entendu par les enquêteurs, elle le rassure : “Il faut absolument que tu fasses une déposition, c’est très important, que tu racontes dans les détails tout ce que tu as vu, tout ce que tu as fait. Et là, je l’ai senti paniqué.” Elle lui dit de ne pas avoir peur ; il ne s’agit pas d’un interrogatoire mais de faire la lumière sur un crime.

“La veille de sa garde à vue, le mercredi, il m’avait fait un croquis très détaillé des caméras qui se trouvaient rue La Fayette, près du 147, avec les rues et les croisements, raconte Fidan. Il m’a expliqué : « Il y a une caméra à l’intérieur du Carrefour, une autre de l’autre côté lorsque l’on se met dos à l’immeuble mais elle ne peut filmer qu’à l’intérieur. » Il disait que la police lui avait donné ces informations. J’avais trouvé cela curieux. Cela m’a surpris car moi-même je me rendais quasiment chaque jour à ce bureau et j’aurais été bien incapable de dire où étaient installées les caméras. J’ai plié ce papier et je l’ai rangé dans mon sac. Le lendemain, lorsque j’ai voulu le montrer, je l’ai cherché partout, dans mon sac, sur le bureau, dans la poubelle, je ne l’ai jamais retrouvé. Il avait dû le reprendre dans mon sac.” Fidan commence également à remarquer des incohérences dans son discours : “Il disait avoir passé quarante minutes [avec les

victimes, *ndlr*]. Mais quand je lui faisais remarquer que cela fait beaucoup de temps pour un thé et une cigarette, il changeait, parlait de vingt minutes ou une demi-heure. Il n'était plus très précis." Au cours de la discussion, "l'espace d'une seconde, je me suis demandé « Et si c'était lui ? »". L'espace d'une seconde. Le 17 janvier, il est une nouvelle fois convoqué au 36, quai des Orfèvres. Ses amis croient "qu'il s'agit d'une simple audition". Des mensonges sur son emploi du temps et le visionnage des vidéos de caméra de surveillance conduisent les enquêteurs à le placer en garde à vue.

Lorsque Fidan Ulunbayır apprend qu'il est considéré comme suspect, son premier réflexe est de penser "qu'on essaye de coller cette affaire sur le dos d'un Kurde, de trouver un bouc émissaire".

V

MISTER TURC

Après le triple assassinat, les parents d'Ömer Güney ont vendu le restaurant dont ils étaient propriétaires à Saint-Denis et sont repartis en Turquie. Leur départ précipité, ont-ils dit, a été motivé par la peur de représailles. Dérisoire précaution. Si la guérilla souhaite se venger elle peut tout aussi bien les retrouver en Turquie. En tout cas, elle n'a pas pris la peine de s'en prendre aux biens matériels des Güney. Le restaurant n'a subi aucune attaque ou accident fâcheux. En revanche, la famille du suspect a, semble-t-il, été ostracisée par la communauté turque de la Région parisienne. Non pas parce que leur fils était soupçonné d'avoir commis un triple assassinat mais parce qu'il s'était compromis en fréquentant les "terroristes" du PKK. Un déshonneur, une insulte pour les Turcs nationalistes.

Ismet Güney, le père, nie toute ascendance kurde dans son arbre généalogique. Il énonce clairement ses positions anti-PKK lors de son audition par la police française : "Chez nous le mot PKK, ça ne passe pas. Chez nous on ne parle pas de ça. Moi je suis d'origine turque. Je n'ai jamais entendu mon fils Ömer parler du PKK et si j'avais su que mon fils avait un lien avec ce parti je l'aurais dénoncé au consulat de Turquie en France et j'aurais tout fait pour l'en empêcher. Par ailleurs, je vous précise que dans mon pays d'origine fournir une aide aux membres du PKK notamment en les hébergeant est une infraction, et je respecte la loi." Pas question donc de faire dormir un sympathisant du PKK dans son salon, fût-ce son propre enfant. M. Güney père a "entendu à la télévision [que] le PKK [est] un groupe terroriste basé en Syrie qui est financé par le trafic de drogue et par certains pays qui soutiennent ce groupe pour créer une discorde entre les Turcs et les Kurdes".

Bref, dans la famille, on ne plaisante pas avec le PKK. Ismet et Makbule Güney, sa femme, habitent désormais un petit immeuble dans la grande banlieue d'Ankara. Anonymes, comme ils souhaitent l'être. Sollicités à plusieurs reprises

par l’intermédiaire de l’avocate de leur fils, Anne-Sophie Laguens, ses parents ont refusé de nous recevoir.

Lors de notre enquête de 2015, sur les traces d’Ömer Güney dans son pays natal, nous tentons tout de même notre chance en sonnant à la porte de leur appartement. “Qu’est-ce que vous faites ici ? Dégagez, j’appelle la police, hurle le père en ouvrant la porte. Il n’y a rien dans ce dossier, mon fils n’a rien fait. Je vais tuer l’un d’entre vous.” Les Turcs sont réputés pour leur hospitalité mais il faut bien que quelques exceptions désavouent la coutume. Ömer Güney a toujours décrit son père comme étant une personne très irascible, à qui l’on ne pouvait même pas dire préférer l’équipe de football de Galatasaray à celle de Fenerbahçe, que lui soutenait, de peur qu’il ne se mette en colère. Quand le suspect explique à la juge qu’il est brouillé avec son père, pour une fois au moins, il ne ment probablement pas. Rien qu’à voir la façon dont il s’emporte contre un surveillant au cours d’un parloir avec son fils à la prison de Fresnes à cause d’une broutille, nous n’avons aucun mal à croire que l’engagement de son fils chez les Kurdes a déclenché sa fureur. Mais en se prévalant de racines kurdes, Ömer Güney n’a pas fait que s’inventer une identité factice. Il a repris à son compte un mensonge paternel. Lorsque Ismet arrive en France en 1989, il se fait passer pour un Kurde persécuté par l’État turc. Dans les années 1980, la supercherie était courante. L’Ofpra, Office français de protection des réfugiés et apatrides, a parfois eu du mal à faire la différence entre un Kurde en quête de protection et un Turc à la recherche de papiers pour sortir de la clandestinité. La demande d’asile d’Ismet Güney est acceptée et il obtient le statut de réfugié politique. Il y renoncera en 2001.

À défaut de pouvoir poser des questions à ses parents, nous sommes allés voir un des oncles d’Ömer Güney. Interviewé dans la presse turque à plusieurs reprises, il a déclaré que son neveu était innocent et qu’il avait été manipulé. Zekai tient avec son épouse une quincaillerie dans un petit centre commercial à Ankara. En bon citoyen turc, il a accroché une photo d’Atatürk derrière la caisse. Comme son frère, il n’est pas franchement ravi de notre visite, mais lui se plie aux exigences de la tradition. Il propose à ces invités indésirables de prendre place dans son magasin, entre une table à repasser et une pile de seaux. Ses enfants vont leur chercher des thés. Il dit qu’il est brouillé avec Ismet et qu’il n’a pas vu son neveu depuis longtemps. Mais il est catégorique : “Il n’y a pas de Kurde dans la famille.” Seulement des Turcs. “Qui aiment leur patrie”, bien entendu, comme lui. “Nous sommes totalement opposés au PKK ! J’ai un fils unique. Ömer aussi est le fils unique de mon frère. Si mon fils doit mourir en martyr pour la Turquie dans cette guerre contre le PKK, je suis prêt à l’envoyer

aujourd'hui. Si la Turquie aujourd'hui entre en guerre avec le PKK, notre famille sera du côté de la Turquie… Nous soutiendrons toujours la Turquie."

Son profil Facebook ressemble à un manifeste à la gloire des forces de sécurité. Au vu de ses publications, il aime surtout la police, l'armée, la gendarmerie, le MIT (les services secrets turcs), se félicite des bombardements de l'aviation contre le PKK en Turquie, en Irak et contre sa ramification en Syrie, vénère le drapeau national et Recep Tayyip Erdoğan. Il n'aime pas l'Europe et les États-Unis. Il hait le PKK… Bref, Zekai Güney est un prototype du Turc ultrana-tionaliste. Avec un fort penchant pour les compositions macabres qui circulent sur les réseaux sociaux : il partage de nombreuses photos de corps de guérilleros kurdes, dont certains sont en décomposition. Aucun déterminisme n'oblige Ömer Güney à épouser les opinions politiques de sa famille, mais nous n'avons pas trouvé en Turquie d'éléments en faveur de sa version kurde.

Direction donc l'Allemagne, cette fois, où il a vécu de 2003 à 2011. À ses nouveaux amis kurdes en France, Ömer Güney avait parlé d'une bagarre qui serait à l'origine de sa sympathie pour eux : lorsqu'il habitait à Bad Tölz, en Bavière, il aurait été agressé et ce sont des Kurdes qui l'auraient défendu. La belle histoire a l'avantage d'être invérifiable. Avec ses rues piétonnes proprettes, ses façades colorées au bord de la rivière Isar… la petite ville de 18 000 habitants, typique de ce Sud de l'Allemagne attaché à son folklore, compte surtout une importante communauté turque qui ne porte pas franchement les Kurdes dans son cœur. Si la branche du PKK en France avait pris la peine de faire vérifier par ses correspondants outre-Rhin le pedigree de Bad Tölz, cela lui aurait peut-être permis de comprendre que les fréquentations de Güney n'étaient pas vraiment celles qu'il prétendait avoir eues. Il faut parcourir cinquante kilomètres pour trouver les premières associations pro-PKK.

En France, Güney se présentait toujours le visage rasé de près. Sur la photo de son passeport précédent, délivré par le consulat turc de Munich, il offre un autre visage. Il s'est fait photographier avec une moustache. En Turquie, la moustache est à la fois un attribut viril et un signe d'appartenance politique. Impossible de se tromper. Les islamistes l'aiment très courte, quelques millimètres entretenus au rasoir, ourlant la lèvre supérieure ; les partisans des mouvances d'extrême gauche la préfèrent broussailleuse ; les Loups gris de l'extrême droite, eux, la portent fine, tombante de part et d'autre de la bouche. Comme des crocs. La moustache d'Ömer Güney ressemble à cette version. Avant sa conversion à la cause kurde.

À Bad Tölz et dans les alentours, toute la communauté turque se connaît. Tout le monde connaissait "Okay". Revenu en France, Güney n'a jamais mentionné

ce surnom. Aujourd'hui, personne ne souhaite parler ouvertement de cette fréquentation embarrassante. En entendant son nom, son ancienne belle-famille nous claque la porte au nez nerveusement et menace d'appeler la police.

Enfin, des amis de Güney croisés devant un café turc de la localité de Miesbach acceptent de répondre à quelques questions. Anonymement. Ils le décrivent d'une façon explicite, en dessinant d'une main "sa moustache comme ça" qui descend et en fermant un poing, index et auriculaire dressés. Le geste symbolise la tête du loup. Il s'agit du signe de ralliement des Loups gris. Cet animal fait partie du récit originel des Turcs. Selon la légende, le peuple turc viendrait d'une vallée mythique appelée Ergenekon et située dans les monts Khangaï, aux confins de l'Asie centrale. Des stèles avec des écritures en turc ancien ont effectivement été découvertes dans les steppes mongoles. Elles sont datées du VIIIe siècle. Le récit qui est gravé sur la pierre évoque des "Turcs célestes" qui auraient régné sur de vastes territoires. Selon la mythologie élaborée par les idéologues du nationalisme turc au début du XXe siècle, une louve aurait guidé ces guerriers à la conquête de nouveaux territoires, vers l'ouest, jusqu'à l'actuelle Anatolie. "La légende ressemble à celle de Romulus et Remus : l'ancêtre des Turcs célestes serait un enfant, seul survivant d'un groupe de proto-Turcs, abandonné dans ce lieu d'Ergenekon, qui aurait été recueilli et nourri par une louve. Le « peuple turc », une fois reconstitué après cette renaissance miraculeuse, aurait établi là une première civilisation, domestiqué le feu, découvert l'art de forger. À partir de ce lieu d'Ergenekon, ces Turcs auraient essaimé, fondant notamment « l'empire des Turcs célestes » qui aurait contrôlé une grande partie de l'Asie intérieure", explique Étienne Copeaux*.

En prison à Fresnes, Ömer Güney a découpé une image dans un magazine. Il l'a accrochée au mur de sa cellule. Il s'agit de la photo d'un loup, au pelage gris. Dans une correspondance sur Facebook avec un de ses amis, Ruhi Semen, il signe d'un énigmatique "ton loup blessé". À la juge qui s'étonnait d'une telle signature, il a rétorqué qu'il n'allait tout de même pas signer "ton bébé". Habile pirouette pour éviter une question essentielle. Était-il membre de la milice des Loups gris qui a écrit l'histoire de la Turquie moderne dans le sang ?

AUCUNE PITIÉ

6 mai 2016, sur le parvis du palais de justice de Çağlayan, à Istanbul. Le journaliste Can Dündar était sur le point d'être condamné à cinq ans et dix mois de prison pour "divulgation de documents classés secrets d'État". C'est-à-dire avoir publié des photos montrant que le MIT, les services secrets turcs, avait

encadré le transport d'armes à destination de groupes djihadistes en Syrie. Cet après-midi-là, dans l'attente du verdict, le rédacteur en chef de *Cumhuriyet* était en train de répondre aux questions d'un groupe de journalistes. Costume noir, chemise blanche à rayures, un homme s'approche, crie "Traître !" et tire sans l'atteindre plusieurs coups de feu en direction du journaliste. L'auteur de l'agression contre le symbole de la liberté de la presse en Turquie est originaire de la province de Sivas. Comme Ömer Güney. Les Loups gris y sont chez eux. Des journaux ont avancé que l'agresseur de Can Dündar était un admirateur de Sedat Peker. Un nom, notoire, qui glace le sang. Celui d'un chef mafieux Loup gris. En janvier 2016, il a menacé de mort les universitaires turcs qui avaient signé une pétition pour dénoncer les exactions de l'État contre les civils kurdes dans le Sud-Est du pays. "Nous prendrons une douche avec votre sang, a-t-il écrit sur son site internet. Sachez que « les enfants de la mère patrie » n'auront aucune pitié pour vous."

"Les enfants de la mère patrie" renvoient aux partisans de l'extrême droite. Pour ces adeptes d'une nation ethniquement turque, tous les citoyens de Turquie non sunnites – qu'ils soient ou non musulmans – sont des cinquièmes colonnes. Représentée par le Parti d'action nationaliste (MHP) fondé en 1969 par le colonel Alparslan Türkeş, un des putchistes du coup d'État militaire de 1960, leur doctrine présente des similitudes avec celles des régimes fascistes du début du XXe siècle. En pleine guerre froide, sa branche jeunesse, plus connue sous le nom de Loups gris, devient le bras armé d'une lutte anticommuniste qui plongera le pays dans une atmosphère de guerre civile et aboutira à un nouveau coup d'État en 1980.

Ces groupes paramilitaires affichent un sinistre palmarès : assassinats d'étudiants d'extrême gauche, de journalistes, de Kurdes, de syndicalistes, d'hommes d'affaires, pogroms contre la minorité musulmane libérale alévie… Leurs exactions bénéficient de la bienveillance, pour ne pas dire de la complicité, de l'État. Hors du pays, le plus célèbre d'entre eux est Mehmet Ali Ağca, l'homme qui tenta d'assassiner Jean-Paul II sur la place Saint-Pierre de Rome en 1981. Dans les années 1990, les Loups gris se recyclent dans deux activités. La Mafia et la contre-guérilla, ces escadrons de la mort semi-clandestins qui transforment la lutte contre le PKK en sale guerre. En 2016, le MHP est le troisième parti en nombre de députés à la Grande Assemblée. Il tente de faire oublier son passé sanglant. Mais son idéologie raciste contamine les institutions, les forces de l'ordre, les esprits. Depuis la reprise de la guerre entre le PKK et Ankara en 2015, les Kurdes de Turquie sont la cible d'attaques dans tout le pays. À intervalles réguliers, des fanatiques acquis aux théories du

complot et aux thèses nationalistes lynchent des Kurdes qui ont le malheur de parler leur langue maternelle dans la rue, en poignardent un dans un autobus…

Les proches de Güney interrogés par la police allemande l'ont tous décrit comme un Turc nationaliste, qui se qualifiait lui-même de *Bozkurt*, "Loup gris", et soutenait le MHP. Le petit frère de son ex-épouse a déclaré à la police bavaroise : "Lorsqu'aux informations, on montrait des soldats turcs tués par le PKK, Ömer était triste que de tels hommes aient dû perdre leur vie. Ömer qualifiait le PKK et ses partisans de terroristes." Son ami et collègue, Murat, a été plus direct, expliquant qu'Ömer et lui étaient "des Turcs fiers qui ne se laissent pas manger la laine sur le dos par les Kurdes". Il affichait ses convictions. Il avait suspendu à la fenêtre de son appartement un drapeau turc géant. Il portait une bague avec trois lunes. La représentation de ces astres qui figuraient sur le drapeau de l'Empire ottoman a été récupérée par l'extrême droite. Il était également fan de *La Vallée des Loups*. La série télévisée, diffusée depuis 2007 en Turquie, raconte les aventures de Polat Alemdar, un mafieux qui joue les sauveurs d'un État menacé. Les ingrédients narratifs tiennent en trois mots : nationalisme, racisme, violence. Le péril kurde fait partie intrinsèque du scénario. Le feuilleton fait un tabac. Particulièrement auprès d'un public jeune, masculin, anatolien et sensible aux sirènes d'un nationalisme et d'une virilité agressifs. Des sociologues turcs ont mis en garde contre les risques d'identification au personnage principal. Un "pousse-au-crime" contre les Kurdes. La cousine de l'ex-femme de Güney a déclaré qu'il s'habillait toujours en costume sombre, comme son héros, Polat.

Pour autant, ses amis qui discutent devant le café assurent qu'"Ömer", durant son expatriation allemande, "n'était pas membre des Loups gris mais se sentait proche d'eux". Il partageait leur idéologie. Ils ont été "choqués" d'apprendre qu'il s'était inséré dans la communauté kurde une fois reparti dans la banlieue parisienne. "C'est impossible, il vient de la même région que moi", dit l'un d'eux qui a réparé sa voiture à plusieurs reprises. Du même *memleket*, "pays". En Turquie, une tradition toujours vivante consiste à demander à une personne rencontrée pour la première fois "Où est ton *memleket* ?". Même si ça ne marche pas à tous les coups, l'origine géographique permet souvent de déduire les opinions politiques. "Et là d'où l'on vient, personne n'aide ces terroristes, poursuit-il. Si moi j'étais allé chez ces terroristes, ils auraient regardé ma carte d'identité, ils auraient vu que je suis de Sivas et ils ne m'auraient pas pris. Et ici, si tu veux rentrer dans notre mosquée et que tu dis que tu es du PKK, c'est dehors. Pareil au café, si tu veux commander un Coca, personne ne te sert." Son voisin ne veut pas qu'il en dise davantage : "Ça va se retourner contre nous."

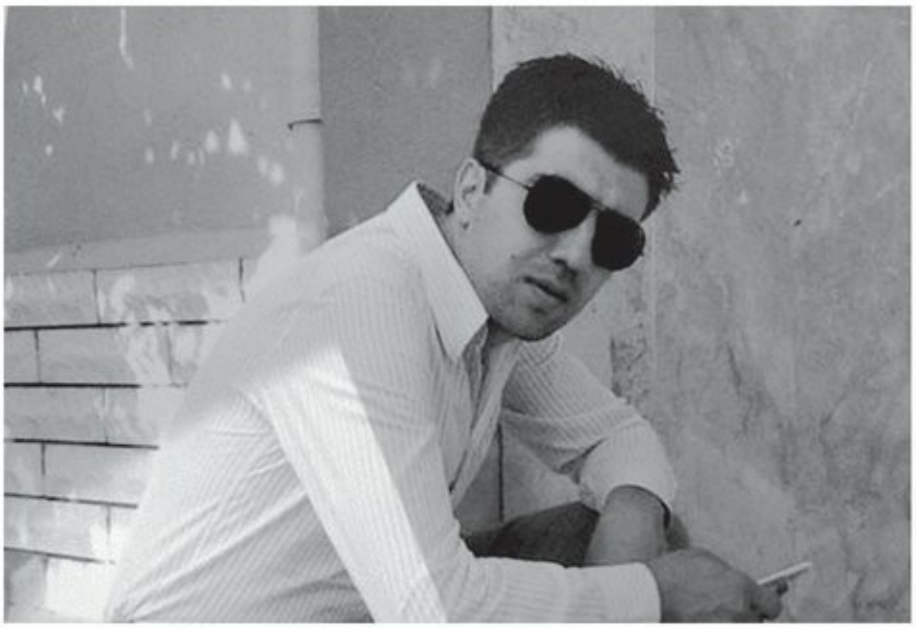
L’ancienne belle-famille d’Ömer Güney est très pratiquante. Lui se rendait de temps en temps à la mosquée pour la prière du vendredi. Sa fréquentation est irrégulière. L’étude de ses comptes bancaires allemands montre qu’il a effectué un virement de 18 € à la mosquée Mevlana de Bad Tölz. Son beau-frère était membre de la direction. Il a également payé deux cotisations de 30 € à l’association turco-islamique de Miesbach. Il s’agit d’une mosquée affiliée au Diyanet, la Direction des affaires religieuses en Turquie. Les mosquées officielles en Turquie et la majorité de celles de la diaspora sont sous la responsabilité directe du Premier ministre turc. Verser de l’argent à une mosquée dont l’imam, fonctionnaire, diffuse les prêches écrits à Ankara n’est pas très cohérent avec un engagement en faveur du PKK. Quoi qu’il en soit, en 2011, son compte était à découvert, les virements automatiques ont cessé.

Dans sa déposition, un de ses anciens bailleurs a témoigné d’une altercation. Güney l’aurait traité de “nazi” et se serait qualifié de “Turc ottoman” tout en faisant mine “avec les mains de lui trancher la gorge”. Hormis cette histoire, personne dans son entourage ne rapporte de comportement violent de sa part. Au contraire Güney apparaît comme quelqu’un de discret, pas belliqueux pour un sou, introverti. Son médecin de famille en Allemagne décrit un patient “calme et courtois”. Ali Tokmak, un de ses amis, ne l’a “jamais vu s’énerver”, selon sa déclaration à la police. Son copain “gardait ses problèmes pour lui”. Un soir de temps en temps, Ömer passait boire un verre, sans alcool, au Crazy, la discothèque qu’il tenait à Bad Tölz. Il ne dansait pas, rentrait au domicile conjugal tôt. Hikmet Özbek, un de ses ex-beaux-frères, raconte qu’il “avait peur de tout. Par exemple, lorsque l’on se querellait avec lui, si l’on avançait d’un pas, il reculait de deux. Il fuyait la confrontation”.

Walter, son supérieur hiérarchique à l’usine Kinshofer, où Güney a travaillé comme soudeur de 2007 à 2011, a décrit aux enquêteurs allemands un ouvrier “très gentil”, “jamais méchant”, “jamais agressif”. À tel point qu’il a été désolé lorsque son employé a démissionné de son poste à cause de sa tumeur. “C’était vraiment un très bon collaborateur.” En fait, il lui “donnait l’impression d’être instable ; je veux dire par là, que pour moi, comme on dit en bavarois, Ömer ne donnait pas l’impression « d’un homme affirmé »”. Il prend son divorce en exemple : “Ses collègues turcs l’ont poussé à réagir, je veux dire par là à être agressif envers sa femme. En dehors d’Ömer, je ne connais aucun Turc qui se séparerait paisiblement de son épouse. Lui disait seulement que son épouse était partie.”

Finalement, sa personnalité allemande présente des similitudes avec celle qu’il a donnée à voir à Villiers-le-Bel. Plus de deux ans après les faits, un de ses anciens collègues à l’usine de Kinshofer dit qu’il n’aurait “jamais cru qu’il ferait

un truc pareil, tirer sur des gens. Je me le représente comme un homme faible, mentalement. Il a pu fréquenter les mauvaises personnes, être influencé. Cet homme était comme un enfant… Un enfant, on peut le changer”. Il a eu en tout cas assez d’aplomb pour masquer les convictions politiques de sa période allemande à ses nouvelles fréquentations kurdes.



Ömer Güney.

---

* Étienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d’une historiographie nationaliste*, CNRS Éditions, 2002.

VI

LES LIENS INVISIBLES

Il a surtout pris soin de dissimuler à ses amis ses liens cachés avec la Turquie. Mis bout à bout, ces renseignements dévoilent pourtant une autre facette de Güney. Elle ressemble à s'y méprendre à celle d'un infiltré. Au minimum.

Le 14 mars 2013, le quotidien turc *Akşam* – Le Soir – publie une capture d'écran présentée comme un extrait d'une vidéo de caméra de surveillance de l'aéroport Atatürk, à Istanbul. Datée du 18 décembre 2013, elle montre un homme vêtu d'un blouson de couleur claire, une sacoche à la main, en train de marcher. La silhouette correspond à celle d'Ömer Güney. Dans le dossier judiciaire turc, 22 extraits de caméras de vidéosurveillance retracent son transit ce jour-là. La caméra 147 le montre dans la file d'attente pour le contrôle d'identité au terminal des arrivées des vols internationaux. Il vient de descendre d'un avion de la compagnie Turkish Airlines en provenance de Paris Charles-de-Gaulle. La caméra 807 le repère prêt à embarquer dans une salle du terminal des vols intérieurs. En partance pour Ankara. À l'arrivée, à l'aéroport, on ne retrouve pas sa trace ; on ne dispose pas de vidéos. Quelqu'un est-il venu l'accueillir ? Dans quelle direction est-il parti ?

Le 17 décembre, la veille de son départ, un aller-retour Paris-Istanbul-Ankara avait été acheté pour un montant de 495 € à l'agence Levent Voyages, à deux pas du Centre culturel kurde, à Paris. Mais selon les informations que la compagnie aérienne Turkish Airlines a communiquées au département de la lutte antiterroriste de la préfecture de Police d'Ankara, Ömer Güney n'est pas monté dans l'avion qui a décollé de Charles-de-Gaulle à 7 h 50 ce 18 décembre. Cela a entraîné l'annulation automatique de l'ensemble du voyage. Il prendra le vol suivant à 11 h 30. De nouveaux billets ont été édités à son nom à 10 h 49 au comptoir de Turkish Airlines de l'aéroport… d'Ankara. La somme de 310 € a été réglée en cash. Par qui ? Le rapport de la compagnie aérienne précise que les enregistrements des caméras ne sont pas conservés au-delà de trente jours. Paiement en liquide, pas d'image : l'acheteur reste dans l'ombre. La justice française ignore l'existence de cet intermédiaire non identifié.

Qu’a-t-il fait durant ce séjour express de deux jours et demi ? Le 21 décembre, il est reparti d’Ankara par le vol de 5 h 25 et a pris sa correspondance pour Paris à l’aéroport d’Istanbul à 7 h 45. En fin de matinée, il était de retour en France. Ses amis kurdes ont à peine eu le temps de s’apercevoir de son absence. Ils ne s’en sont de toute façon pas étonnés. Güney leur avait dit qu’il allait être hospitalisé quelques jours à cause de sa tumeur. Il serait injoignable durant son séjour car il coupait son téléphone. Les visites n’étaient pas non plus possibles : il ne fallait surtout pas prendre le risque que son père croise des Kurdes dans la chambre d’hôpital. L’alibi est parfait.

Un billet Orly-Istanbul-Ankara au prix de 370 € au nom d’Ömer Güney a également été retiré à l’agence de voyages du 10e arrondissement de Paris au mois d’octobre 2012. Cette fois encore, il n’est resté que très brièvement dans la capitale turque. Il y a atterri dans la nuit du 2 à 0 h 30 pour en repartir le 3 au matin à 8 h 10. Il y a donc passé en tout et pour tout 31 h 40.

Personne n’était au courant de ces deux sauts en Turquie. Ni sa famille, ni la communauté kurde. Il n’en avait pas non plus soufflé mot dans le cabinet de la juge d’instruction. Jusqu’à la deuxième perquisition de la Peugeot 308. Le 18 janvier, une première fouille du véhicule, qu’il conduisait pour le compte des Kurdes, par les policiers de la Sous-direction antiterroriste n’avait rien donné. La juge demande une seconde recherche le 1er mars. Cette fois-ci, la voiture est minutieusement inspectée. Et en retirant la façade de l’autoradio, les policiers mettent la main sur le passeport d’Ömer Güney. La pièce d’identité a été délivrée à Ankara le 24 août 2012. Les tampons de visas d’entrées et de sorties des territoires turc et français attestent de trois séjours en Turquie au cours des cinq derniers mois de l’année 2012. En août, octobre et décembre.

L’intéressé a une explication pour le premier, celui du 23 au 30 août 2012. Il était invité au mariage de la fille de Ruhi Semen, son ancien chef d’équipe à l’usine de Kinshofer. La fête a eu lieu à Ankara le 25 août. Gülen, sa sœur, s’est rendue au mariage avec son frère. Un film de la soirée a été versé au dossier judiciaire turc. La vidéo de quinze minutes montre une mariée en robe blanche décolletée, radieuse. Les invités se déhanchent sur la piste. Parmi eux, Güney claque des doigts, se laisse emporter par le rythme. Durant ce séjour dans la capitale turque, il a logé avec sa sœur dans l’appartement qu’y possèdent leurs parents. En revanche, les enquêteurs turcs ont cherché à savoir qui parmi ses proches avait bien pu payer en liquide son billet retour Ankara-Istanbul-Paris à 680 €. Ils n’ont pas trouvé.

En Turquie, les hôtels ont obligation d’envoyer quotidiennement à la police la liste des clients. Il a donc été facile de vérifier si Ömer Güney était descendu

dans l'un d'eux avec sa vraie identité. Durant ses deux séjours secrets, il a dormi au Canbek, modeste hôtel d'une petite rue défoncée, dans le centre d'Ankara. L'exploitation vidéo des caméras de la banque Garanti voisine n'a rien donné. "Croyez-moi, si l'on vous dit que la caméra est en panne, c'est parce qu'à cet endroit précis, il y a une responsabilité à cacher", commente Sezgin Tanrıkulu, vice-président du Parti républicain du peuple, la principale formation de l'opposition, et qui suit de près l'affaire. La Turquie est truffée de caméras de surveillance. Les enquêtes criminelles pistent aisément les auteurs de crimes grâce aux dispositifs vidéo. Sauf Ömer Güney.

Cevdet Tolga Güllü, le directeur du Canbek, a conservé un souvenir étonnamment précis de son client. En février 2013, deux mois après son dernier passage, il a raconté que celui-ci était vêtu d'une veste dans les tons jaunes, d'un pantalon en toile et qu'il était rentré un soir avec des sacs remplis de vêtements. Güney est cependant sorti une fois lors de ce séjour. Le 19 décembre, il a téléphoné à son ami Ruhi Semen qui était à Ankara pour les fêtes de fin d'année. Un coup de fil surprise. Ruhi a dit ignorer qu'il s'y trouvait aussi. Il n'a pas vraiment compris la raison de sa présence. Ils ont passé la soirée à l'appartement des Semen. Puis, Ömer Güney est rentré à son hôtel. "J'ai eu à l'époque un sentiment bizarre sur cette visite spontanée. C'était quelque peu curieux, étant donné qu'il ne devait pas disposer de beaucoup d'argent et que les vols sont chers", a-t-il déclaré à la police munichoise.

Bien obligé d'admettre qu'il s'était rendu en Turquie en catimini, le suspect n'a pas donné d'explications convaincantes sur ces deux séjours. Il a mentionné un motif amoureux. Une fille contactée sur les réseaux sociaux et qu'il aurait rencontrée à Ankara. Mais il n'a pas pu en dire plus sur son identité. Il a aussi évoqué des envies de shopping et de neige. Le climat d'Ankara est continental mais n'est pas vraiment une destination pour les sports d'hiver ! "Si je me rappelle bien, j'avais de côté 2 200 €. C'était mes économies. J'ai dit hop ! Je vais me reposer un peu […]. J'avais besoin de ça. Ces derniers temps, je bossais pour mon peuple de 8-9 heures du matin jusqu'à 22 heures."

LE MYSTÉRIEUX CORRESPONDANT

Le 18 décembre, à l'aéroport Atatürk d'Istanbul, Ömer Güney avait été filmé en train d'acheter une puce de téléphone. Il a expliqué que c'était pour recevoir les appels de ses proches. Mais quand il contacte Ruhi, le lendemain, il utilise son numéro français habituel. En fait, là encore, les pratiques téléphoniques d'Ömer induisent une activité secrète. Une garde à vue aux Pays-Bas a permis de les

mettre en lumière. Le 3 décembre 2012, Ömer Güney et des jeunes Kurdes qui participaient à un week-end idéologique du PKK à Ellemeet sont arrêtés. En plus de son téléphone personnel, les policiers néerlandais mettent la main sur un téléphone Samsung, sans carte SIM.

Mais les recherches auprès des opérateurs permettent de dire quelle carte SIM est associée avec un boîtier. À partir de cette combinaison il est possible de retracer son utilisation. Il s'agit donc d'une ligne turque, le 00 90 538 [...], mise en service en France pour la première fois le 30 août 2012. Elle est localisée exactement aux mêmes endroits et aux mêmes moments que la ligne Bouygues Telecom qu'utilise Ömer Güney. Ce dernier est donc fort probablement l'utilisateur de la ligne turque. Il en fait un usage bien spécifique : il ne s'en sert que pour certains numéros, tous turcs, qu'il ne compose jamais depuis son téléphone français. Ils n'ont jamais été localisés en France et n'apparaissent pas dans son répertoire téléphonique officiel. Dans le jargon policier, on appelle cela une "ligne dédiée". Güney a des échanges quasi quotidiens avec un numéro, le 00 90 538 [...]. Cent sept SMS en quatre mois ! Il envoie également à ce numéro des messages depuis les aéroports de Roissy et d'Orly. Le dernier contact date du 24 décembre, trois jours après son troisième voyage en Turquie. Le premier remontait à 11 h 27, le 30 août, à l'aéroport Charles-de-Gaulle. Güney descendait de l'avion.

L'exploitation du boîtier Samsung permet aussi de récupérer le contenu d'au moins six messages écrits en langue turque à l'attention de ce correspondant régulier. Le 27 novembre, Ömer Güney lui annonce : "J'ai trouvé un minibus Peugeot qui convient je l'achète." Celui du 30 novembre explique : "Madan va rester ici par contre je vais encore enlever la carte et la garder sur moi pour te joindre en cas d'urgence." Güney le tient informé des faits et gestes de l'association de Villiers-le-Bel. Il le renseigne également pendant le séminaire à Ellemeet. "La suite de l'adresse en Hollande désolé je t'écris dans des conditions très difficiles si tu regardes sur map nous sommes dans des maisons de couleur bordeaux je vais retirer la carte à plus *[sic]*" ; "Oncle voici l'adresse : *klaverwe ide ku ijerdamgeweg* 56 4323 *Ic Ellemeet (z)* moi je vais bien tout va bien je suis là jusqu'à jeudi." Une réponse de Güney montre qu'il suit les instructions de son interlocuteur : "Entendu oncle je t'embrasse."

Qui est ce mystérieux interlocuteur ? La justice française avait demandé à son homologue turque l'identification de ces numéros… Le contenu de la commission rogatoire internationale a été publié dans la presse. En l'apprenant, la juge d'instruction Jeanne Duyé était "dans une colère noire" se souvient un proche. Autant dire que si certaines personnes ont repéré leur numéro dans les listes, elles se sont empressées de faire place nette. L'opérateur téléphonique

Turkcell a communiqué au procureur en chef d'Ankara les renseignements sur ses abonnés concernés. La ligne officieuse de Güney et celle de son correspondant turc ont été activées le jour où Güney se trouvait à Ankara, le 27 août 2012. Dans une même boutique Turkcell, dans le quartier de Çankaya, celui des ministères. Elles ont été ouvertes au nom de Ramazan Satılmış, un vendeur. En Turquie, fournir une pièce d'identité pour ouvrir une ligne de téléphone portable est obligatoire. Mais si le client ne le souhaite pas, le vendeur inscrit son nom… De son côté, Güney a toujours nié avoir utilisé une ligne turque particulière. Début et fin de l'enquête sur la ligne dédiée.

FICHIERS PHOTOGRAPHIÉS

Deux jours avant le crime, le 7 janvier. Güney est invité chez Sedat et Gülay Aydemir, *alias* Kurdi, à Luzarches, dans le Val-d'Oise. Le dîner est presque prêt. Le téléphone de Güney sonne. Kurdi, qui avait pris sous son aile Ömer lorsqu'il avait débarqué à l'association de Villiers-le-Bel, s'est souvenue qu'il avait l'air paniqué. Il est aux alentours de 21 heures. Le jeune homme s'excuse auprès de ses hôtes qu'il quitte précipitamment. À 23 h 20, son portable borne à Arnouville-lès-Gonesse, au relais qui couvre l'association kurde. Il fait nuit. Le parking du supermarché Migros est désert. Le lendemain, comme chaque matin, Özden, la responsable de la cafétéria, ouvre le local associatif qui se trouve sur le côté du magasin. Il lui semble que quelque chose cloche. Inquiète, elle appelle Mehmet Subaşı, le président : "Elle avait l'impression que quelqu'un était entré pendant la nuit, elle avait peur. J'ai essayé de la rassurer. Qui aurait bien pu entrer ? Qui aurait les clefs ? J'ai envoyé mon assistant sur place. Il n'a rien vu de suspect."

Le 24 septembre 2013, les conclusions de l'expertise du Nokia de la petite sœur d'Ömer arrivent sur le bureau de la juge. Elle l'avait donné à son frère. Le téléphone a été trouvé sur le buffet du salon de Yüksel Akbal, le logeur d'Ömer, à La Courneuve. La carte SIM manque. Un code limite l'accès au téléphone. Les deux cartes mémoire ont été abîmées. Elles sont inexploitables. Mais la police technique et scientifique de Lyon parvient à faire parler quelques parties du vieux téléphone. Outre l'historique de la navigation Internet qui contient de nombreux liens d'articles de presse sur le triple assassinat et des vidéos pornos, les fichiers multimédias sont récupérés. Passons sur les photos de plats traditionnels avec des pois chiches et des aubergines, de ses neveux, de copains gonflant les biceps, de drapeaux du Kurdistan… Il a également pris des photos de comptes qui comportent une colonne pour les noms des sociétés et une

colonne pour la somme versée par celles-ci. 100, 200, 300, 400 €… Il s'agit d'extraits du registre de la *Kampanya*, la collecte d'argent auprès des Kurdes pour soutenir le PKK financièrement.

La surprise du téléphone vient de ses fichiers supprimés. Sur les 382, 329 sont des photos des fiches d'adhérents de l'association de Villiers-le-Bel. Nom, prénom, date de naissance, adresse, numéro de téléphone, profession, lieu de naissance en Turquie, tout y est. Lorsque la photo n'est pas nette, une seconde a été prise. Celle de Nedim Seven, le numéro 2 du PKK en Europe, a été photographiée trois fois. La première photo est datée du 8 janvier 2013 à 4 h 23. La dernière à 5 h 33. Après avoir quitté ses amis le 7 au soir au motif d'une urgence, Ömer a donc consacré une partie de la nuit à une activité d'espionnage. Avec application. Un par un. Avant de tout effacer. Le soupçon d'Özden, la responsable de la cafétéria, était fondé. Quelqu'un s'était bien introduit dans le local culturel en pleine nuit.

Dans une pièce aveugle qui sert de bureau à Mehmet Subaşı, trois épais classeurs contenant les fiches des membres sont rangés sur une étagère métallique. En pleine nuit, porte fermée, Güney ne courait pas grand risque à être surpris. Et nul besoin d'être un pro du crochetage de serrure. Les clefs du local et du bureau étaient aisément accessibles. Il y avait des doubles dans une boîte derrière le comptoir de la cafétéria. Une clef de la porte d'entrée était même cachée derrière un pot de fleurs dehors. Bref, le local était autant protégé qu'un club de scrabble du troisième âge. Des clefs identiques ont été découvertes dans la voiture que conduisait Güney. En apprenant le vol, les responsables ont enquêté auprès des adhérents de l'association. Ils ont appris à cette occasion que Güney avait même dormi plusieurs fois dans le local…

Interrogé sur la présence de ces fiches dans son téléphone, l'intéressé a bien été obligé de reconnaître leur existence mais il ne s'est pas démonté. Il a expliqué qu'un responsable du PKK l'avait appelé dans la nuit et qu'il lui avait demandé d'aller prendre les fiches en photo séance tenante pour "les transférer à l'extérieur". Au motif que la police risquait de les saisir. Selon lui, la pratique est courante : "On vide les bureaux d'un seul coup." "Des dizaines de fois", il s'est rendu dans des associations pour récupérer des "dossiers" ou de "l'argent en paquets entourés d'élastiques", prétend-il. Mais concernant l'opération des fiches d'adhérents, il a oublié le nom du donneur d'ordre. Mehmet Subaşı ne croit pas à ses explications. Aucune fiche n'a jamais quitté son bureau à la demande de quiconque. "Je pense qu'il les a envoyées aux services secrets turcs. Qui d'autre que les Turcs peut être intéressé par les fichiers des adhérents ? À part pour eux, ils n'ont aucun intérêt." L'escapade nocturne d'Ömer Güney ressemble à s'y méprendre à une activité d'espionnage. Une note en langue

turque qui contient le nom d’un logiciel de transfert de fichiers FTP, FileZilla, avec une adresse internet IP a également été retrouvée dans son téléphone. Une fois transmises, les photos ont été effacées.

Une photo, conservée, met mal à l’aise. Ömer Güney pose aux côtés de Sakine. Il a une main sur son épaule. Comme un chasseur qui tient sa proie ? La photo a été prise le 8 janvier à 12 h 10. Il reste vingt-quatre heures à vivre à Sakine.

VII
SUR LA PISTE DE L'AGENT SECRET

Les activités clandestines d'Ömer Güney en lien avec la Turquie soulèvent deux questions essentielles : qui renseignait-il ? Travaillait-il pour le MIT, l'Organisation du renseignement national turc ? De nombreux documents et des informations dévoilés dans les mois qui suivent le triple assassinat accréditent la thèse de l'agent turc.

Messieurs

Je souhaite vous donner des renseignements sur le meurtre de Sakine Cansız et de ses amies le 9 janvier en France. Le meurtrier est Ömer Ziya Güney qui vit en France et je le connais bien. Il travaille pour le service des renseignements turc, MIT. […]. Le 18 décembre (un mardi) il est allé en Turquie pendant trois jours. Je pense que lorsqu'il s'y trouvait, il a reçu des ordres pour les tuer. Parce qu'il avait dit qu'il tuerait des responsables haut placés du PKK. Il a dit aussi qu'après l'opération tous les membres du PKK, en Turquie et en Europe, seraient sous le choc.

L'adresse du domicile du suspect est écrite en phonétique. Si la justice française n'a pas eu de mal à comprendre que "Gargeshes Gommes" désigne en fait Garges-lès-Gonesse, dans le Val-d'Oise, au nord de Paris, elle n'est pas parvenue à identifier l'expéditeur du mail. Il a été envoyé à partir d'une adresse hotmail. com. Pars Online, le fournisseur d'accès à Internet qui héberge l'adresse IP de l'ordinateur à partir duquel le mail a été posté, est domicilié à Téhéran, en Iran. Le corbeau a pris toutes les précautions pour rester dans l'ombre. Impossible de remonter jusqu'à lui afin de savoir comment il a obtenu les informations et si ses accusations sont fondées.

On peut en revanche en tirer deux conclusions. Premièrement, le mail vise de toute évidence à mettre l'enquête sur les rails turcs et a pour but d'incriminer le MIT. Les premiers jours de l'enquête, les policiers de la SDAT, la Sous-division de l'antiterrorisme, ne s'intéressent que mollement à la piste turque. Deuxièmement, celui qui l'a rédigé est rudement bien informé : Ömer Güney

s'est bien rendu en Turquie entre le 18 et le 20 décembre 2012. Le 20 janvier, lorsque le mail atterrit sur la boîte e-mail de la préfecture de Police, les enquêteurs n'ont pas encore connaissance de ce voyage. Ses allers et retours dans son pays natal n'ont pas encore été mentionnés dans les médias turcs.

Ce n'est que lors de la deuxième perquisition de sa voiture en mars, comme on l'a vu, que les tampons d'entrée et de sortie des territoires français et turc apporteront la preuve de ses voyages tenus secrets. Le courriel anonyme mentionne également le voyage aux Pays-Bas du mois de décembre : "Alors qu'il séjournait dans le camp du PKK, il a échappé à l'opération de police." Là encore, les informations se révèlent exactes. Le 3 décembre 2012, à Ellemeet, la police néerlandaise a interpellé 55 sympathisants du PKK qui participaient à un week-end de perfectionnement idéologique. Ömer Güney en faisait partie. Mais il avait été relâché à l'issue de sa garde à vue.

ESPION HELVÈTE

Les établissements bancaires du monde entier apprécient la discrétion de Zurich. À l'ombre de ses gratte-ciel, les espions aussi. Le 31 janvier 2013, *Yeni Özgür Politika* sort une interview choc. Le journal du PKK titre en une "Ömer est l'un des nôtres". La phrase est attribuée à Murat Şahin, un ancien agent du MIT, qui vit dans la capitale helvète de la finance. Des yeux perçants, des tatouages sur les avant-bras, l'homme n'est pas du genre à partager ses états d'âme avec le premier venu. À personne en fait. Il a cependant accepté d'accorder une interview au correspondant suisse du quotidien pro-kurde. Il raconte avoir été convoqué à Ankara pour s'entretenir avec une responsable du MIT. *Teyze*, "tante", une façon courante de désigner avec respect les femmes d'un certain âge en Turquie, lui aurait montré des photos de personnes en lui demandant s'il les connaissait. Parmi elles figurait celle d'Ömer Güney, assure-t-il. *Teyze* l'aurait désigné comme étant "l'élément de Paris". Ce qui signifierait clairement qu'il est en rapport avec le MIT.

Mais en tête à tête, l'intéressé assure que "Teyze" n'a jamais désigné Ömer Güney comme étant "l'élément de Paris". "Je n'ai jamais dit qu'il travaillait pour le MIT. Elle m'a montré une photo en disant qu'il s'agissait de *heval* de Paris." *Heval* qui signifie "camarade" en kurde est d'usage chez les sympathisants du PKK. "Elle m'a juste demandé si je connaissais cette personne. J'ai répondu que non et j'ai pensé qu'il s'agissait d'un activiste du PKK." Murat Şahin assure avoir reconnu Ömer Güney lorsque sa photo a circulé sur Internet après le triple meurtre. "Je me demande pourquoi *Teyze* m'a montré sa photo."

Le journaliste de *Yeni Özgür Politika* tout à son affaire de lier le suspect principal aux services turcs a-t-il été trop zélé ? L'agent turc préfère-t-il prudemment reculer ? Impossible de le savoir. *A priori*, son récit comporte également une incohérence temporelle. La photo lui aurait été montrée à Ankara, en 2010 ou 2011. Seulement, à cette époque, Ömer Güney ne se trouvait pas à Paris. Il vivait encore en Bavière. Faut-il en conclure que cette histoire de photo est fausse ? Dans le jargon, Murat Şahin est ce que l'on appelle un agent "déchiffré". Son activité a été révélée à la suite d'une opération de police à Istanbul contre une organisation d'extrême gauche liée au PKK, "Le quartier général révolutionnaire". Son nom a fuité dans les médias en 2012. Une honte pour ses proches. On peut imaginer qu'il a enjolivé la réalité pour tenter de laver l'honneur familial ou à cause de pressions du PKK. Mais Ömer Güney lui a peut-être bien été présenté comme un "camarade de Paris", même en 2011. Selon lui, peu importe le lieu où le suspect se trouvait à l'époque : "Le MIT sait tout, il travaille vraiment très bien, peut-être qu'il avait des contacts depuis l'Allemagne." Un agent se recrute "doucement, doucement". "Petit à petit." Ce fut le cas pour lui. Pense-t-il qu'Ömer Güney et lui avaient le même employeur ? "Il y a tant de monde qui travaille pour le MIT, à cause de l'argent", élude Murat Şahin.

Murat Şahin raconte également que son contact à l'ambassade de Turquie, Ali Doğan, lui avait montré une photo de Sakine Cansız et lui avait demandé s'il pouvait trouver des informations sur elle. Il avait décliné, arguant que "c'était difficile". Murat Şahin répète qu'il préfère désormais "oublier" toute cette histoire. Une tactique apprise dans sa formation d'espion. Il assure ne pas avoir peur, non. Mais il ne veut "plus avoir mal à la tête : « J'ai une nouvelle vie maintenant, je travaille et je rentre à la maison, rien de plus. »" Cette "nouvelle vie" l'a peut-être poussé à donner l'interview à *Yeni Özgür Politika* : "Au début j'ai cru que les gens allaient penser que j'étais impliqué. Je voulais que tout le monde sache ce qui se cache derrière cet attentat et montrer que je suis innocent."

LE MIT À ERZURUM

Ankara, novembre 2015. Dans son bureau de député à la Grande Assemblée nationale, Eren Erdem a respecté l'obligation d'accrocher au mur un portrait de Mustafa Kemal Atatürk. Pas l'interdiction de fumer. Le fondateur de la Turquie moderne, fumeur invétéré de son vivant, peut fumer par procuration grâce aux cigarettes allumées compulsivement par ce parlementaire de l'opposition. Avec

l’air taquin d’un enfant qui s’apprête à jouer un bon tour, il compose sur son mobile le 118 80, le numéro des renseignements téléphoniques turcs. Trente secondes plus tard, il raccroche, un petit sourire triomphant aux lèvres. Entre les deux, il a obtenu une information très sérieuse.

— Ici le 118 80, comment puis-je vous aider ?

— Nous souhaiterions avoir des informations sur un numéro. 04 42 412 [...] 9.

— Il est actuellement enregistré au nom de l’Organisation du renseignement national, MIT, à Erzurum.

— Bien, je vous remercie.

“Vous voyez, le numéro aboutit au MIT.” Eren Erdem avait fait cette découverte en 2014 alors qu’il était rédacteur en chef de *Karşı*, un quotidien turc d’opposition. Le 04 42 412 […] 9 avait été retrouvé dans le répertoire téléphonique d’un des téléphones d’Ömer Güney. Il faisait partie des numéros que la justice française avait demandé à son homologue turque d’identifier. Un contact bien renseigné d’Eren Erdem lui avait soufflé que ce numéro était particulièrement intéressant.

Erzurum, dans le Nord-Est de la Turquie. L’hiver, la température peut descendre jusqu’à -30 ºC. L’ancienne capitale de l’Empire seldjoukide est le royaume des Loups gris. Les habitants d’origine kurde y rasent les murs aussi sombres que de funestes présages. “Erzurum est un centre névralgique de la contre-guérilla [contre les Kurdes], explique l’élu. Dès le début, nous étions persuadés que des connexions plus que douteuses se cachaient derrière les attentats de Paris mais nous n’arrivions pas à le démontrer. L’identification de ce numéro a permis d’apporter des preuves matérielles.”

À vingt-neuf ans, Eren Erdem est l’un des benjamins du Parlement turc. Mais le courage politique n’attend pas le nombre des années. Dans une assemblée transformée en caisse enregistreuse des diktats d’Erdoğan, il a gardé la même spécialité que celle qu’il affectionnait quand il était journaliste : le MIT. Avec un intérêt prononcé pour les liens entre l’institution et le pouvoir. Il a à son palmarès des révélations sulfureuses. Comme celle du transport d’armes sécurisé par des agents du MIT qui étaient destinées à des djihadistes en Syrie. Les livraisons étaient cachées dans des camions de l’ONG islamiste turque Mavi Marmara, très proche de Recep Tayyip Erdoğan. C’est une affaire d’État en Turquie. On retrouve également Eren Erdem dans l’affaire du gaz sarin. “J’ai révélé des documents officiels qui prouvent que du gaz sarin a été livré à des djihadistes, raconte-t-il. Avec d’autres documents j’ai montré que la justice turque avait arrêté ceux qui l’avaient livré mais que moins d’une semaine après ils avaient été libérés sur ordre du ministère de la Justice.” En décembre 2015, Recep Tayyip Erdoğan l’a désigné à la vindicte populaire en l’accusant d’être

“un homme de l’ombre”. Les menaces de mort à son encontre sur les réseaux sociaux n’arrêtent pas. “Cinq rapports de police ont demandé la levée de mon immunité parlementaire. Mon avenir est incertain, je pourrais tout à fait me retrouver en prison.”

Il assume les risques car il se sent une “responsabilité” d’exposer les errements de l’État. Nous décidons de lui parler de Cevdet Ergen, paisible retraité du ministère de la Santé, domicilié dans un de ces immeubles répliqués à l’infini, dans la banlieue d’Ankara. Le sien est peint en vert. Il aurait pu l’être en bleu ou en jaune. Officiellement, rien à signaler donc. Son appartement se trouve à côté de celui des parents d’Ömer Güney. Ils lui confient les clefs de leur appartement lorsqu’ils séjournent en France, lui ont également signé une procuration pour qu’il puisse retirer l’argent de la retraite du père et effectuer des démarches administratives en leur nom. Il n’y a rien de suspect non plus dans ses relations de bon voisinage. La pratique est courante en Turquie. Dans son audition par la police turque, en novembre 2013, l’ancien aide-soignant dit n’avoir vu le fils de son ami “que deux fois”. Rien à creuser donc. Mais surprise, en consultant les relevés téléphoniques de ce voisin sans histoire, le fameux numéro de téléphone du MIT à Erzurum apparaît. Il a été composé à plusieurs reprises depuis le téléphone fixe de Cevdet Ergen et depuis son portable, dans les mois précédant et suivant les assassinats. Des échanges téléphoniques avec d’autres lignes de la branche du MIT à Erzurum sont également répertoriés. Certaines communications durent trois secondes, d’autres dix minutes.

En consultant les relevés téléphoniques de l’aide-soignant, Eren Erdem en oublie de tirer sur sa cigarette. “Le MIT n’est ni un salon de coiffure, ni un restaurant de kebab, personne ne peut le contacter selon son bon plaisir. Si quelqu’un appelle le MIT, cela signifie qu’il travaille avec, qu’il en fait partie. Il n’y a pas d’autres explications.” Ces communications téléphoniques l’étonnent car il ne pensait pas qu’une telle cellule dans cette affaire ait pu être mise sur pied. Dans tous les cas, pour lui, “cela prouve que le MIT est impliqué dans les attentats”. Ces échanges téléphoniques auraient à coup sûr intéressé la justice française. Un petit papier a été retrouvé dans les affaires d’Ömer Güney. Il y avait écrit à la main qu’il souffrait d’épilepsie et donnait les coordonnées de proches à contacter en France, en Allemagne et en Turquie au cas où il serait retrouvé inconscient. À côté d’Ankara, il avait écrit “Cevdet bey” et ses numéros. L’identification de ce “Cevdet bey” faisait partie des demandes listées dans la commission rogatoire internationale envoyée par la France à la justice turque.

La porte s’entrebâille prudemment. Une très vieille dame en chemise de nuit semble un peu égarée lorsque nous lui demandons si M. Cevdet Ergen est

présent. Non, il ne l'est pas. À défaut de pouvoir demander au MIT si un de ses agents se cache derrière le profil tranquille d'un aide-soignant retraité et s'il a un lien avec le triple assassinat de la gare du Nord, à trois mille kilomètres d'Ankara, nous souhaitions rencontrer cet homme. Afin de lui poser des questions sur ces conversations téléphoniques avec la branche du MIT à Erzurum. En Turquie, dans la guerre que se livrent les différentes factions au sein de l'appareil étatique, tous les coups sont permis, y compris celui de trafiquer les relevés téléphoniques d'un aide-soignant et de les glisser dans le dossier d'instruction… D'autant que l'intéressé ne peut plus répondre des soupçons qui l'entourent : il est décédé d'un cancer.

TENTATIVE D'ÉVASION

Retour en France. En janvier 2014, une tentative d'évasion rocambolesque va consolider la thèse qu'Ömer Güney est en lien avec le MIT. Ömer Güney est désormais en détention depuis un an à la maison d'arrêt de Fresnes. Après dix mois à l'isolement – mesure de précaution pour qu'il ne lui arrive pas un accident fâcheux dans les douches communes –, il vient d'être transféré à l'infirmerie. Mais il commence à trouver le temps rudement long. Il a convaincu Ruhi Semen, son ancien chef d'atelier à l'usine de Kinshofer, en Allemagne, de demander une autorisation de parloir. Celle-ci a été accordée et la visite est programmée le 4 janvier. La veille au soir, l'ami fidèle prend donc sa voiture et, accompagné de son fils, parcourt les neuf cents kilomètres qui séparent la Bavière de la prison, en banlieue parisienne. Ömer Güney se méfie. Il se doute que le parloir a été sonorisé. "Les murs ont des oreilles prévient-il. Lorsque tu voudras me demander des choses particulières, écris ici, OK ? Moi, je te répondrai par écrit et tu effaceras", peut-on lire sur la retranscription écrite de l'enregistrement.

Semen a apporté deux boîtes de chocolats et une veste chaude. Ömer lui recommande d'aller voir la tour Eiffel avant de rentrer en Allemagne. Comme "le métro de Paris est compliqué", il lui conseille de rentrer la "place du Trocadéro" dans son GPS. Il ne faut pas non plus qu'il manque une promenade aux Champs-Élysées. Mais il n'a pas fait venir Ruhi Semen d'outre-Rhin pour lui concocter une visite touristique de la capitale française : il veut lui parler de sa mère. Son ami plaint la pauvre femme, elle "pleure". Curieusement, la détresse maternelle ne semble pas émouvoir le détenu. À ce moment de la conversation, il y a comme un flottement. Chuchotements. Ömer Güney glisse dans la main de son ami d'Allemagne un petit papier qui contient des

explications. Il s'exprime en fait de façon codée afin de déjouer la mise sur écoute de la pièce. Lorsqu'il parle de "maman", il fait référence aux services secrets turcs. Ruhi Semen expliquera à la police de Francfort le contenu du message écrit : "*Mutti* (maman en allemand) = MIT." Ömer Güney charge donc Ruhi Semen d'aller voir "maman" à Ankara, c'est-à-dire de se rendre au quartier général du MIT. Une fois franchie la porte principale, Semen doit dire qu'il "apporte des nouvelles de Paris, d'Ömer Güney" et demander à rencontrer un certain *bey* – mot turc pour désigner un homme d'un certain rang social. Qu'il doit lui baiser les mains de sa part. Surtout, Semen ne parlera qu'à ce *bey* – car c'est "la seule personne" en qui il a confiance. "Il te connaît", ajoute Ömer. Si le *bey* s'inquiète "des choses confiées", Ruhi Semen doit le rassurer. Ömer "les a cachées […] dans un endroit sûr" : "J'irai moi-même les apporter quand je sortirai." À quoi Güney fait-il allusion lorsqu'il évoque "les choses confiées" ? S'agit-il de documents compromettants pour le MIT ? De l'arme du crime s'il est le tireur ? Celle-ci n'a jamais été retrouvée. Mais l'essentiel de la mission qu'il confie à Ruhi Semen est de "faire parvenir « ça », ils sont au courant".

— À maman ?

— Oui, fais-le parvenir.

Ruhi Semen ne remplira pas sa mission. De toute façon, dès le départ, au parloir, il ne semblait pas très emballé. Ensuite, le lendemain, des appels sur son portable "de la police française" qui souhaitait l'entendre lui ont gâché la visite prévue des monuments parisiens. Effrayés, lui et son fils sont repartis *illico* vers l'Allemagne, éteignant leur téléphone de peur d'être localisés. Dans leur hâte, ils se sont même fait flasher à hauteur de Stuttgart. De retour au domicile conjugal, de multiples disputes avec son épouse finiront, selon ses affirmations, de faire capoter le voyage chez "maman" à Ankara. L'expertise de son Nokia permettra à la police allemande de récupérer l'objet probable de sa mystérieuse mission : trois fichiers de photos supprimées révèlent un plan d'évasion.

Lors de son audition par l'Office bavarois de la police judiciaire, le 27 janvier 2014, Ruhi Semen a dit que ces photos étaient celles d'une lettre manuscrite qu'Ömer lui avait remise au parloir. Il a assuré avoir brûlé l'originale. L'utilisation du flash rend la missive illisible par endroits. Mais son intitulé a le mérite de la clarté. "Plan d'évasion" est écrit en haut. Suivent trois pages couvertes d'une écriture serrée, précise, disciplinée. Ömer Güney y explique que la meilleure option consisterait à le faire évader lorsqu'il sera hospitalisé à la Pitié-Salpêtrière, l'établissement parisien où l'opération de sa tumeur cérébrale est susceptible d'être programmée prochainement. Les détails précisés montrent qu'il a mis à profit ses précédentes hospitalisations pour faire des repérages. Il a vu qu'il n'y avait pas de caméras de surveillance dans les

couloirs. Les trois gardiens en faction devant sa chambre sont représentés sur un croquis par les lettres A, B et C. En revanche, la liste d'armes laisse un peu songeur. Cent cinquante kilos de C-4 (un explosif), dix grenades, deux mitraillettes Uzi, deux pistolets Beretta… Il y a de quoi faire sauter tout le service. Ruhi Semen a indiqué aux policiers allemands qu'Ömer lui avait "expliqué précisément où [je] devais déposer la lettre à Ankara, à la centrale du MIT. Le nom de celui auprès de qui je devais déposer la lettre commençait par « kt »". Pendant le parloir, il lui avait également écrit une recommandation sur un petit papier, avant de l'effacer : "L'État turc ne doit pas subir de préjudice." En prison depuis douze mois, un triple assassinat sur le dos, Ömer Güney se soucie de la réputation de la Turquie !

La mission avortée de Semen à Ankara ne constitue pas une preuve que le MIT a commandité les meurtres. En revanche, elle montre que le suspect entretient une proximité avec les services de renseignements. Semen doit ainsi faire savoir au *bey* qu'il "manque beaucoup" à Ömer. Lors d'une conversation téléphonique, ce dernier conseille aussi à son ami de se faire rembourser ses dépenses avancées pour le voyage. "Ma mère me l'a promis, elle m'avait dit que, quoi qu'il en soit, elle rembourserait les frais engagés…"

Interrogé par la juge d'instruction sur ses velléités de prendre la poudre d'escampette, Ömer Güney, comme à son habitude, nie en bloc. Lors du fameux parloir, il assure n'avoir jamais utilisé de langage codé, jure ses grands dieux que "le mot MIT" n'est jamais sorti de sa "bouche". De toute façon, il n'avait jamais entendu ce mot avant les auditions, "même pas à la télé". En toute logique, il nie être un agent. "Je ne travaille pas pour maman", "jamais, je n'ai été un agent du MIT". Et il se débarrasse des questions gênantes en disant que la "retranscription" du parloir a été inventée.

VIII

“IL N’Y AURA PAS DE TRACES SUR L’ARME”

En janvier 2014, un enregistrement audio arrive comme un sordide cadeau pour le premier anniversaire de la mort des trois militantes. Il s’agit d’une conversation en langue turque entre trois personnes, publiée sur Internet le 12 du mois. On y entend trois voix qui évoquent des préparatifs d’assassinats. Interrogé par deux hommes à qui il répond respectueusement “oui, monsieur” et qui semblent être ses supérieurs hiérarchiques, le troisième individu explique comment il compte procéder pour éliminer plusieurs cibles. Cette voix – la numéro 3 – ressemble fortement à celle d’Ömer Güney.

VOIX 3 : C’est l’itinéraire de ma fuite […] Ils ne peuvent pas m’attraper, j’ai même fait un plan au cas où ils sortent de cet endroit pour couper mon chemin, c’est impossible, je suis plus rapide qu’eux.

[…]

VOIX 2 : Se cacher là-bas pour tirer trois balles sur Nedim avec un silencieux n’est pas quelque chose de compliqué, tu vas y arriver, c’est la partie la plus facile de l’affaire, ce qui est très important c’est que tu parviennes à t’enfuir et sans te faire attraper.

VOIX 3 : Oui.

[…]

VOIX 3 : Non, il n’y a pas de caméras dans ce parking.

VOIX 2 : Tu l’as bien vérifié en allant sur place ?

VOIX 3 : Il n’y a des caméras qu’aux entrées, de toute façon, ça sera une voiture volée, il y aura des vêtements de rechange dans la voiture et les caméras à la sortie ne pourront donc pas voir que je suis Ömer.

[…]

VOIX 2 : Tu penses utiliser des gants ?

VOIX 3 : Oui, il n’y aura pas de traces sur l’arme et les munitions engagées dans le chargeur…

VOIX 2 : D’accord mais là-bas, il y aura des examens balistiques autopsie et tout…

[…]

VOIX 1 : On reverra tout, on se coordonnera, attends quelque chose de nous, si l’occasion se présente par téléphone, en utilisant le langage codé sur lequel on s’est mis d’accord, mais maintenant, il faut que tu vérifies une fois encore les plans.

La personne qui a rendu publique cette conversation qui n’avait pas vocation à l’être a pris le soin d’écrire une introduction au document audio. Celle-ci se présente comme un “proche d’Ömer Güney” : “Ömer aurait reçu l’instruction du MIT de tuer les trois femmes à Paris. Son objectif principal était de tuer Sakine Cansız. Il a été obligé de tuer les deux autres parce qu’elles se trouvaient à l’endroit où cela s’est passé. Avant, il s’était rendu plusieurs fois en Turquie pour rencontrer les gens du MIT et pour planifier cette action. Ce sont les gens du MIT qui ont payé ses billets d’avion pour ses allers et retours en Turquie. Ce sont les gens du MIT qui ont donné de l’argent à Ömer pour qu’il achète l’arme et les autres choses dont il s’est servi. Il a enregistré la réunion qu’il a eue avec les gens du MIT. Il m’a donné certaines parties de l’enregistrement pour que je les cache et que je les publie s’il lui arrivait quelque chose. Il paraît que personne ne rend visite à Ömer en prison. Les gens du MIT ont utilisé Ömer. C’est cela qu’Ömer attendait de moi. J’ai tout écrit.”

Güney n’a pas l’air d’avoir vraiment apprécié ce coup de main d’un “proche”, qui a tout d’un coup de poignard dans le dos. Interrogé par la justice française, il refuse de reconnaître qu’il s’agit de sa voix. Il avance “une manipulation” et charge ses amis kurdes : “Ce sont les Kurdes qui ont écrit ce texte pour m’accuser.” Le problème, c’est que sa famille et les Kurdes semblent s’accorder. Sa famille d’abord. Ses parents disent qu’il y a une ressemblance avec la voix de leur fils, mais s’abritent derrière l’argument des logiciels qui permettent de truquer les voix. La communauté kurde de la Région parisienne est unanime. “Je n’ai aucun doute, c’est la voix de Güney”, déclare, par exemple, Fidan Ulunbayır. La juge Duyé trouve aussi que la voix de l’homme qu’elle interroge ressemble fort à celle diffusée sur YouTube. Enfin, la police scientifique de Lyon a conclu à une très forte similitude entre les deux voix. En matière d’identification vocale, une expertise scientifique ne peut pas être plus affirmative même si les deux voix collent parfaitement.

En plus de mettre au jour un plan d’élimination, cet enregistrement de neuf minutes donne le nom de cibles à éliminer.

VOIX 1 : Nedim Seven.
ÖMER : C'est sûr.
VOIX 1 : D'accord le numéro un est Nedim Seven.
ÖMER : D'accord.
VOIX 1 : C'est qui le numéro deux ?
ÖMER : Deux c'est Siyar.
VOIX 1 : Siyar.
ÖMER : Car il va s'opposer à la direction que je vais mettre en place, il va essayer de contrer la direction.
VOIX 1 : Siyar Uzun c'est le responsable financier […]. Mettons Abram plus loin dans la liste.
ÖMER : Lui c'est facile.
VOIX 1 : On a dit Siyar numéro deux, qui dis-tu pour le numéro trois ? Tu dis Selahattin, c'est ça ?
ÖMER : Je dis le camarade Soro.
VOIX 1 : Donc pour toi c'est lui le numéro trois ?
ÖMER : Le numéro trois. Le numéro quatre, machin, Remzi Kartal.
VOIX 1 : Remzi va venir ?
ÖMER : Remzi vient là-bas mais très rarement.
VOIX 1 : Quand Remzi viendra, il ne faudra pas le louper.
ÖMER : Oui. De toute façon, il vient dans un véhicule protégé, il en sort, dès que j'ai l'occasion.

Les personnes évoquées sont des personnes très haut placées au sein du PKK et de sa branche politique. Nedim Seven est un des chefs de la guérilla en Europe. Selahattin Canavar, *alias* Soro, également. Adil Daskin dit Siyar, a également des responsabilités. Remzi Kartal est le coprésident du Kongra-gel, une assemblée élue qui coiffe les activités politiques et armées du mouvement kurde. Dans la conversation, la description de situations qui ont réellement eu lieu dans le passé donne du poids à l'authenticité de l'échange. Par exemple, la voix n° 3 attribuée à Ömer explique à ses deux acolytes : "Il va dans le bois pour faire ses besoins et je l'attends derrière, si je voulais, je pouvais les anéantir tous les deux là-bas, Nedim et le Grand, celui qu'ils appellent camarade Siyar, j'en avais le temps, l'endroit s'y prêtait, j'étais tout seul dans le bois avec eux, mais comme je n'en avais pas la permission, je ne les ai pas touchés."

En écoutant ce passage, Selma et Fidan se sont souvenues de la fête de l'Humanité du 9 au 11 septembre 2012. Comme chaque année, les Kurdes avaient un stand dans le parc de La Courneuve. Nedim Seven, Adil Daskin (*alias* Siyar Uzun) et Ibrahim Gündoğdu s'y sont retrouvés ensemble. Les faits relatés

dans le document audio peuvent correspondre car un bois à proximité du chapiteau faisait office de toilettes. Ce passage permet également de dater la conversation. Elle se serait donc tenue entre le mois de septembre 2012 et le 9 janvier 2013.

Ces neuf minutes constituent un sérieux élément à charge contre Ömer Güney. Mais elles soulèvent de nombreuses questions, aujourd'hui sans réponse. Deux des trois interlocuteurs que l'on entend sur la bande audio restent à ce jour non identifiés officiellement. Autre souci, le document comporte des coupes et semble avoir été monté par endroits. Si l'introduction écrite relie le MIT à cette affaire, la conversation ne permet pas de conclure – ni de l'exclure – en ce sens. Les services secrets turcs sont tout de même évoqués par la voix attribuée à Ömer Güney : "Il paraît que parmi des parents, du côté de mon père, il y en avait pas mal qui travaillaient pour le MIT."

On ignore surtout qui a mis en ligne cette conversation. L'adresse URL du blog sur lequel l'enregistrement a été placé permet de remonter en Allemagne. Il a été créé une heure avant la mise en ligne du document et n'a servi qu'à cette diffusion. Mais cet ami qui veut tant de bien au suspect ne s'est toujours pas manifesté. Impossible donc de savoir qui il est et surtout quelles sont ses motivations. Impliquer le MIT ? Couler définitivement Ömer Güney ? Le mystérieux blogueur l'a publié une seconde fois accompagné d'une traduction en français approximative. Il s'agit d'une tentative de manipulation sur l'identité des cibles. Lorsque les trois hommes les passent en revue, la voix attribuée à Ömer propose un dénommé Abraham. Dans la traduction écrite jointe, "Abraham" est retranscrit de la façon suivante : "*ablam* (Sakine Cansız)". *Ablam* veut dire "ma sœur" en turc, c'est une façon de s'adresser respectueusement à une femme. Ceux ou celles qui mettent en ligne l'enregistrement cherchent donc clairement à faire croire que Sakine était sur cette liste noire alors qu'elle n'y figurait pas.

Remzi Kartal, lui, en faisait partie. Ce dentiste de formation, élu député kurde en Turquie qui a été obligé de se réfugier en Europe dès 1994, était celui que le dénommé Ömer ne devait "pas louper" quand "l'occasion se présente". À défaut de voler au-dessus des montagnes kurdes, un aigle, ailes déployées, trône à côté du canapé et fixe de ses yeux en bronze les invités de Remzi Kartal.

La cible n° 4 reçoit en plein centre de Bruxelles. Les promeneurs du week-end font du lèche-vitrine dans la grande rue commerçante adjacente. L'intéressé concède qu'entendre son nom énoncé aussi froidement n'a pas été "chose aisée". On serait dérangé à moins. Mais lorsque l'on défend une cause pour laquelle les "martyrs" se comptent par milliers, confier ses états d'âme serait impudique.

Que pense-t-il de l'absence du nom de Sakine Cansız dans cette revue macabre ? "Ce que l'on comprend de cet enregistrement, c'est qu'il y a quatre cibles. Elles sont listées de 1 à 4. Ce sont des gens désignés pour être tués, c'est-à-dire que si l'occasion s'était présentée, c'était certainement ces gens qui auraient été éliminés en premier. Peut-être que les tueurs n'ont tout simplement pas eu l'opportunité de s'en prendre aux gens, dont je fais partie, se trouvant sur cette liste. Sakine Cansız et les deux autres camarades se sont trouvées à leur portée et ils n'ont pas raté l'occasion." Remzi Kartal est persuadé que son nom a été retenu par le MIT à cause de ses responsabilités politiques, "parce que je suis le coprésident du Kongra-gel [le Congrès du peuple du Kurdistan]". Il était également l'un des négociateurs kurdes dans les pourparlers secrets avec les autorités turques tenus en 2009 à Oslo. Au-delà du MIT, Remzi Kartal accuse le Conseil de sécurité national turc d'avoir pris la décision de ces assassinats. Cette institution présidée par le président de la République réunit le gouvernement et l'armée et définit les orientations sécuritaires du pays. "En 2010 et 2011, le Conseil de sécurité national a décidé de mener une guerre totale contre les Kurdes, avance-t-il. Dans ce cadre, ils avaient prévu d'assassiner des personnalités kurdes." Remzi Kartal raconte qu'avant les assassinats "nous avions été avertis que des « commandos de la mort » avaient été envoyés en Europe pour s'en prendre à une liste de militants politiques kurdes se trouvant là et dont je fais partie. Ces informations nous ont également été communiquées par certains canaux au sein de l'appareil de l'État turc. Nous avions immédiatement partagé ces informations avec les autorités, la police belge. Mais c'est vrai que nous ne nous attendions pas du tout à ce que trois camarades femmes soient visées à Paris." Dès le 11 février 2013, un article paru dans le quotidien turc *Sabah*, progouvernemental, fait état de "cellules dormantes" en Europe dont Ömer Güney aurait fait partie. Mises en sommeil pendant deux ans après l'échec des négociations à Oslo, elles auraient été réactivées avec la reprise des discussions à Imralı, selon Yahya Bostan, l'auteur de l'article. À l'époque, il était en charge de l'actualité du Premier ministre. Aujourd'hui, le journaliste n'est plus très loquace sur le sujet. Il se souvient "juste d'avoir entendu cette information dans les couloirs".

Ce qui semble certain, c'est que des filatures de Kurdes avaient lieu dans la Région parisienne. Surveillance classique de "l'ennemi" ? Préparatifs d'assassinats ? Selma se souvient qu'elle et son mari, Adil Daskin (l'une des quatre personnes à éliminer), étaient suivis dans les mois qui ont précédé et suivi le 9 janvier 2013. "Il s'agissait d'hommes, bruns, de type turc, l'un avait les cheveux bouclés, se souvient-elle avec précision. Je les ai vus devant notre immeuble, dans la rue. Le jour des meurtres, Adil se trouvait à l'association de la

rue d'Enghien. On l'a prévenu que cet homme était devant l'immeuble. Adil est sorti par une porte de derrière." Après avoir eu connaissance du triple meurtre, un restaurateur de La Courneuve a repensé à une soirée, peu de temps avant le 9 janvier. La nuit était tombée depuis longtemps. La rue était quasi déserte. Il s'est souvenu d'un homme sur le trottoir devant la vitre du Chicken Star. À l'intérieur, Adil Daskin finissait de dîner à une table, seul, puis s'en est allé. Deux minutes après, ce même inconnu empruntait la même direction. Il était en compagnie d'une femme et d'Ömer Güney, selon le commerçant. "Une fois que mon mari a quitté la France, après l'été 2013, je n'ai plus été suivie", raconte Selma. Remzi Kartal, lui, pense qu'il est "toujours une cible". Il fait attention à ses déplacements. Une voiture de police stationne devant la bâtisse bruxelloise où il réside.

"UNE ACTION VISANT SAKINE CANSIZ"

Deux jours après la mise en ligne de la conversation à trois voix, un second document, impliquant directement le MIT cette fois-ci, paraît à son tour, sur Internet. Il s'agit d'une "Note d'information" censée provenir des services secrets turcs. La mention *gizli*, "confidentiel", est apposée en haut et en bas du document. Elle a été envoyée en PDF à des médias turcs. "Nous l'avons reçue dans un mail anonyme le 14 janvier et nous l'avons publiée", se souvient Alper Birdal, le rédacteur en chef de *Sol*, un quotidien classé à l'extrême gauche.

Ce document a pour objet "Sakine Cansız" et donne des instructions pour procéder à son assassinat. Il est daté du 18 novembre 2012. Deux individus, présentés *via* leur nom de code le "Légionnaire" et la "Source", sont désignés pour remplir cette mission. "Lors de sa dernière venue dans notre pays pour nous rencontrer, la « Source » a reçu l'instruction de procéder à des préparatifs pour une attaque/un sabotage/un assassinat contre les cibles de l'organisation en Europe et contre des individus désignés" peut-on lire. Il est précisé qu'il a également été demandé à la "Source" de se "procurer l'équipement nécessaire" à sa tâche. Pour couvrir "ses frais éventuels", la "Source" a reçu la somme de "6 000 €" et celle-ci "peut être activée pour mettre hors d'état de nuire" Sakine Cansız. Le dernier paragraphe conclut : "Il est ainsi planifié que le Légionnaire reçoive des ordres – en utilisant le langage codé auparavant – visant à agir contre Sakine Cansız, *alias* Sara, mais en prenant soin de faire attention à la sécurité de notre Source et de son activité."

Sur les deux individus mentionnés, "la Source" peut tout à fait correspondre à Ömer Güney. Le document relate que la "Source" a aidé Sakine Cansız dans ses

“démarches administratives, telles que l’obtention d’un titre de séjour et le renouvellement de son passeport”. La description colle avec les faits. En octobre 2012, Sakine Cansız est effectivement venue en France pour refaire des documents administratifs. Elle s’est rendue à l’association de Villiers-le-Bel et Ömer Güney s’est vu confier la tâche de l’épauler. Au cours de son séjour, il l’a accompagnée à la préfecture de Bobigny, l’a véhiculée, lui a servi de traducteur… La référence au “Légionnaire” suggère la présence d’un deuxième homme. Il n’a toujours pas été identifié. Pas plus que l’expéditeur de la note d’information.

Persuadé qu’il n’obtiendrait aucune réponse, le journal *Sol* n’a pas cherché à savoir qui se cachait derrière Hüseyin, l’expéditeur de l’e-mail. “Nous ne pouvions bien sûr pas non plus téléphoner au MIT pour leur demander : « Avez-vous donné l’ordre de tuer ces trois femmes ? », « Est-ce que les quatre signataires travaillent pour vous ? » Il nous était impossible de vérifier l’authenticité de ce document. Mais nous avons décidé qu’il était de notre responsabilité de le publier et nous souhaitions que le MIT réagisse à ces accusations.”

Fait rarissime dans l’histoire des services secrets turcs, ceux-ci sortent de leur réserve et s’expriment dans la foulée de la publication du document écrit, le 14 janvier. Sous la forme d’un communiqué de presse : “Ces derniers jours, on a pu voir des tentatives de relier notre institution aux membres du PKK qui ont été tués à Paris, par le biais de certains enregistrements audio et de documents apparus sur les réseaux sociaux et dans les médias écrits. Nous pensons que ces publications sont effectuées dans le cadre d’une opération qui vise à porter atteinte à notre institution, qui tient un rôle important dans le processus de pourparlers, et de révéler l’identité des agents engagés dans ce processus. Notre institution n’a absolument aucun rapport avec les meurtres de Sakine Cansız, Leyla Saylemez et Fidan Doğan. Elle a néanmoins diligenté une enquête interne sur ces allégations.”

La note est-elle authentique ? *Sol* n’a pas reçu l’original mais seulement un PDF. Il est donc impossible de conclure à son authenticité ou de l’invalider. Son auteur en tout cas est rudement bien informé sur les agissements de la communauté kurde de la Région parisienne. Et ce “projet de neutralisation” a fait grand bruit en Turquie. Le démenti du MIT a été souvent interprété comme un aveu au motif que si le communiqué réfute toute responsabilité dans les assassinats, il ne conteste pas explicitement l’authenticité des deux documents. C’est notamment l’opinion de Sezgin Tanrıkulu, vice-président du Parti républicain du peuple (CHP). “Le MIT n’a pas pu dire que ce document ne lui appartenait pas, nous déclarait en 2015 ce député. Et donc, indirectement il a

reconnu son authenticité même si aucune déclaration officielle n'a été faite en ce sens." Le papier sur lequel a été rédigée la note contient des filigranes en forme de carrés. Les échanges internes au MIT se faisaient sur ce type de papier sécurisé selon Sezgin Tanrıkulu qui précise avoir appris "que le MIT avait cessé d'utiliser ces filigranes suite à la diffusion du document". Dans le cadre de la Grande Assemblée nationale de Turquie, le parlementaire a adressé des questions écrites au Premier ministre de l'époque : "Est-il exact que le MIT a décidé d'arrêter d'utiliser ses filigranes dans ses correspondances ? A-t-on pu identifier qui au sein du MIT a préparé/rédigé ce document ? Si oui, qui a planifié les assassinats de Paris ? Toutes les informations concernant le document, dont on soupçonne qu'il appartient au MIT, ont-elles été communiquées à la justice française ? Est-ce que l'abandon de l'utilisation des filigranes, sortes d'empreinte digitale des services de renseignements, est dû à la volonté de cacher les opérations secrètes ?" Les questions ont été posées en février 2014. Recep Tayyip Erdoğan avait quatre-vingt-dix jours pour y répondre. Sezgin Tanrıkulu attend toujours.

Régulièrement, des informations, des rumeurs ou des tentatives de mystifications épaississent le mystère entourant les deux documents. Qui sont les quatre noms mentionnés en bas du document ? Dans son communiqué, le MIT a reconnu à demi-mot qu'il s'agissait de membres de son agence. Le journal *Der Spiegel* avance également qu'une source au sein des services de sécurité allemands a confirmé qu'il s'agissait d'agents du MIT en charge du PKK. Parmi eux, Ugur Kaan A. aurait même conduit récemment une délégation turque en Allemagne. Il apparaît en deuxième position sur les quatre noms. Enfin, selon la presse turque, S. Asal, le troisième nom, aurait été promu directeur adjoint depuis les assassinats. Comment être sûr, si le document est authentique, que les quatre destinataires ont effectivement lu cet ordre ? Seul le premier, O. Yüret, responsable de section, a apposé sa signature. Il est donc certain qu'il en a pris connaissance. D'autant que son paraphe est assorti d'un commentaire manuscrit, partiellement lisible : "Monsieur le vice-président s'est exprimé en disant qu'il n'y avait pas besoin de donner d'instruction." Peut-être peut-on avancer que le document a été intercepté et copié à ce stade de diffusion avant de passer sur un autre bureau ?

Mais depuis son communiqué, le MIT n'est plus sorti de son silence, pas plus qu'il n'a informé le public des conclusions de l'enquête interne annoncée à l'occasion. Il serait, par exemple, particulièrement intéressant de savoir à qui appartient une autre écriture manuscrite présente sur le document. Qui a entouré au stylo bleu le passage "attaque/sabotage/assassinat" en ajoutant la précision "proactif" ? L'information ne doit pas être bien compliquée à trouver. Bref, sauf à conclure à son incompétence totale – et ce n'est pas sa réputation –, le MIT

connaît depuis bien longtemps les dessous de cette affaire et les personnes impliquées.

IX

DU SANG SUR LA PARKA

Les contenus des caméras de surveillance et des téléphones portables ont permis de reconstituer assez précisément l'emploi du temps des victimes avant leur mort et de mettre en évidence les mensonges de Güney.

En provenance de Bruxelles, accompagnée de Fidan Doğan, Sakine Cansız arrive à Paris le 6 janvier 2013. Sa venue en France en ce début d'année est motivée par des démarches administratives. Elle doit faire renouveler à la préfecture de Cergy-Pontoise son "titre de voyage", le document qui permet aux réfugiés politiques de sortir et d'entrer sur le territoire français. D'habitude, Fidan Doğan se débrouille pour se libérer et accompagner la responsable du PKK lorsqu'elle vient. C'est une personnalité qui compte. Mais cette fois-ci, Sakine souhaite ne pas solliciter son amie, revenue fatiguée de son voyage en Belgique. Elle avait fait la connaissance d'Ömer Güney à l'association de Villiers-le-Bel en octobre dernier. Elle avait besoin d'un traducteur. Tout le monde était alors très occupé. Sauf Ömer. Toujours prêt à rendre service, comme à l'accoutumée. Il l'avait notamment accompagnée à la préfecture. Sakine en avait été satisfaite. "Après la préfecture, Sakine m'a demandé si elle pouvait de nouveau faire appel à lui en cas de besoin. J'ai précisé à Ömer que dans cette fonction il devait être précis et ponctuel", a déclaré Mizgin Ibrahim dans sa déposition. Selon elle, Sakine avait une attitude indulgente envers Ömer. Elle disait "qu'il était nouveau et qu'il fallait lui faire connaître les Kurdes, lui faire connaître notre histoire, notre façon de penser".

Ce dimanche 6 janvier, la responsable du PKK pense donc naturellement à lui. Le soir, elle essaye de le joindre à plusieurs reprises sans y parvenir. Mizgin aussi. Elle lui envoie un SMS sans préciser la personne dont il devra s'occuper. C'est finalement Fidan qui lui parle directement. Il répond qu'il ne peut pas car il a un rendez-vous mais qu'il va faire son possible pour le décaler. Et le lundi matin, Ömer Güney s'est arrangé. Il assistera Sakine. Finalement, Fidan est également présente. Ömer Güney récupère les deux femmes à la gare RER de Sarcelles vers 10 heures et les conduit à la préfecture de Cergy.

Le mardi 8 janvier, au matin, Sakine et Ömer Güney se sont donné rendez-vous devant la poste rue Pablo-Picasso, à Bobigny, en Seine-Saint-Denis. Une caméra les filme en train d'entrer dans l'établissement à 10 h 21. Elle souhaite retirer 6 000 €, selon les déclarations de Güney, mais le plafond du montant autorisé est dépassé. Elle repart avec 1 500 €. Güney l'accompagne alors à l'association de Villiers-le-Bel. Il ne souffle mot, bien sûr, de sa présence nocturne dans le local. Il vient d'y passer une partie de la nuit à photographier les fiches des adhérents.

Sakine et Leyla doivent repartir en Allemagne en covoiturage. Fidan leur a réservé par téléphone deux places dans une Mercedes. Le départ est prévu mercredi 9 janvier à 13 h 30 près de la station-service Esso, porte de La Chapelle, dans le 18e arrondissement de Paris. La première se rend en Allemagne dans le cadre de ses activités militantes. La seconde a une consultation médicale post-chirurgicale, à Cologne ; elle a été opérée du nez. Elle compte en profiter pour aller rendre visite à ses parents qui habitent à Halle, dans l'Est du pays. Les deux femmes ont prévu de se retrouver au Bureau d'information du Kurdistan, au 147, rue La Fayette, en fin de matinée. Le point de départ du covoiturage est facilement accessible en transport en commun depuis la gare du Nord. Fidan doit y accompagner ses amies.

Dans la nuit de mardi à mercredi, Leyla dort sur un matelas dans le salon d'une amie kurde aux Mureaux. Le mercredi matin, elle passe un coup de fil à Fidan Doğan pour la prévenir qu'elle arrivera à la gare du Nord, à Paris, aux alentours de 11 heures, 11 h 30. Elle lui demande de venir la récupérer. Puis, elle quitte l'appartement, son sac Eastpack en bandoulière. Une brosse à dents, un chargeur d'iPhone, un déodorant, son passeport… Elle va voyager léger. Son parcours a pu être facilement reconstitué grâce à son passe Navigo Découverte. À 9 h 55, l'abonnement de transport en Région parisienne est utilisé à la gare des Mureaux. À 10 h 48 puis à 11 h 09, il active deux bornes de la gare Saint-Lazare, à Paris. *A priori*, elle n'a pas été suivie. En tout cas, la vidéosurveillance dans le métro n'a rien enregistré de suspect. À 11 h 05, une femme ressemblant à Fidan Doğan fait les cent pas à l'intérieur de la gare du Nord, près des grandes baies vitrées. À 11 h 09, elle embrasse une personne qui correspond à Leyla Saylemez. Les deux femmes quittent les lieux et sont vues empruntant la rue de Saint-Quentin. Le Bureau d'information du Kurdistan se trouve à la première à droite. À 11 h 11, la caméra du magasin Carrefour City, sur le trottoir d'en face, filme deux personnes, avec les mêmes silhouettes et tenues vestimentaires qu'elles, en train de pénétrer à l'intérieur du 147, rue La Fayette. Elles n'en ressortiront pas vivantes.

À 11 h 29, une femme vêtue d'un manteau trois quarts de couleur claire et

tenant un sac sombre à son bras gauche passe devant la boutique de téléphonie HS Multi Services, installée au rez-de-chaussée du 147, rue La Fayette. La caméra à l'intérieur du magasin filme également le trottoir derrière la vitrine. Un homme avec un manteau kaki est avec elle. Sakine et Ömer Güney reviennent de l'agence postale de Bobigny où ils étaient retournés une seconde fois. Mais, cette fois encore, Sakine n'a pas pu retirer la somme d'argent qu'elle voulait. Güney a expliqué que cela l'avait encore plus énervée que la veille. Elle lui demande alors de la conduire au "bureau" de Paris, c'est-à-dire au Bureau d'information du Kurdistan. À 11 h 19, la Peugeot 308 conduite par Güney s'engouffre dans le parking souterrain Vinci Magenta, rue du Faubourg-Saint-Denis. Deux minutes après, ils empruntent les escaliers de la sortie rue de Paradis. On les retrouve huit minutes plus tard, devant le 147. Sakine, suivie par Güney, franchit la porte d'entrée.

À 13 h 30, Cahide, une amie de Fidan Doğan, sonne à l'interphone. Elle passe lui dire bonjour. Personne ne répond. Les derniers signes de vie à l'intérieur de l'appartement remontent à une heure avant. Un SMS de confirmation du covoiturage pour l'Allemagne a été envoyé depuis le mobile de Fidan à 12 h 20. Le téléphone fixe a été utilisé à 12 h 32 pour un appel au Congrès national du Kurdistan à Bruxelles. La conversation a tourné autour de la traduction d'un texte. Söngül, l'interlocuteur de Fidan, ne décèlera rien d'anormal au cours de leur échange. L'historique de navigation de l'ordinateur Samsung comporte un accès à un site d'information turc à 12 h 28. Il se met en veille à 12 h 30 min 23 s. L'ordinateur Dell signale quant à lui une consultation de la page internet "Free Öcalan" à 12 h 43. Puis plus rien. L'appel de Cahide de 13 h 31 sur le portable de Fidan est dirigé sur le répondeur. Son appel sur le fixe n'aboutit pas non plus.

Lors de sa première audition au 36, quai des Orfèvres, le 14 janvier, Ömer Güney donne une première version de son emploi du temps le jour de l'assassinat. Il dit être arrivé dans l'immeuble vers 11 heures. Sakine l'a fait patienter près de l'ascenseur avant de monter. Selon lui, c'était parce qu'il y avait d'autres présences féminines dans l'appartement et que Sakine voulait s'assurer qu'elles étaient dans une tenue décente. Il ne sait cependant pas de qui il s'agissait. Il a juste entendu un bruit de sèche-cheveux et des voix de femme dans la salle de bains. Dans la cuisine, il a fumé une Marlboro light, bu une tasse de thé. Il s'est ensuite assis dans le canapé du salon. Il assure avoir "quitté les lieux vers 11 h 30". Il n'a rien d'autre à dire susceptible d'orienter l'enquête. Il partage juste sa réflexion : "Le ou les tueurs ont peut-être cru que j'étais le garde du corps de Sakine. Croyant que j'étais armé, ils n'ont pas osé la tuer tant que

j’étais à ses côtés. Une fois qu’ils m’ont vu sortir de l’immeuble, ils ont pu passer à l’acte.”

Sa thèse n’a pas retenu l’attention des enquêteurs. Ses incohérences sur les horaires si. Les caméras de surveillance permettent, une fois de plus, de le suivre pas à pas. Il ressort donc à 11 h 49 du 147. Seul. Il se rend au parking de la rue du Faubourg-Saint-Denis. La caméra le filme penché dans le coffre de la Peugeot 308 pendant deux minutes et vingt secondes. Il est impossible de voir ce qu’il y fait. Puis il repart vers la rue La Fayette. À 12 h 11, il rentre dans l’immeuble sans composer le code d’accès. La vidéo de la supérette Carrefour City filme sa sortie à 12 h 56. Toujours seul. Il a mis la capuche de sa parka sur sa tête. Sur la caméra de la boutique de téléphonie, les autres passants filmés n’ont pas de parapluie. Il ne pleut pas. Il tient à la main un sac en plastique blanc qui contient un objet volumineux et sombre et se dirige vers le parking. Il le quitte à 13 h 07 à bord de la 308.

Mis en garde à vue puis déféré devant la juge, Güney adapte son récit. S’il avait mis sa capuche, c’est parce que, dans son souvenir, il pleuvait. Interrogé sur le contenu du sac, il explique qu’il s’agissait de confiseries que Sakine lui avait données plutôt que de les jeter avant son départ : deux paquets de barres Kinder, une tablette de chocolat ainsi qu’une bouteille de jus d’orange. Les vidéos de surveillance montrent que les denrées décrites ne peuvent pas correspondre au contenu du sac transporté par Ömer. Il était beaucoup plus volumineux. À ce jour, ni l’ordinateur, ni le sac à main, ni le téléphone portable de Sakine n’ont été retrouvés.

Réinterrogé sur l’heure de son départ de l’appartement, il le situe désormais vers midi mais n’évoque toujours pas spontanément qu’il y est retourné. Une fois que les policiers mentionnent son second passage, il s’en souvient. Effectivement, se rappelle-t-il, c’était pour récupérer le sac donné par Sakine. Il lui a envoyé un SMS en chemin pour la prévenir qu’il revenait le chercher. “J’ai toqué à la porte. Sakine m’a ouvert, je suis entré, juste passé le seuil, elle a rigolé, j’ai dit « j’ai oublié le sac », il était posé contre le mur de la télévision, elle me l’a donné. Nous nous sommes embrassés et je suis parti avec le sac. Cela m’a pris cinq minutes, depuis mon entrée dans l’immeuble jusqu’à ma sortie, je suis donc resté deux à trois minutes dans le bureau avec Sakine.” On est toujours loin des quarante-cinq minutes entre sa seconde entrée et son départ définitif filmé par les caméras. “Non, c’est trop, beaucoup trop. Je ne suis resté que cinq minutes dans l’immeuble, assure-t-il aux policiers. Je n’accepte pas ça et je n’ai rien vu.”Il finit par concéder “peut-être au maximum quinze minutes mais pas plus”. Quand il est parti, “Sakine était toujours vivante”. Il ne peut pas l’assurer pour “les autres femmes” car il ne les a ni vues ni entendues. Entre sa sortie

définitive à 12 h 56 et l'arrivée de Cahide, l'amie de Fidan, à 13 h 30, deux personnes seulement pénètrent dans l'immeuble. Elles ont été identifiées comme des habitants. Concernant le SMS qu'il assure avoir envoyé à Sakine et dont aucune trace n'a été retrouvée, il pense "qu'il n'est pas parti, ça doit être un problème de réseau". Son téléphone n'active aucune antenne relais entre 11 h 48 et 13 h 15.

Son emploi du temps précis une fois qu'il a quitté le parking n'a pas été totalement éclairci. Il prétend être arrivé à Villiers-le-Bel vers 12 h 40. Ce qui est impossible vu qu'il a quitté le parking après. Un appel de son logeur Yüksel Akbal à 13 h 06 atterrit directement sur sa messagerie. Soit son téléphone était éteint, soit la puce avait été enlevée. À 13 h 15, son téléphone fonctionne. Il borne rue de la Chapelle, dans le 18e arrondissement. C'est effectivement la bonne direction pour la banlieue nord, où se situe Villiers-le-Bel. À 13 h 59, son portable est localisé sur le territoire de la commune. S'y est-il rendu directement après être sorti du parking, comme il l'affirme, ou cherche-t-il à cacher ce qu'il aurait pu faire sur son trajet ? Il assure avoir déjeuné au restaurant Dicle puis avoir passé le reste de la journée à jouer au billard à l'association. Notamment avec Yüksel. Ce dernier a confirmé : "Comme d'habitude, on a joué au billard et il disait qu'il allait gagner." C'était l'après-midi. Mais il ne se souvient "plus quelle heure il était exactement". Les témoignages des femmes présentes à l'association – la journée du mercredi leur est réservée – manquent aussi de précisions.

NETTOYAGE DE LA PARKA

Un ticket de pressing a été retrouvé lors de la première perquisition de la Peugeot 308 conduite par Ömer Güney. Quatre pulls, trois pantalons, un blouson et un autre vêtement ont été déposés le vendredi 11 janvier. Soit deux jours après les assassinats. Sandrine Yaramış, employée au Pressing de la Gare, à Villiers-le-Bel, est formelle. L'homme qu'on lui montre sur la photo est bien celui qui est venu déposer des affaires. Elle s'en souvient car il ne faisait pas partie des clients habituels. C'était la première fois qu'il entrait dans la boutique. Et puis, ajoute-t-elle en glissant sur un cintre une robe de soirée en satin vert, elle l'avait "trouvé beau gosse". "Il était un peu stressé. Il a dit que c'était urgent et m'a demandé s'il pouvait les avoir pour le soir. Franchement, ce n'était pas possible car j'avais trop de travail. Il a insisté et il a ajouté un petit quelque chose en plus, comme cinq euros." La jeune femme n'a pas remarqué de traces de sang ; sinon, elle aurait mis un produit détachant spécial. "Mais ses vêtements étaient très sales, je

les ai mis dans la machine tout de suite.” Les policiers sont passés l’interroger. Quand elle a réalisé qu’elle avait servi le meurtrier présumé de trois femmes, elle a “eu trop peur”. Ils lui ont montré une parka couleur kaki. C’est bien celle-là qu’elle avait eue entre les mains. Güney a expliqué qu’il avait été obligé de se rendre au pressing car il y avait beaucoup de passage à l’appartement de La Courneuve après les assassinats ; la machine à laver tournait en permanence. Yüksel Akbal et le second locataire ont contredit sa version.

Au fil des mois, Güney avait adapté sa tenue vestimentaire à son nouvel engagement politique ; troquant les costumes portés en Allemagne pour un style plus “PKK compatible”. Jeans et veste verte dont la couleur rappelle la tenue des combattants. Une recherche avec le produit chimique Luminol a permis de révéler sur la parka des traces de sang, invisibles à l’œil nu après avoir été nettoyées. L’ADN du suspect a été retrouvé ainsi que celui de Leyla Saylemez. Il a assuré qu’il avait enlacé Leyla une dizaine de fois et, qu’à une occasion, celle-ci avait perdu un pansement qu’elle avait sur le nez. Voilà ce qui expliquait sans doute, selon lui, la présence de sang. Lors du séjour aux Pays-Bas, les participants se sont bien souvenus que Leyla avait eu mal au nez mais pas d’un saignement. Surtout, il leur semblait inenvisageable qu’un contact physique ait eu lieu entre les deux. Tout d’abord parce que les échanges physiques entre les garçons et les filles sont mal vus dans l’organisation. Ensuite, la jeune militante n’était pas du genre chaleureux. “Elle était d’un abord très froid et dur, a déclaré Arzu Aslan à la police. Elle était beaucoup plus sympa que ce qu’elle avait l’air d’être. Je le lui ai d’ailleurs dit et elle m’a répondu « C’est mieux que les gens croient que je ne suis pas sympa comme ça personne ne m’approche ». Les filles hésitaient déjà à approcher Leyla pour lui faire la bise alors Ömer ne devait certainement pas la côtoyer de près.” Surtout que, selon Arzu, elle ne l’aimait pas du tout : “Je sais que Leyla détestait Ömer. Tout d’abord, il avait un parent turc, ce qui était un motif largement suffisant pour s’attirer l’inimitié de Leyla. Elle avait des idées très arrêtées et exprimait fortement et clairement ses sentiments.” Un peu avant le Nouvel An, elles avaient passé en revue, toutes les deux, quelques membres de la communauté. Arrivée depuis peu d’Allemagne, Leyla se renseignait sur les uns et les autres. À propos d’Ömer, elle a dit qu’elle ne le “sentait” pas : “Je me méfie, c’est une personne à qui il ne faut pas faire confiance.”

En revanche, aucun résidu de poudre compatible avec des tirs n’a été détecté sur sa parka. C’est sur celle de Yüksel Akbal, son logeur, que la police scientifique en a relevé. A-t-elle été achetée dans un dépôt de surplus militaire ou échangée avec un ami selon les deux versions que Yüksel a données aux enquêteurs ? La provenance de la parka n’a pas été établie avec certitude. Mais

son propriétaire, un temps considéré comme suspect et placé en garde à vue, a ensuite été mis hors de cause.

La sacoche de Güney est également embarrassante. Des traces de poudre compatibles avec des résidus de tirs ont été retrouvées sur la poignée et la bandoulière ; il y avait des traces caractéristiques de tirs dans les deux poches internes. Güney a expliqué y avoir rangé un fumigène. Mais cela ne peut pas expliquer la présence de particules de poudre selon la police scientifique. Rectangulaire, en cuir marron, avec une petite serrure, sa sacoche était démodée, dans le style de ce qui se faisait dans les années 1980. À ses amis, il disait y mettre ses médicaments pour sa tumeur. Aux policiers, des documents confidentiels de l'association. Il ne s'en séparait jamais, elle était toujours fermée à clef et suscitait la curiosité de ses camarades. "Un jour que nous étions dans le train, il en a sorti une bombe lacrymogène. Il a dit « pour me défendre contre les fascistes, ils peuvent nous attaquer à tout moment »", raconte Ersin. Bayram a "une fois touché sa sacoche, il s'est interposé directement. « Ne touche pas à mes affaires, c'est privé. » J'ai eu le temps de voir la bombe lacrymogène. Quand on essayait de regarder par-dessus son épaule, il nous écartait pour nous en empêcher".

Le 11 janvier, jour de son passage au Pressing de la Gare, Güney s'est également rendu à Brico Dépôt, à Garges-lès-Gonesse. Un ticket de caisse du magasin de bricolage retrouvé dans ses affaires indique un achat, pour un montant de quatorze euros, de deux rouleaux Power Tape de trente mètres chacun. Cet adhésif a la particularité d'être ultrarésistant et cent pour cent étanche. A-t-il servi à confectionner les lettres des pancartes pour les manifestations comme l'a affirmé Güney ? Ou bien aurait-il pu servir à entourer l'arme du crime avant de la cacher ou de la jeter dans un égout ou un plan d'eau ? Elle n'a toujours pas été retrouvée.

Enfin, parmi les mensonges ou contradictions, l'un attire plus particulièrement l'attention. Une marque abrasive rouge à la main gauche, dans le pli qui se trouve entre le pouce et l'index, a été mentionnée dans un rapport médical des urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu rédigé le 18 janvier. Le suspect a dit qu'il s'agissait des séquelles d'une brûlure occasionnée par la tige en fer d'une brochette de viande trois mois auparavant. L'expertise l'a datée d'au moins huit jours et de moins de trois mois. L'origine de la blessure n'a pas été déterminée. Mais la justification avancée a été écartée. Au vu de l'emplacement, ne peut-il s'agir de la marque laissée par le recul d'une arme à feu ?

X

“JE SUIS CE QUE JE SUIS, JE SAIS CE QUE JE SUIS”

C’est peu de dire que la personnalité d’Ömer Güney apparaît comme insaisissable. Il s’agit même de sa caractéristique principale. Le suspect n° 1 est-il simplet ? Est-il un as de la dissimulation ? Les deux à la fois ? Chez lui, les deux ne semblent pas antagonistes. Ses comportements et déclarations le font pencher d’un côté, puis de l’autre. Et lorsqu’il est acculé dans ses contradictions et ses mensonges, il garde toujours le même cap : “Je suis innocent.”

La juge d’instruction ne cache pas sa curiosité au début de l’interrogatoire du meurtrier présumé le 21 octobre 2013. Quelle est donc la signification de la lettre K qui est inscrite sur sa main gauche ? “C’est la première lettre de Kurdistan, c’est mon pays, c’est mon peuple, c’est pour montrer que je l’aime.” Il a confectionné ce tatouage avec les moyens du bord en prison. Avec le soufre d’allumettes qu’il a enflammées. Güney aurait inscrit dans sa chair la cause de sa vie comme d’autres inscrivent l’amour de leur vie !

Jamais, il n’a de cesse de clamer son dévouement pour la lutte des Kurdes. Une semaine après sa mise en détention, il envoie une lettre au Centre culturel kurde de la rue d’Enghien, dans le 10e arrondissement de Paris. “Je suis autant attristé que vous tous que nos trois amies soient tombées en martyres et je suis profondément affecté. Sachez bien cela, que je suis innocent, je suis juste coupable d’avoir été au mauvais endroit au mauvais moment”, écrit-il à ses camarades. Il dénonce “une situation injuste” et leur demande leur “aide” : “Occupez-vous de moi et soutenez-moi.” Il termine sa missive par “mes salutations respectueuses de révolutionnaire” et signe “*Hewal* Ömer”. *Hewal*, “camarade” en kurde. Lorsqu’il parle de Sakine, Fidan et Leyla, il dit “mes trois amies”. Et quand la juge lui fait remarquer qu’il n’est pas kurde comme il le prétend, il rétorque : “Je suis kurde à cent pour cent. La seule différence entre les combattants sur les photos et moi c’est qu’eux ont une kalachnikov dans le dos et que moi je porte des documents. Je suis un défenseur de la cause kurde, au lieu de porter des armes, je porte des papiers.”

Son avocate, Anne-Sophie Laguens, qui a été commise d'office dès sa garde à vue et le défend donc depuis le début, propose une explication : "En arrivant en France, son père avait sollicité le statut de réfugié politique (en tant que Kurde) et Ömer s'est trouvé cette identité. Il s'est mis dans la tête qu'il y avait vraiment une identité kurde, des racines kurdes chez ses parents, ce qui en fait n'était pas le cas." Lorsqu'il va frapper à la porte de l'association de Villiers-le-Bel, Ömer sort d'une vie maritale morose et d'un divorce. "Je pense qu'il avait besoin d'une cause à ce moment-là, de s'engager quelque part parce qu'il n'avait plus grand-chose à faire de sa vie […], adhérant comme un adolescent à une cause pendant deux ou trois ans avant de passer à autre chose. Parce qu'il y a une sorte de tempérament très romantique chez lui."

Curieux comportement tout de même. Lors de sa mise en garde à vue, il accepte que le consulat de Turquie soit prévenu, comme la loi lui en donne la possibilité. Cette demande a fait sursauter ses amis kurdes. Pour eux, c'est un peu comme si un condamné à mort demandait à son bourreau de l'aider à s'évader. Curieuse également cette façon qu'il a d'accuser ses "amis" du triple assassinat. Pour expliquer qu'aucun suspect n'a été vu au 147, rue La Fayette, il propose par exemple : "Les vrais assassins ont pu rentrer avant moi et sortir plus tard, même la nuit. Il y a des tueurs professionnels, surtout au sein du PKK." Privilégie-t-il la thèse du règlement de comptes ? "Oui, ça fait trente ans que le PKK est en France et jamais quelque chose comme ça n'est arrivé. Je ne pense pas que la Turquie ou les Français aient eu le courage de faire cela." Selon lui des rivalités ou une volonté de s'opposer au processus de paix en cours au sein du PKK seraient à l'origine du triple meurtre.

Le masque kurde ne tient pas. Güney, par exemple, n'est pas satisfait de ses deux avocats, qui ont été commis d'office. Il voudrait "un bon avocat". Il demande à sa mère que des collectes d'argent soient organisées dans les mosquées afin de réunir la somme nécessaire. Il lui faut 10 000 €. Étrange réflexe. C'est à croire que la dimension marxiste-léniniste de la guérilla lui avait échappé. Et que faut-il penser d'un commentaire fait à son ami Ruhi Semen au cours de sa visite au parloir de la maison d'arrêt de Fresnes ? "Ce qui m'agace c'est qu'ils considèrent que je suis kurde", peste-t-il.

Son avocate assure avoir perçu chez lui "une tristesse à la suite de ces décès, qui était assez sincère". Du moins, elle le croit. Au fil de l'entretien, elle reconnaît tout de même que son client est difficile à cerner. "Nous commençons à comprendre comment il réagit mais il reste encore des incertitudes car il y a une partie qui se passe dans sa tête et qui ne nous est pas accessible." Bref, "c'est une personnalité qui n'est pas forcément évidente. Ça, c'est certain".

Les photos qu'il a publiées sur son compte Facebook montrent un jeune homme qui oscille entre enfantillages et désir de séduction. Ömer le facétieux avec une peluche verte gagnée à une fête foraine. Ömer le tendre avec une rangée d'enfants dans la rue. Ömer le charmeur main dans la poche et cheveux gominés. Tour Eiffel, Arc de Triomphe, Champs-Élysées… Sa virée avec sa sœur dans le quartier chic de la capitale l'a fait rêver. Il pose au volant d'une Peugeot 308 décapotable rouge comme du vernis à ongles. S'assied sur une grosse moto jaune garée sur le trottoir. S'accoude à une Ferrari grise stationnée avenue d'Iéna. S'il ferme les yeux, il s'y voit… Cette vie inaccessible devient sa vie. Et puis tous ces objets dans les vitrines. Si proches. Si loin. Les stylos Cartier couleur rouge et or à 1 000 €, le Zippo à 700 €, les mocassins pour homme bleu cendré à 1 390 €. Il y aurait de quoi impressionner une femme. Serait-elle semblable au mannequin aux interminables jambes voilées dans des bas noirs qu'il a prise en photo ? Il pourrait lui offrir cette robe blanche, légère comme une plume ou ce gros flacon de *Chanel n° 5* ou encore ces escarpins avec motifs panthère à 795 €. Un peu comme un adolescent, Güney semble vivre sa vie par procuration sur Facebook.

Les femmes… Elles sont sa grande préoccupation. Mais là encore il est difficile de discerner le vrai de la vantardise, la réalité du fantasme. Face aux policiers, à la juge, aux médecins, il prend volontiers la pose du coureur de jupon. Macho et sûr de lui. Après une relation sexuelle à l'âge de quinze ans, il aurait fait son éducation auprès de prostituées. Une fois par mois. Puis, des filles, il en aurait connu plein, "cinq cents". Il en trouvait en boîte de nuit : "Je sors la meuf, je la jette dans la voiture, puis dans mon lit ; le lendemain, on ne se connaît plus."Surtout les brunes, ses préférées. "Des Turques, des Kurdes, des Arabes, des Françaises." Les médecins allemands lui avaient conseillé d'avoir une activité sexuelle car "le sexe ça relaxe, ça décharge". Et il doit éviter le stress à cause de sa tumeur.

En prison, à l'infirmerie, il trouve le personnel soignant féminin charmant. Il a repéré des surveillantes "sympathiques qui sont célibataires". Une fois qu'elles auront compris qu'il est innocent, il a prévu de leur offrir des bouquets de roses. Avant son incarcération, il assure qu'il cherchait une femme pour se marier. "Dans [s]a culture", c'est important une femme : "Un homme doit toujours avoir une femme à ses côtés." Il semble qu'il était à l'affût de toutes les occasions. Il a justifié ses allers-retours en Turquie par la recherche d'une femme. Il aurait trouvé une fille dénommée Ebru à Istanbul. Malheureusement, ça a capoté, regrette-t-il. Lors de son retour en France, il dit aussi qu'il avait "essayé d'épouser une Marocaine mais [s]a famille n'a pas accepté". Sa quête de la

compagne idéale est difficile : “Il n’est pas facile de trouver une fille à épouser, qui mérite.”

Le jeune homme a même un avis sur les victimes du 147, rue La Fayette. Leyla, il a trouvé qu’elle “était belle. Son prénom est beau aussi. En arabe et en turc, il signifie amour. Si elle avait dit oui avec moi, j’aurais dit oui aussi”. Fidan était également “jolie” mais elle ne lui plaisait pas. Elle ne collait pas à ses critères. “Elle était trop maigre.”Lui aime les femmes avec des formes.

Il a mis à profit sa fréquentation à l’association de Villiers-le-Bel. Il est fort probable qu’il ait eu une relation avec une jeune femme mariée qui traversait une situation personnelle compliquée. Dit qu’il ne s’est rien passé. Mais il lui envoyait des SMS suggestifs, proposant, par exemple, qu’elle vienne le rejoindre dans sa voiture pour qu’ils se tiennent chaud jusqu’au matin. Il lui téterait les seins. Mais son grand amour, chez les Kurdes, c’était Gülay Aydemir, *alias* Kurdi. La combattante du PKK qui avait été blessée dans un bombardement de l’armée turque dans la montagne et qui l’avait accueilli à l’association. Il conservait plusieurs photos d’elle dans son téléphone portable. Une jolie brune au regard mélancolique comme celui d’une héroïne de tragédie grecque. “J’attends depuis que je l’ai vue, il y a un an. Je sais qu’elle est amoureuse de moi car je l’ai deviné. Je l’ai vu dans ses regards, quand elle va quelque part, elle demande toujours que ce soit moi qui l’accompagne, elle m’invite à manger chez elle.” C’est avec elle et son frère, au domicile de ce dernier, qu’il se trouvait le lundi 7 janvier au soir. Il avait été invité à dîner mais il était parti précipitamment à la suite d’un coup de fil. On apprendra par la suite qu’il s’était introduit dans le local de l’association de Villiers-le-Bel pour prendre en photo les fiches de renseignements des adhérents. Sur cet amour secret, Güney concède qu’elle ne lui a jamais dit être amoureuse de lui et inversement. Mais il est persuadé qu’elle l’aime. Seulement, leur idylle est impossible : un membre du PKK a interdiction d’avoir une relation amoureuse. Il se doit corps et âme à la cause. “Notre histoire est impossible car la règle interdit aux combattants de fonder une famille”, justifie-t-il. La situation le rend “triste”. Mais il reste optimiste : “J’espère que cela changera dans le futur, sinon tant pis.” Le suspect principal fait cette déclaration au début de sa mise en examen. Est-ce parce qu’il est alors persuadé qu’il ne restera pas longtemps en prison ? Kurdi a-t-elle effectivement éprouvé des sentiments amoureux pour lui ? A-t-il pris ses désirs pour des réalités ? On ne le saura jamais. L’intéressée qualifie l’hypothèse de ridicule.

En tout cas, les femmes qui l’ont côtoyé de façon plus intime en dressent un portrait bien différent de l’homme aux cinq cents conquêtes. Lorsque Ömer rencontre Serap, il a seize ans, sa future épouse treize. C’est sa cousine germaine, la fille de sa tante, du côté de sa mère. L’union a été arrangée par les

deux familles, conformément à la coutume turque encore très vivace. Au départ, aucun des deux ne veut ce mariage. Serap finit par donner son accord une fois que ses parents ont accepté qu'elle ne se marie pas avant ses dix-huit ans. Le jeune Ömer, lui, avait une autre amoureuse. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il finit par vraiment s'enflammer pour sa cousine. Pendant la période de leurs fiançailles, il lui a "écrit des milliers de lettres" depuis la France, et même envoyé "une rose". Mais une querelle entre les deux familles avant la cérémonie met en péril le mariage. Les parents d'Ömer s'y opposent finalement. Qu'à cela ne tienne, il claque la porte de l'appartement parental de Garges-lès-Gonesse et part retrouver sa promise en Bavière. Le 3 mai 2003, deux jours après les dix-huit ans de Serap, il lui passe la bague au doigt à Munich. Leur mariage sera un échec. S'il lui arrive de qualifier leurs relations sexuelles d'harmonieuses, il reconnaîtra également que leur union n'a jamais été consommée et que c'est pour cette raison qu'ils n'ont pas pu avoir d'enfant. Güney assure que "le blocage" venait de la jeune femme. Mais qu'il l'a toujours respectée, que c'était à cause d'une maladie dont aurait souffert Serap. Celle-ci maintient que le problème ne venait pas de son côté, "c'était plutôt l'inverse", et que c'est lui qui ne voulait pas d'enfants. D'ailleurs, elle a refait sa vie depuis le divorce. Elle s'est remariée. De son mariage avec Ömer, elle dit sobrement qu'il n'a pas marché et qu'ils ont divorcé par consentement mutuel. Malgré tout, elle décrit son ex-mari comme un "homme bon", toujours "gentil" avec elle, jamais violent.

Ümit Semen était un bon copain d'Ömer en Allemagne. C'est le fils de Ruhi Semen. Il a accompagné son père au parloir à Fresnes en janvier 2014. C'est au cours de cette visite que Güney a chargé Semen de transmettre un plan d'évasion au MIT, à Ankara. Ümit et Ömer se voyaient souvent, ils travaillaient dans la même usine. "Vis-à-vis des femmes, il était très timide, a expliqué Ümit au cours de son audition par la police allemande. Elles lui plaisaient bien, toutefois, il n'aurait jamais adressé la parole à l'une d'elles." Ümit ne lui a connu aucune rencontre. Sinon, il est persuadé qu'il aurait été au courant. Ömer l'accompagnait bien au "bordel deux ou trois fois par an" mais il n'aurait jamais osé s'y rendre tout seul.

Le suspect avait-il un complexe avec les femmes ? Est-ce un point essentiel de sa personnalité ? La déposition de Samia (prénom modifié) qu'il a rencontrée sur le site internet inshallah.com décrit aussi un homme bien loin de l'image du macho qu'il se donne. Les deux jeunes gens ont eu rendez-vous à deux reprises au McDonald's de La Défense. Il lui faisait beaucoup de compliments, lui disait qu'il aimerait toucher sa main et l'embrasser sur les lèvres. Samia n'est pas tombée sous le charme. Mais elle aussi a décrit quelqu'un de "gentil et

respectueux”. Pas vraiment le “genre de mec qui sort la meuf, la jette dans sa voiture puis dans son lit”.

Güney le tombeur ou Güney le romantique ? Le Kurde ou le Turc ? Le meurtrier ou l’innocent ? Impénétrable abîme.

Dans sa façon de raconter ses fonctions, il présente en tout cas une fâcheuse tendance à se surévaluer. Son travail aurait ainsi été le même que celui de Fidan Doğan. Sauf qu’il était rattaché à Villiers-le-Bel. L’organisation lui aurait également proposé de partir combattre dans les montagnes. Impensable étant donné sa maladie. Les responsables lui auraient confié des missions secrètes et des documents sensibles. Son avocate Anne-Sophie Laguens concède que “c’est aussi un aspect de sa personnalité, il se donne parfois une importance qu’il n’a pas, il se fait un peu des films, M. Güney”. Au cours d’une audition, il explique qu’il n’avait pas de garde du corps mais c’était une imprudence de sa part. Il devrait davantage faire attention à sa sécurité. “Ne vous donnez-vous pas plus d’importance que vous n’en avez vraiment au sein du PKK ?” lui est-il alors demandé. “Non, je suis ce que je suis […], je sais ce que je suis.” Il est bien le seul.

Même le psychiatre Daniel Zagury, expert à la cour d’appel de Paris qui a analysé les profils des plus grands criminels, comme Guy Georges ou Michel Fourniret, en est resté perplexe. Le médecin a écarté toute pathologie psychiatrique. “Pour rendre compte de la personnalité d’Ömer Güney, il faut donc faire appel à des notions de psychologie individuelle et non à des notions de pathologie psychiatrique. Mais il s’est avéré impossible de se faire une représentation précise de son fonctionnement mental. Cette impossibilité d’apprécier finement sa personnalité, en dépit de plusieurs examens longs et approfondis, est en définitive paradoxalement l’élément essentiel de cet examen. […] Chaque fois que l’on pense tenir une caractéristique, elle se dérobe. […] Ömer Güney n’est jamais pris en défaut. Il semble avoir réponse à tout mais, pour autant, il n’est jamais convaincant sur le plan psychologique. On n’a jamais l’impression de saisir la vérité de son fonctionnement mental. De ce fait, l’impression générale est celle d’un sujet qui contrôle en permanence ses réponses, qui masque certaines informations, qui en donne ultérieurement une explication qui puisse rendre compte de sa première réponse, qui ne se laisse jamais aller.” Les conclusions de sa consœur Arianne Casanova complètent ce portrait ambigu. Elle décrit “un sujet intelligent” doté d’“une personnalité qui possède une grande capacité de distanciation émotionnelle, capable de manifester dans sa relation à l’autre une adaptabilité, une forme de séduction et de manipulation”.

Les expertises psychologiques et neurologiques ont bien relevé quelques défaillances, notamment au niveau du contrôle inhibiteur et du raisonnement. Sa tumeur au cerveau ne pourrait en aucun cas expliquer une absence de discernement au cours d'un éventuel passage à l'acte. Ni un délire ou une confusion mentale qui aurait pu le conduire à un triple assassinat sans qu'il s'en rende compte. Tout en rappelant "qu'il est impossible de prétendre connaître la vérité des faits à partir de la vérité psychologique et d'interpréter ses réactions comme preuve de son innocence ou de sa culpabilité", le Dr Zagury conclut à "sa responsabilité pénale entière" en cas de culpabilité.

Murat Polat, qui a découvert les corps, a rapporté une remarque qu'Ömer lui aurait faite en décembre 2012, au cours du week-end de formation idéologique aux Pays-Bas. À première vue anodine bien que surprenante, elle prendra un sens bien plus inquiétant après le 9 janvier. "Il m'a dit qu'il souffrait d'une tumeur au cerveau, à un stade avancé, et a ajouté quelque chose qui m'a paru très bizarre. Il m'a dit : « Avec cette tumeur, si j'allais tuer quelqu'un, je ne resterais pas en prison, on ne pourrait pas me garder car je suis malade. »" Murat lui aurait alors demandé pourquoi il disait une chose pareille. Güney aurait juste répondu : "Je voulais que tu le saches."

XI

LA SIGNATURE D’UN PROFESSIONNEL

Tel un joueur d’échecs qui ne déplace son pion qu’après avoir passé en revue toutes les conséquences de son geste, Cevat Öneş tourne et retourne dix fois dans sa tête une hypothèse. L’ancien numéro 2 du MIT parle lentement, précisément. “Il est évident que c’est le travail d’un professionnel, ça c’est indiscutable”, nous avait-il donc déclaré au sujet du triple assassinat. Il partage cette certitude avec… Ömer Güney. “Il faut un professionnel pour ces meurtres”, a lancé ce dernier sur le ton de l’évidence dans le bureau du magistrat. Comme par exemple, ces “centaines de cadres qui ont eu des formations militaires en Irak et qui peuvent exécuter ces ordres”. Alors que lui jure n’avoir “jamais tenu une arme dans les mains” : “Il aurait fallu quelqu’un de plus important que moi pour quelque chose d’aussi grave.”

La façon dont les trois victimes ont été tuées porte la marque d’un meurtrier agissant de sang-froid. Aucun indice sur la scène du crime ne suggère qu’il aurait été pris de panique pendant qu’il était en train de perpétrer son acte. Il l’a maîtrisé de la première à la dernière balle. Il n’a pas non plus agi de façon maladroite, comme un individu pris d’un coup de sang et qui se servirait d’une arme à feu pour la première fois. Il savait tirer. Parfaitement. Atteignant chacune de ses victimes avec précision.

Aurait-il pu y avoir un deuxième homme susceptible d’être le tireur ? Un individu qui aurait été présent sur les lieux en même temps que Güney ou qui serait entré dans l’appartement une fois ce dernier reparti ? Cette seconde option est la thèse du meurtrier présumé.

Si l’on s’attarde sur la piste du deuxième homme, le rôle de Güney pourrait alors passer au second plan. Il serait la taupe qui a fourni les renseignements indispensables à la réalisation du crime. Rien dans l’instruction n’a à ce jour permis de donner du crédit à cette théorie. Un ADN masculin non identifié a bien été trouvé sur le mégot d’une Marlboro dans la poubelle des toilettes. Mais les proches des victimes pensent qu’il est impossible que quelqu’un ait pu fumer dans l’appartement en cachette, eu égard à l’interdiction du PKK concernant le

tabac et que Sakine faisait respecter scrupuleusement. Güney a certifié qu'elle l'avait autorisé à fumer dans la cuisine et qu'il avait jeté le mégot par la fenêtre. La police scientifique a d'ailleurs isolé son empreinte ADN sur l'un des deux montants.

Des témoins rapportent également avoir vu des hommes sur le toit de l'immeuble. Ils avaient le type turc ou kurde. Mais là encore, leur présence est signalée après la journée du 9 janvier. Il est fort probable que des Kurdes soient montés sur le toit pour se rendre compte des possibilités de s'introduire dans l'immeuble ou d'en partir par là. Le meurtrier aurait-il pu alors rester caché dans les caves ? Elles ont été inspectées, sans résultat. L'examen des caméras des magasins alentour n'a pas permis d'accréditer cette thèse. Aucune personne suspecte n'a été vue entrer au 147 en fin de matinée, ni en sortir.

L'arme est une des énigmes de cette affaire. Les policiers l'ont même cherchée dans les égouts des alentours du 147. Elle est introuvable. S'agit-il de l'*emanet* dont il parle à Ruhi Semen pendant le parloir ? Le mot turc *emanet* signifie "une chose qui a été confiée". Güney demande à son ami de transmettre l'information suivante aux services secrets turcs : il a bien mis l'*emanet* en sécurité, le MIT n'a pas de souci à se faire. L'*emanet* pourrait aussi faire référence au téléphone portable et au sac à main de Sakine, toujours introuvables. Dans l'enregistrement audio anonymement posté sur YouTube, l'individu authentifié comme étant Ömer Güney explique à ses deux interlocuteurs que l'achat de l'arme est déjà programmé. Il sait où s'en procurer en Belgique ; il a passé commande à "des Arabes" de deux armes, un silencieux, trois chargeurs, cinq boîtes de balles. Le tout pour 2 500 €. Il assure que l'arme n'aura jamais servi auparavant. Les données de géolocalisation de son téléphone portable montrent qu'il s'est rendu en Belgique les 14 et 29 octobre 2012 ainsi que le 1er et le 2 janvier 2013.

Si Ömer Güney est bien l'assassin, une autre question reste à ce jour sans réponse, et non des moindres. On ne sait toujours pas où il aurait bien pu apprendre à tirer. Son ex-épouse assure qu'il n'a jamais manifesté le moindre attrait pour les armes. Sa sœur se souvient de son intérêt pour les armes blanches. Elle raconte dans sa déposition avoir vu son frère tailler des bouts de bois avec un couteau. Le geste, répétitif, le calmait. Mais de là à faire de celui qui s'adonne à ce passetemps un criminel en puissance… Quant à la bombe lacrymogène qu'il conservait à portée de main dans sa sacoche marron, elle n'avait qu'une fonction défensive, jure-t-il. En cas d'attaque, c'est toujours mieux d'avoir recours à une bombe lacrymo que "de tuer quelqu'un". Personne ne va le contredire ! Il porte aussi en permanence un couteau sur lui. On peut en avoir besoin, explique-t-il, c'est très utile, pour ouvrir des cartons par exemple.

Comme le légitime un proverbe turc, “la défense, c’est sacré”. Il aime beaucoup les armes blanches. Les policiers en ont saisi deux à cran d’arrêt dans le vide-poche de la Peugeot 308. L’une des lames est recourbée. Des armuriers près de la Bastille et de la gare de l’Est se souviennent de l’avoir vu passer dans leur boutique fin 2012.

Mais concernant les armes à feu, Güney ne concède rien. Tout juste reconnaît-il les aimer et avoir utilisé une arme qui tirait à blanc à l’occasion de Noël, en 2008. Un temps, il l’a gardée et s’en est servi dans la rue pour célébrer les fêtes de fin d’année. En emménageant dans l’appartement de La Courneuve, il aurait eu une arme dans ses bagages, selon ses colocataires. Ils ont indiqué qu’ils l’avaient donnée à un enfant pensant qu’il s’agissait d’un jouet. Elle ne correspond finalement pas à celle recherchée.

Chez son logeur, les soirées s’égrenaient, parsemées de bavardages devant la télé. Ömer et Yüksel ont parlé une fois de se rendre dans un stand de tir. Ils se sont mesurés, sur l’air de “On verra qui est le plus fort”. Ce soir-là, le défi entre les deux jeunes hommes s’est transformé en concours de bras de fer.

“PAS JOUER À LA BARBIE”

Dans la Turquie traditionnelle, la pratique des armes à feu est aussi répandue que celle du barbecue pour faire griller des brochettes de viande. On tire en l’air pour célébrer la victoire de son club de football favori, ou à l’occasion d’un mariage. Les accidents sont fréquents. Dans les aéroports de Turquie, les passagers confient leur arme avant d’embarquer et la récupèrent à l’arrivée. Güney ne savait tellement pas se servir d’une arme, assure-t-il, qu’il était une exception à l’association de Villiers-le-Bel où quasiment tous les Kurdes savaient tirer, “sauf lui”.

En Allemagne, le suspect a été interpellé une fois avec une bombe lacrymogène et une autre fois avec un pistolet à air comprimé qui, selon lui, appartenait à son jeune beau-frère. Mais son ami Ümit Semen a déclaré que Güney se rendait “dans un stand de tir une fois tous les deux mois”, qu’il louait une arme sur place. Il aurait proposé à ses amis de l’accompagner mais ils ne l’ont pas fait. Ümit n’est pas capable de donner l’adresse de l’établissement. Il le situe près de Wolfratshausen, à vingt-cinq kilomètres du lieu de résidence du mis en examen. Selon lui, le stand était clandestin. La police allemande n’est pas parvenue à identifier un tel lieu. Güney n’est pas non plus connu dans les principaux clubs des environs. Un Turc n’y passerait pas inaperçu. Dans cette région aux forêts giboyeuses, attachée à ses traditions, le maniement des armes à

feu se transmet de père en fils. C’est une coutume vivante, au même titre que les fêtes de la bière et les chapeaux avec une touffe de poils de chamois. On est ici au cœur de la Bavière. Dans les stands officiels, il n’est pas possible de pratiquer le tir sans être enregistré. Une recherche informatique auprès des trois fédérations auxquelles les clubs doivent obligatoirement être rattachés permet de trouver immédiatement un visiteur. Aucune recherche de ce type n’est mentionnée dans le rapport d’enquête allemand. Güney a assuré n’avoir jamais mis un pied dans un club bavarois, d’avoir juste évoqué la possibilité d’y aller avec des amis au café. “Des fois, je fais l’homme, je ne vais pas jouer à la Barbie.” Mais leur projet ne se serait pas concrétisé. À la sortie de l’usine de Kinshofer, un employé affirme que Güney était un passionné d’armes à feu. À tel point, selon cet ancien collègue, qu’il se rendait dans un club juste pour entendre le bruit des balles. Il en parlait souvent pendant la pause : “Il était complètement fou de ça.” La piste allemande permettrait-elle de se rapprocher du tireur embusqué derrière le brave gars incapable d’appuyer sur la détente ?

Güney tient à illustrer son inaptitude par un proverbe turc. En substance, le bonheur d’un homme tient en trois mots : une femme, un cheval et une arme. La première il ne l’a plus. La voiture est le cheval de notre époque et il n’en a pas non plus. Quant à la troisième, il n’a qu’une vieille pétoire, “le fusil de [s]on grand-père” resté au village. Il termine par une conclusion sans appel : “J’ai lutté pour avoir les trois, sans succès.” Le propos a de quoi faire passer Ömer Güney pour un pauvre type, qu’il soit ou non coupable, ayant raté sa vie ou… un redoutable manipulateur.

XII

LA MAIN QUI NÉGOCIE EST-ELLE CELLE QUI TUE ?

Dans son réquisitoire définitif de mise en accusation devant la cour d'assises spéciale, le substitut du procureur conclut qu'Ömer Güney a tué Sakine Cansız, Leyla Saylemez et Fidan Doğan et qu'il a préparé des assassinats de cadres du PKK "à la demande d'individus se trouvant en Turquie et possiblement liés aux services de renseignements turcs". L'enquête française n'a pas permis de prouver que le MIT est le commanditaire. Si les services secrets sont bien derrière cet acte, à quel niveau de l'institution se trouvent-ils ? Est-ce l'œuvre d'une cellule autonome en son sein ou faut-il remonter jusqu'au plus haut sommet de l'État comme en sont persuadés les Kurdes ?

Pour Remzi Kartal, numéro 4 dans la liste des hommes à abattre, "cela ne peut pas avoir été réalisé sans l'approbation de Recep Tayyip Erdoğan, il était au courant de tout. En tant que leader, c'est sa façon d'être, il contrôle tout, il est au courant de tout." La date des assassinats conduit tout de même à s'interroger sur la cohérence du *timing*. Les pourparlers avec Abdullah Öcalan ont été officialisés une semaine plus tôt, le 3 janvier, lorsque deux députés kurdes ont été autorisés à se rendre en bateau sur l'île-prison d'Imralı. Le plan média de l'événement avait été préparé au cordeau. Pourquoi prendre le risque de le gâcher une semaine après ?

À l'automne 2015, installé dans un fauteuil en cuir de l'hôtel Hilton, à Ankara, Cevat Öneş, ancien numéro 2 du MIT, considère que "c'est un attentat qui visait le processus de paix" mais qu'il "ne paraît pas rationnel que l'État turc puisse commettre un tel acte à un moment où il cherche à démarrer un processus de paix. Le MIT avait été missionné comme acteur principal du processus de paix qui venait d'être enclenché. Ça m'étonnerait qu'en même temps on missionne la même institution pour faire exactement l'inverse".

Les Kurdes balayent cette thèse. "Si l'AKP avait été de bonne foi, il aurait empêché ces exécutions, insiste Remzi Kartal. L'AKP a cru qu'il pourrait faire accepter certaines choses à la partie adverse si, d'un côté, il entamait des discussions et que de l'autre il lui mettait la pression en commettant de tels

crimes. Le fait que cet attentat arrive à un bon ou à un mauvais moment, cela ne dépend que de l'approche d'Erdoğan. S'il était vraiment de bonne foi, alors cet attentat serait effectivement tombé au plus mauvais moment. Si au contraire il n'était pas prêt à faire la paix ou que ce n'était pas sa véritable volonté, ces assassinats n'avaient pas grande importance pour lui. En fait, le point-clef repose sur son intention. Il s'avère aujourd'hui qu'il n'était pas de bonne foi et que son seul but était de gagner du temps d'une élection à l'autre. Pour lui, la paix, ça veut dire la reddition des Kurdes."

Un peu plus d'un an après les faits, des déclarations donnant du poids à la thèse du MIT viennent la renforcer. Elles sont sorties de la bouche de… Recep Tayyip Erdoğan. En mars 2014, le chef du gouvernement est en campagne pour l'élection présidentielle prévue en août. Il entend bien devenir le premier président de la république de Turquie élu au suffrage universel, ainsi que le prévoit une réforme constitutionnelle de 2007. Lors d'un meeting à Urfa, dans l'Est du pays, tous les arguments sont bons pour galvaniser les milliers de supporters venus acclamer leur chef. Écharpe verte et jaune du club de football de la ville autour du cou, Erdoğan accuse son ennemi juré, Fethullah Gülen, d'avoir fomenté le crime de la rue La Fayette : "Ils ont d'abord saboté le processus d'Oslo. Ensuite, ils ont voulu éliminer le responsable du MIT. Puis, ils ont voulu perturber davantage le processus de paix, ils ont commis des assassinats à Paris." Erdoğan chauffe la foule comme un bateleur de foire : "Qui a fait tout ça ?" La foule exulte. "Un gars qui se trouve en Pennsylvanie, ses hommes de main. Ses partisans qui se trouvent ici. Évidemment, ces gens sont présents au sein de la justice. Malheureusement, ils sont aussi organisés au sein des forces de l'ordre et dans toutes les autres institutions d'État." Alliance for Shared Values, une fondation basée à New York qui joue le rôle de porte-parole de Fethullah Gülen, qualifie ces accusations de "saugrenues" et "dénuées de tout fondement".

Fethullah Gülen… Lui et Abdullah Öcalan se disputent aujourd'hui désormais le titre de l'homme le plus haï de Turquie. Ce fils d'imam né en 1941 dans un village de l'Est de la Turquie, dans une Anatolie imprégnée de valeurs confrériques, est devenu imam à son tour. Forcé de s'exiler aux États-Unis en 1999, il dirige une confrérie qui est au cœur du système politique turc. Le réseau est tentaculaire. Adeptes et sympathisants seraient cinq millions. Cette sorte d'Opus Dei turc est l'un des principaux architectes de la Turquie depuis plus de trois décennies.

De sa retraite ultrasécurisée dans la campagne de Pennsylvanie, le leader religieux souffreteux a largement contribué à la consolidation du pouvoir de

Recep Tayyip Erdoğan durant les années 2000. Il a mis à sa disposition des fonctionnaires, des magistrats, des policiers, des militaires acquis à la confrérie… autant de cadres instruits dont manquait cruellement le jeune Parti de la justice et du développement, l'AKP, pour s'imposer dans l'appareil d'État. À telle enseigne que le réseau religieux est parvenu à en noyauter une partie.

L'alliance avec Gülen a permis à Erdoğan de renvoyer l'armée dans ses casernes et de mettre fin à sa tutelle sur la vie politique. À partir de 2007, des procédures judiciaires visant des militaires accusés d'avoir fomenté des coups d'État contre le gouvernement islamo-conservateur mettent au pas l'armée. Des centaines d'officiers, arrêtés dans les affaires dites "Ergenekon" et "Balyoz", sont condamnés. Même un ancien chef de l'état-major, Ilker Başbuğ, est condamné à la prison à vie. L'armée est rentrée dans le rang. On sait aujourd'hui que ces procès spectaculaires étaient dignes des procès de Moscou. D'abord salués comme une avancée démocratique, ils ont ensuite été dénoncés comme des parodies de justice, tant étaient grossières les incohérences dans les actes d'accusation. Des magistrats et des policiers ont forgé de fausses preuves pour faire condamner les militaires. Mais les divergences entre Erdoğan et Gülen sur l'orientation de la Turquie, l'emprise croissante de la confrérie ont eu raison de la lune de miel entre les deux hommes. Le Premier ministre a alors relâché la pression sur l'armée, fait sortir les militaires de prison en 2014, pour concentrer ses forces sur ce nouvel ennemi.

Les désaccords se sont peu à peu transformés en points de vue irréconciliables. La confrérie, malgré un conservatisme prononcé sur les mœurs, veut une Turquie arrimée à l'Occident et à l'Union européenne. La diplomatie d'Erdoğan au Moyen-Orient, son aversion pour Israël depuis l'affaire en 2010 du ferry *Mavi Marmara* – dix Turcs ont été tués lors de l'assaut de l'armée israélienne – sont des points d'achoppement. Très nationalistes, les gülenistes voient aussi d'un mauvais œil les pourparlers de paix avec la rébellion kurde. En 2013, un procureur avait même convoqué Hakan Fidan au motif qu'en menant des discussions avec le PKK à Oslo il tombait sous l'accusation de terrorisme. Le magistrat a été accusé d'être membre de la confrérie.

Fin décembre 2013, les Turcs se réveillent brutalement secoués par le plus vaste scandale politico-financier qu'ait connu la République depuis sa fondation. L'enquête touche directement le Premier ministre. Elle vise des hommes d'affaires qui lui sont proches et son premier cercle. Au cours d'une perquisition au domicile du directeur de la banque publique Halkbank, on découvre dans des boîtes à chaussures plus de 4,5 millions de dollars. Les ministres de l'Intérieur, Muammer Güler, de l'Économie, Zafer Çağlayan, des Affaires européennes, Egemen Bağış, et de l'Urbanisme, Erdoğan Bayraktar, entre autres, sont

soupçonnés de corruption à grande échelle dans des marchés publics immobiliers ou lors de transactions financières illégales avec l'Iran. Les procureurs réclament la levée de leur immunité. Trois de leurs fils sont également interpellés. Cerné par l'affaire de corruption qui se resserre autour de lui, Erdoğan est engagé dans la survie de son régime.

Fidèle au précepte "la meilleure défense, c'est l'attaque", il réplique par des purges de milliers de fonctionnaires et accuse un "gang criminel" qui "tente de devenir un État dans l'État". Le Premier ministre turc ne prononce jamais le nom de celui qu'il tient pour coupable de ce "sale complot". Il est persuadé que le coup d'envoi des opérations de police a été donné depuis la Pennsylvanie. L'intéressé fait savoir *via* son avocat qu'il n'est mêlé ni de près ni de loin à la tempête qui fait vaciller le Premier ministre. La déclaration enregistrée que Fethullah Gülen publie sur Internet convainc les Turcs du contraire. "Ceux qui ne voient pas le voleur, mais s'en prennent à ceux qui cherchent à attraper le voleur, ceux qui ne voient pas le crime mais essayent de calomnier les autres en accusant des innocents, ceux-là, que Dieu incendie leur maison, ruine leur foyer, brise leur unité", vitupère-t-il.

C'est dans ce contexte de guerre fratricide que l'enregistrement audio dans lequel Ömer Güney établit la liste de personnalités kurdes à éliminer et que l'ordre de mission de préparer l'assassinat de Sakine Cansız sont rendus publics en janvier 2014. Si ces deux documents doivent être traités avec précaution, la date de leur publication permet probablement d'affiner le profil des personnes à l'origine de ces fuites. Alper Birdal, le rédacteur en chef du journal *Sol*, qui a publié le document écrit impliquant le MIT, pense que l'expéditeur est un proche de Gülen : "C'était une période particulière pour la Turquie, des documents de ce genre étaient sans cesse rendus publics. Avant, il y avait une coopération entre le gouvernement et Gülen. Puis, il y a eu des désaccords et les pro-Gülen ont commencé à faire sortir des documents. Le plus probable c'est que la même organisation soit à l'origine de l'envoi de l'ordre de mission et de l'enregistrement posté sur YouTube. Le suspect principal, vu le *timing*, est la communauté güleniste. C'est un proche à l'intérieur du MIT ou qui y est lié qui les a publiés."

En faisant circuler des pièces à charge contre les services secrets, ceux qui sont derrière leur divulgation cherchent à affaiblir par ricochet le chef du gouvernement. Le MIT est sous la responsabilité du Premier ministre. C'est un rouage essentiel de la stratégie de Recep Tayyip Erdoğan pour renforcer sa

mainmise sur les institutions. À sa tête, il a placé Hakan Fidan. Fidèle parmi les fidèles, il le surnomme sa “boîte noire”. Pour Cevat Öneş, l’ancien numéro 2 du MIT, “avec le processus de démocratisation en Turquie à partir des années 2000 et la levée de la tutelle militaire, le MIT est devenu complètement dépendant de l’autorité politique”. En 2013, contrairement à d’autres institutions comme la justice ou la gendarmerie, le MIT est réputé loyal au chef du gouvernement et n’a effectivement pas la réputation d’avoir été un nid de gülenistes. Ce qui ne permet pas non plus d’exclure la présence de cellules clandestines en son sein. Extrême droite nationaliste, aile dure kémaliste, pro-Gülen… Les courants opposés à des concessions aux Kurdes y ont tous des représentants.

En mars 2015, Cemil Bayık, un des dirigeants militaires du PKK, a déclaré à un journaliste turc de *Cumhuriyet* venu l’interviewer dans le Nord de l’Irak que des émissaires du MIT lui auraient assuré que l’instigateur du triple meurtre était une cellule nationaliste clandestine à l’intérieur des services secrets. Pour Remzi Kartal, l’excuse est facile : “Certains soutiennent que le massacre de Paris a été commis par les gülénistes. Je considère cette approche comme une volonté de cacher l’essence même du problème : s’agissant du massacre de Paris les deux camps ont agi d’un commun accord du début à la fin. Ces meurtres ne peuvent pas être considérés comme l’acte d’un seul. Il s’agit d’une décision du MIT. Mais par la suite, l’affrontement s’étant durci, l’équipe de Gülen a choisi de dévoiler ces infos afin de mettre le MIT et Erdoğan en difficulté.”

INTERDICTION D’ENQUÊTER

En février 2014, les questions parlementaires écrites de Sezgin Tanrıkulu, le vice-président du CHP, à M. Erdoğan cherchaient également à éclaircir l’implication du MIT. “A-t-on répondu à la demande d’entraide de la Cour de Paris ? Quelles dispositions ont été prises pour lui répondre ? Quelle est la relation entre l’accusé Ömer Güney et le MIT ? Qui sont les cinquante contacts téléphoniques d’Ömer G. ? Est-ce que certains de ces contacts sont des agents du MIT ? Une enquête est-elle en cours concernant les assassinats de Paris ? Est-ce que, à commencer par le MIT, une quelconque institution d’État était au courant qu’une telle action serait menée à Paris ?” Comme on l’a vu, non seulement Recep Tayyip Erdoğan ne s’était pas donné la peine de répondre, mais il a transformé le MIT en une forteresse hors la loi.

En avril 2014, le Parlement a légiféré sur les poursuites judiciaires à l’encontre des services secrets. Ses membres disposent désormais d’une quasi-

impunité judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions. La diffusion de documents confidentiels du MIT peut être punie d'une peine de dix ans de prison. Le secret des sources pour les journalistes disparaît. Il devient extrêmement difficile d'ouvrir une information judiciaire contre le MIT en cas d'action d'illégale.

Cette loi fait suite à plusieurs affaires criminelles dans lesquelles les services secrets sont soupçonnés d'avoir une responsabilité. Le 28 décembre 2011, des jeunes Kurdes cheminent à la frontière entre l'Irak et la Turquie. Leurs mules chargées de bidons d'essence et de cigarettes de contrebande passent une rivière, progressent lentement dans la nuit. Ces flancs de montagnes enneigées, les bêtes les connaissent par cœur. L'activité est ancestrale. À 21 h 36, des F16 de l'armée turque, guidés par des drones, survolent le convoi et le bombardent. Ils recommencent. À 21 h 43, 22 h 04, 22 h 24. Trente-quatre contrebandiers sont tués. Parmi eux, une majorité de collégiens et de lycéens. Le plus jeune a douze ans. L'état-major a déclaré les avoir confondus avec des combattants du PKK. La justification n'a fait qu'augmenter la colère des familles des victimes. Elle ne convainc personne. Le commerce illicite entre les deux pays est notoire. Les forces de sécurité connaissent les chemins et ceux qui les empruntent. Roboski, dont ils sont originaires, est tout proche. C'est un village de *korucu*, de miliciens kurdes armés et rémunérés par l'État pour lutter contre la guérilla. S'agit-il juste d'une regrettable "erreur" ? Dans la presse, le MIT est accusé d'avoir donné des renseignements erronés sur la nature du groupe. Aucun responsable n'a été sanctionné.

En janvier 2014, de mystérieux camions se retrouvent au cœur d'un scandale politique retentissant. Stoppés alors qu'ils faisaient route vers la Syrie voisine, les véhicules transportent officiellement de l'aide humanitaire. Des armes et des munitions sont en fait cachées au milieu de médicaments. Ces cargaisons sont destinées à des groupes djihadistes dans le pays voisin. Elles sont escortées par des agents des services secrets. Le MIT et le gouverneur de la province, tous deux sous la responsabilité du Premier ministre de l'époque, M. Erdoğan, s'opposent à leur fouille.

Le massacre de civils kurdes à Roboski, les livraisons d'armes à des djihadistes, le triple meurtre de la rue La Fayette… Pour l'opinion publique, cela commence à faire beaucoup d'affaires troubles associées au nom du MIT et qui méritent des explications de la part du gouvernement. "Bien évidemment, il doit y avoir nombre d'autres événements dans lesquels le MIT est impliqué sans que nous soyons au courant, estime Sezgin Tanrıkulu. Aujourd'hui, sous l'égide de la nouvelle loi, aucun magistrat ne peut poursuivre un élément du MIT impliqué dans ce genre d'affaire. Avant, théoriquement il était possible pour un procureur de poursuivre les responsables de tels actes. Mais la nouvelle loi ne le permet

plus du tout, y compris pour les assassinats de Paris. En fait, avec cette loi, on a voulu éviter qu'un jour un procureur ne vienne poursuivre les membres du MIT. Toutes les compétences ont été accordées au procureur d'Ankara, qui ne pourra lui-même poursuivre que s'il a obtenu l'accord du Premier ministre. Et il est clair que le Premier ministre ne donnera jamais une telle autorisation. Par conséquent, toutes ces affaires sont closes puisqu'avec cette loi il ne sera plus possible d'ouvrir une quelconque enquête. Cette loi a été adoptée en lien avec les attentats de Paris." Pour cette figure de l'opposition, la volonté du gouvernement de ne pas élucider le triple meurtre est évidente. En 2015, un groupe de 26 députés du CHP a demandé la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire. Mais la démarche n'a pas été relayée par l'AKP qui détient la majorité des sièges.

Pour Sezgin Tanrıkulu, les responsabilités remontent également au sommet de l'État. "Le MIT dépend des services du Premier ministre. C'est-à-dire que le responsable politique des activités du MIT, c'est le Premier ministre. Par conséquent, lui et son gouvernement sont politiquement responsables de toutes les activités illégales du MIT. Il est certain que cette affaire a reçu un aval politique. Ce n'est pas rien d'aller tuer quelqu'un en plein Paris. Tout doit être planifié, organisé. Ce n'est pas un acte qui peut-être décidé dans un café par deux gars paumés qui se disent « on va aller commettre un assassinat à Paris ». Il ne me paraît pas possible que ces assassinats aient pu avoir lieu sans un aval politique. Évidemment, je ne dis pas que le Premier ministre était au courant de ces assassinats en particulier. Ceci étant, une fois le concept politique adopté, le MIT se charge de le mettre en œuvre. Et comment agit-il ? Eh bien de cette manière-là. De manière illégale, hors la loi, en tuant des gens. Il faut trouver les responsables et reconnaître que le MIT a commis une erreur. Vous pouvez aussi très bien dire « voici les responsables de ce crime qui a été commis pour nous mettre en difficulté » et les mettre à disposition de la justice. Tant que tout cela ne sera pas fait, le gouvernement ne pourra échapper à sa responsabilité en se contentant simplement d'accusations." La mise en cause verbale du réseau Gülen par M. Erdoğan n'a pas été suivie d'une action judiciaire.

Le gouvernement turc n'a pas non plus apporté un élément susceptible de faire progresser l'enquête française. Dès le 11 janvier 2013, le ministère de Christiane Taubira fait une demande d'entraide judiciaire de l'État turc en adressant une note à l'ambassade de Turquie. Depuis 1959, un traité permet une coopération entre les deux pays. Ankara ouvre également une enquête mais elle est classée confidentielle. Le 6 novembre 2013, la juge Duyé envoie une commission rogatoire internationale. Le ministère de la Justice turc n'y a jamais répondu. En

revanche, la liste des numéros de téléphone pour laquelle la magistrate demandait des investigations se retrouve sur la place publique. Étrangement, les numéros de téléphone ont été communiqués à Firat News, l'agence de presse pro-PKK installée en Belgique. Ils ont été transmis par une personne visiblement soucieuse d'informer les titulaires des lignes concernées qu'une connexion avait été établie entre eux et Ömer Güney. De quoi les convaincre de l'urgence de se débarrasser du téléphone si cela n'avait pas encore été fait.

Au cours de notre enquête, les rares officiels turcs qui ont accepté de nous répondre se seraient bien passé de l'exercice. Ils ne l'ont fait qu'au bout de nombreuses relances. Cemalettin Haşimi finit par nous recevoir en novembre 2015, à Ankara. Pour ce conseiller du Premier ministre de l'époque, Ahmet Davutoğlu, les soupçons qui font d'Ömer Güney un agent du MIT ne sont "rien d'autre que de la spéculation et de la propagande". Tendu, derrière son bureau, ce proche d'Erdoğan est exaspéré par les questions sur une éventuelle responsabilité des services secrets. "Dire que le MIT a pu faire une chose pareille à l'intérieur ou à l'extérieur de la Turquie est ridicule. Vous parlez d'un membre de l'Otan, vous parlez de la Turquie, alliée de la France depuis des années, pas d'un État voyou. Soyons sérieux, fulmine-t-il. Si on voulait vraiment tuer des leaders du PKK, on en a des centaines en Irak ou dans différentes parties d'Europe. Pourquoi en France ? Pourquoi Paris ?"

À l'ambassade de Turquie, dans le 16e arrondissement de Paris, l'accueil est beaucoup plus avenant. "C'est une affaire franco-française, qui ne nous concerne pas, balaye l'ambassadeur. La justice française fait son travail." Hakkı Akil dit d'autant moins connaître l'affaire qu'il était en poste à Rome lorsqu'elle s'est produite. Il jure ne rien savoir de la venue d'Hakan Fidan, le chef du MIT, dans la plus grande discrétion, à l'ambassade parisienne le lendemain des meurtres comme l'affirme une source turque. Ni de la rencontre entre son prédécesseur et le ministre de l'Intérieur d'alors, Manuel Valls, après le 10 janvier. En fait, ce qui "gêne" l'envoyé d'Ankara n'est pas que son pays soit suspecté d'être impliqué dans un assassinat mais que ces trois "terroristes" allaient et venaient sans être inquiétées : "Comment ces militants du PKK pouvaient-ils mener leurs activités politiques et même terroristes en France, un pays allié de la Turquie ?"

XIII

LES OMBRES

Pour les Kurdes, le 9 janvier 2013 marque aussi la mort d'une certaine France. Car ce pays occupe une place particulière dans leur cœur. Ce peuple opprimé, grand perdant du découpage du Moyen-Orient par les grandes puissances au début du XXe siècle, a été la grande cause de Danielle Mitterrand. Lorsque Saddam Hussein massacrait les Kurdes d'Irak, qu'il en gazait 5 000 d'un coup en 1988 à Halabja, elle s'était mobilisée pour attirer l'attention d'une communauté internationale indifférente. Dans les années 1990, elle se faisait la porte-parole des députés kurdes de Turquie emprisonnés. Dans cette région du monde, on l'appelle la "Mère des Kurdes". Le Kurdistan irakien a même décrété un deuil national à sa mort.

Longtemps, les exilés de Turquie sont arrivés en France comme dans un ultime refuge. Qu'ils soient d'origine turque ou kurde, les opposants politiques à la junte militaire s'y retrouvaient. Lorsque les escadrons de la mort turcs semèrent la terreur dans le Sud-Est du pays dans les années 1990, les Kurdes sont arrivés en plus grand nombre encore. Et alors même que la France avait fini par classer le PKK sur la liste des organisations terroristes, la guérilla kurde a longtemps eu la liberté d'organiser ses activités sur le territoire national à condition qu'elle n'y importe pas son conflit avec Ankara. Depuis le bureau du 147, elle mène ses activités de lobbying auprès des politiques français. La tolérance des autorités vis-à-vis du mouvement kurde est de mise.

Azad a débarqué un soir rue La Fayette il y a quelques années, pour y prendre ses nouvelles fonctions : "Le lendemain matin, j'ouvre le bureau, un gars des RG [Renseignements généraux] de la préfecture de Paris sonne à la porte. Il était déjà au courant de mon arrivée et venait se renseigner sur moi. J'ai été surpris, je ne savais pas que cela se passait de cette façon." Les échanges avec la police sont alors banals. Les Kurdes leur communiquent même spontanément la date et le lieu de leur rassemblement qui se tient chaque année dans le Larzac. Trois cents responsables venus de toute l'Europe s'y retrouvent et logent dans des

infrastructures touristiques. L'"université d'été" du PKK n'avait rien de clandestin. Même les sommes collectées dans le cadre de l'impôt révolutionnaire ne sont pas tenues secrètes. Cet argent sert au fonctionnement des structures de la diaspora et finance les besoins militaires du PKK en Turquie, en Syrie, en Iran, en Irak.

Cette entente cordiale avec les autorités françaises prend fin à l'hiver 2006-2007. Elle est concomitante de la brouille entre la France et la Turquie. Les controverses sur les négociations d'adhésion de celle-ci à l'Union européenne et les velléités du législateur français de pénaliser la négation du génocide arménien installent un froid durable entre les deux alliés. Pourtant la coopération antiterroriste échappe à ce contexte. Au contraire, elle se renforce. De base arrière politique pour le PKK, le territoire français se transforme en zone hostile. En août 2006, deux Kurdes sont interpellés dans un bureau de change à Paris alors qu'ils essayent de convertir 214 000 € en dollars. L'affaire n'aurait finalement rien à voir avec le blanchiment d'argent mais elle marque un tournant dans les relations entre les Kurdes et les autorités françaises.

Les arrestations se multiplient dans la nébuleuse du PKK. Chefs dans l'ombre, responsables d'associations, petites mains, simples sympathisants… Tous les échelons sont touchés. En février 2007, un vaste coup de filet en Région parisienne décime la direction du PKK. Nedim Seven, le responsable ciblé par Ömer Güney lors de la conversation diffusée sur YouTube, et Rıza Altun, alors numéro 1 du PKK en Europe, en font partie. Ce dernier sera condamné à cinq ans de prison avec sursis. Depuis, il a quitté la France et rejoint les camps du PKK dans le Kurdistan irakien.

Jusqu'en 2013, les actions judiciaires sont largement supervisées par le juge Thierry Fragnoli. Le magistrat du pôle antiterroriste est le cauchemar des Kurdes qui l'accusent d'être à la solde d'Ankara. Ces dix dernières années, entre 200 et 250 personnes ont été interpellées. Plus d'une centaine poursuivies pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et financement d'une entreprise terroriste, et condamnées majoritairement à des peines avec sursis, après avoir passé quelques mois en détention provisoire.

L'alliance franco-turque sécuritaire est officialisée. En octobre 2011, les deux pays signent un accord "de coopération opérationnelle de lutte contre le terrorisme". À Ankara, pour apposer sa signature en bas du texte, le ministre de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, assure de "la détermination totale, indéfectible [de la France], à lutter aux côtés de la Turquie contre le terrorisme du PKK". Il en donne pour preuve l'arrestation en 2010 et 2011 de 38 et 32 individus soupçonnés de faire partie du PKK et promet de ne pas s'arrêter là : "Notre lutte ne se relâchera pas, car nous savons le

montant des souffrances qui s'accumulent sur la Turquie du fait des agissements des organisations terroristes reconnues par l'Union européenne." Cet accord bilatéral qui vient d'être signé va déjà, souligne-t-il, "au-delà des accords que la France signe habituellement dans le domaine de la sécurité". Le mois suivant, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé en remet une couche dans la capitale turque : "Nous sommes pleinement solidaires de l'action de la Turquie dans la lutte contre le terrorisme et nous soutenons ces efforts." Peu importe qu'une répression antikurde sans précédent soit alors en cours en Turquie. Depuis 2009, près de 9 000 personnes, dans les milieux politiques pro-kurdes et intellectuels turcs, ont été arrêtées pour "appartenance à une organisation terroriste". Le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan a beau régulièrement se plaindre de la France qui laisse des terroristes se balader en liberté sur son territoire, les autorités françaises veulent montrer qu'elles ne ménagent pas leurs efforts pour satisfaire les exigences d'Ankara.

COUP MONTÉ DANS UNE BRASSERIE

Le 6 octobre 2012, les militants kurdes accusent le coup. Adem Uzun est arrêté dans une brasserie proche de la gare Montparnasse, à Paris. Il est accusé de trafic d'armes. L'homme, qui a grandi en Allemagne, est un rouage-clef de l'aile politique du PKK. Membre du Congrès national du Kurdistan, en exil à Bruxelles, il est un des quatre représentants kurdes qui ont négocié secrètement avec des émissaires turcs à Oslo, à partir de 2009. La publication sur Internet d'enregistrements clandestins d'une partie des discussions en Norvège scellera le sort des discussions deux ans plus tard. "Ankara nous mettait la pression, en même temps que les pourparlers se tenaient, pour nous affaiblir", raconte ce fin diplomate au regard perçant. Alors qu'Uzun tente d'amorcer un processus de paix avec les Turcs, l'étau se resserre autour de lui. Au même moment, il est placé sur la liste des trafiquants de drogue par le département du Trésor américain. Les notices rouges délivrées par Interpol à son encontre le mettent dans une situation périlleuse : à chaque passage de frontière, il risque d'être arrêté et extradé vers la Turquie. Pour un négociateur censé voyager pour mener des négociations de paix, on a connu ambiance plus sereine.

Ce 6 octobre 2012, il déclare être tombé dans un guet-apens. Un rendez-vous a été fixé avec un certain M. Antoine dans la brasserie parisienne à 15 h 30. Un homme d'affaires kurde qui a joué les intermédiaires est également présent. Dix minutes plus tard, à 15 h 40, des policiers en civil interrompent la réunion. Au cours de l'interpellation en flagrant délit, la police saisit une feuille de papier

posée sur la table. Une somme d'argent et le mot "CASH" sont écrits dessus, selon les informations parues dans la presse. Uzun est accusé d'avoir cherché à acheter des missiles antichars Milan pour la somme de 1,2 million d'euros, destinés à la rébellion kurde. Il est incarcéré à la maison d'arrêt de la Santé. L'affaire pèse lourd : elle permettrait de prouver l'existence de liens entre la branche politique du PKK en Europe et la guérilla.

Adem Uzun assure aujourd'hui qu'il n'a jamais été question d'achat d'armes au cours du rendez-vous et que M. Antoine lui avait été présenté comme un analyste travaillant sur le conflit kurde. C'est pour cette raison qu'il aurait accepté de le rencontrer. À l'époque, les négociations d'Oslo ayant échoué, les Kurdes multipliaient les rencontres pour obtenir des soutiens.

Le 9 janvier 2013, le négociateur kurde se trouve à la maison d'arrêt de la Santé depuis trois mois. L'assassinat des trois militantes se produit donc dans un contexte judiciaire peu favorable aux Kurdes. Cette atmosphère fait même dire à certains que cette hostilité a fait de la France un terrain propice au triple meurtre. Changement d'ambiance le mois suivant. Le 27 février, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris annule la procédure contre Adem Uzun au motif de "preuves obtenues illégalement". La décision est rare dans les annales de l'antiterrorisme. Ce 6 octobre 2012, comptait-il acheter des missiles antichars ou est-il tombé dans un traquenard comme il l'affirme ? La justice française ne répondra jamais à la question. Au cours de l'enquête, il serait apparu que "M. Antoine" était finalement un policier. L'opération d'infiltration aurait été mise sur pied par la SDAT, la sous-direction antiterroriste, à la suite d'un renseignement turc. Mais l'aval d'un procureur n'avait pas été sollicité, ce qui est obligatoire. Dans le dossier, apparaît également l'un des intermédiaires qui a rapproché M. Antoine d'Adem Uzun, selon une source proche. Il s'agirait d'un personnage interlope au CV éloquent. Il aurait trempé dans le financement d'un coup d'État aux Comores, aurait été proche du clan Kadhafi et aurait contribué à la chute de Ziad Takieddine – l'intermédiaire en armement franco-libanais mis en cause dans le financement illégal de la campagne présidentielle d'Édouard Balladur. Escroc ? Barbouze ? Les deux ?

Deux mois après le triple meurtre, l'annulation de la procédure contre Adem Uzun a en tout cas été perçue par certains comme un signe d'apaisement envoyé par la France à la communauté kurde. L'instruction du 147, rue La Fayette a, elle, été confiée à la juge Jeanne Duyé. Donner l'enquête au juge Fragnoli aurait été perçu comme une provocation par les Kurdes. Leur capacité de nuisance sur la voie publique pour manifester leur mécontentement est connue. Depuis, la bête noire des Kurdes a été nommée au tribunal de grande instance à Bordeaux. Adem Uzun, lui, est retourné à Bruxelles. Il met à profit son laissez-passer

permanent auprès des institutions européennes pour faire du lobbying et évite la France au maximum.

LA SURVEILLANCE DES SERVICES

Que savaient les services de renseignements français des victimes ? Du principal suspect ? Étaient-ils surveillés ? Si oui, avec quelle fréquence ? Des agents français ont-ils vu ou su quelque chose le 9 janvier, dans les jours qui ont précédé ou suivi ? L'intérêt de la justice et de la police pour les militants kurdes oblige à se poser ces questions.

Nursel Kiliç, une amie de Fidan Doğan, tend le doigt vers la fenêtre d'un appartement au-dessus de la supérette Carrefour City, en face du 147, rue La Fayette. Les volets sont ouverts. La pièce est plongée dans la pénombre. Elle semble inoccupée. Fidan Doğan lui avait dit : "Ils sont juste en face. Il ne peut rien nous arriver ici, nous sommes en sécurité, nous sommes surveillés vingt-quatre heures sur vingt-quatre."Les Kurdes pensent qu'ils faisaient l'objet d'une surveillance constante de la part des services français. Ils en sont notamment convaincus parce que des photos de responsables entrant dans l'immeuble et se trouvant à l'intérieur de l'appartement se retrouvent dans des enquêtes de police. "En matière de surveillance, les services disposent tout de même aujourd'hui de moyens technologiques plus modernes et plus pratiques qu'une planque dans un appartement", temporise un responsable kurde. En 2013, à la suite de la répression judiciaire, le bureau du 147 a perdu de son importance stratégique. Et à cette époque, la menace terroriste islamiste était devenue une priorité et monopolisait les effectifs des services. "J'ai du mal à croire que la surveillance de la communauté ait été si largement levée, déclare Azad. La Direction de la surveillance du territoire était extrêmement bien renseignée à notre sujet, jusqu'à la pointure de nos chaussures ! Pourquoi se couper d'un dispositif aussi rodé et efficace ?"

Il est apparu durant l'enquête sur le triple assassinat que le bureau du 147 intéressait des personnes qui ont préféré rester dans l'ombre. Des Turcs ? Des Français ? Ils ne se sont pas manifestés. Qui a installé les deux logiciels espions dans l'ordinateur portable de Fidan Doğan ? Ces *keyloggers* capturaient les frappes sur le clavier, les adresses internet, les mots de passe… Ils avaient été installés en 2008 et 2009. L'un a pu être ajouté à distance. L'autre a nécessité une intervention directe sur l'ordinateur de la victime. L'enquête n'a pas permis d'identifier les utilisateurs de ces logiciels. L'un d'eux renvoie à deux comptes e-mails Yahoo et Google localisés aux États-Unis.

Qui s'est introduit dans l'appartement après que les scellés ont été posés sur la porte d'entrée ? Le lundi 14 janvier, des policiers se rendent sur place afin d'effectuer un balayage électronique de l'appartement. C'est-à-dire de rechercher d'éventuels systèmes d'espionnage. Ils constatent qu'un des scellés a été coupé puis remis en place. Pénétrer sans autorisation de la justice sur une scène de crime une fois ceux-ci posés est une infraction. "Les enquêteurs m'ont demandé si l'un des nôtres était retourné sur place, raconte Fidan Ulunbayır. J'ai dit que non. Ils m'ont demandé si j'avais l'impression que quelque chose avait bougé. Une photo qui était au mur du salon ne se trouvait plus au même endroit, elle était sur le canapé." Des services – et dans ce cas lesquels – sont-ils discrètement passés faire le ménage après le 9 janvier ? De la même façon, le cambriolage intervenu le 23 septembre 2013 à Nanterre, au domicile de la juge d'instruction, intrigue. Le ou les voleurs se sont introduits sans effraction. Le seul objet dérobé a été l'ordinateur de travail de la magistrate.

CAVIARDAGE

Ömer Güney avait fait l'objet d'un contrôle d'identité lors de l'occupation de la tour Eiffel le 31 mars 2012. Pour autant, avait-il été repéré comme une cible intéressante ? Les services de renseignements l'avaient-ils sur leur écran radar ? Ou est-il passé totalement inaperçu ? Dans l'enregistrement posté sur YouTube, un des interlocuteurs demande à Ömer Güney si "l'attention de la police ou de la gendarmerie françaises" a été attirée. Celui-ci répond par l'affirmative sans qu'il soit possible de comprendre qui est surveillé exactement, lui ou une autre personne. Il prétend qu'il "y a une surveillance constante" des renseignements, "seconde par seconde". Il dit aussi redouter que "ces mecs-là" ne rentrent "en contact" avec lui. Là encore, la propension d'Ömer Güney à exagérer les faits invite à une grande prudence quant à l'exactitude de son affirmation.

Au cours d'un interrogatoire avec la juge, alors qu'il est une nouvelle fois questionné sur ses liens avec le MIT, il affirme qu'il ne connaît que "la DCRI et la DGSE", les services de renseignements français. Une autre fois, il tient à expliquer que son rôle de militant kurde ne se limitait pas à porter des pancartes : "J'ai eu l'occasion de traduire dans des endroits importants, comme le ministère de l'Intérieur, des Affaires étrangères, du renseignement intérieur et du renseignement extérieur. Ce n'était pas la DCRI qui s'occupait du PKK mais le service des renseignements extérieurs. Par exemple, lorsqu'un haut responsable arrivait en France, passait la frontière à l'aéroport ou en voiture, les renseignements français étaient au courant avant nous. On était convoqué dans

certains endroits ou alors c'est eux qui venaient avec le responsable kurde à l'association Ahmet-Kaya, ou une autre. Cela se passait gentiment. Ils venaient boire un café ou bien nous invitaient à leur tour. Je ne les connaissais pas, j'ai compris qui ils étaient parce que je faisais l'interprète. De toute façon, ils nous montraient leur carte. […] Comme les cadres du PKK avaient confiance en moi, savaient que je n'allais pas répéter, ils me conviaient à m'asseoir à la table. Les renseignements français savaient que le responsable qui venait d'arriver allait donner des instructions, des directives. C'est pour ça qu'ils avaient des conditions à lui soumettre." Par exemple, "c'était que le peuple français ne devait pas subir de dérangement, que les commerçants ne soient pas touchés ou que nous les écoutions s'ils nous demandaient de modifier l'itinéraire d'une manifestation" […] "Lorsqu'on faisait des réunions entre nous, on devait tous laisser nos portables à l'extérieur. Comme ça, on pouvait organiser des manifestations illégales sans que la police soit au courant. Ces gens du renseignement étaient très forts. On pourrait dire qu'il y avait accord tacite entre nous, et les services et les institutions françaises étaient plutôt tolérants. On savait que les associations […] étaient surveillées vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Pour moi, la France est au courant, elle sait qui est rentré, qui a tué, même le ministère de l'Intérieur, et ils ont voulu boucler le dossier tout de suite. Mais ils ont commis une erreur en m'interpellant. Je suis la personne qui connaît tout le PKK. […] À mon avis, c'est Manuel je sais pas quoi *[sic]*, le ministre de l'Intérieur, qui a demandé aux Kurdes de se calmer après l'assassinat de nos trois camarades. Il est au courant de tout et il a dit aux policiers du 36 quelque chose comme « utilisez ce pigeon ». Vous pensez bien que comme son siège de ministre en dépend…"

Pure forfanterie du début à la fin ou piètre tentative de convaincre de son innocence ? Y a-t-il du vrai dans cette tirade qui n'a semble-t-il pas impressionné la juge d'instruction ? Ces propos manquent de précision. S'agit-il d'une référence aux fonctionnaires des RG ?

En revanche, la magistrate a bien cherché à savoir ce que les différents services de renseignements avaient en leur possession. Le 4 septembre 2014, elle adresse une requête en déclassification et communication d'informations protégées au titre du secret de la Défense nationale à la place Beauvau. La demande est motivée par le fait que des informations transmises par les parties civiles permettent de "supposer qu'une surveillance était exercée par vos services, tant sur les personnes des victimes, que sur le mis en examen ou encore sur les structures du PKK implantées en France". Trois semaines plus tard, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, qui a succédé à Manuel Valls, répond

qu'il a "immédiatement" demandé aux services concernés de rassembler les "éléments sollicités". Ils seront envoyés "dans les plus brefs délais" à la commission consultative du secret de la Défense nationale. Les mois passent. La juge s'impatiente. Elle envoie une relance en décembre dans laquelle elle s'enquiert de "l'état d'avancement" de sa demande. Le temps presse. L'instruction touche à sa fin, l'état de santé d'Ömer Güney est "préoccupant". La juge dispose d'un seul inculpé et elle veut un procès. L'avis de la commission sur les documents de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) finit par paraître au *Journal officiel* le 6 février 2015. Un avis favorable a été donné à la déclassification de 39 notes ou extraits. Deux ont reçu un avis défavorable.

L'état dans lequel ils sont transmis à la justice est tel que le terme de "caviardage" passe pour un doux euphémisme. Des paragraphes entiers ont été biffés d'un gros trait noir. Illisibles. Par exemple, seules quatre lignes d'une note de neuf pages ont échappé au zèle du censeur. Il a également eu la générosité de porter à la connaissance de la justice l'état d'esprit des communautés kurdes en Franche-Comté ou à Toulouse après le triple assassinat.

Au vu des renseignements communiqués, rien n'indique qu'Ömer Güney avait été signalé en amont comme un individu potentiellement dangereux. Il aurait été remarqué pour la première fois lors de l'opération d'occupation de la tour Eiffel en mars 2012 par une cinquantaine de jeunes activistes kurdes. Il y a fait l'objet d'un contrôle d'identité avant d'être relâché. La DCRI, Direction centrale du renseignement intérieur, l'a classé comme un membre des Komalên Ciwan, la branche jeunesse du PKK. "C'est quand même étrange qu'il n'ait pas été repéré, remarque un responsable du PKK. Il côtoyait des personnes surveillées de très près, comme la numéro 1 du PKK en Europe, qui est encore aujourd'hui dans la clandestinité."

Au moins les maigres informations déclassifiées confirment-elles que Sakine Cansız était surveillée par les services de renseignements depuis son arrivée en France en 1998. Et que ses faits et gestes sont rapportés régulièrement. Des sources internes à la communauté kurde se chargent de signaler ses allées et venues en France. La dernière note date du 7 janvier, soit deux jours avant sa mort ! La grande majorité des cinq pages a été caviardée. L'informateur a prévenu que la chef kurde se "déplacerait actuellement" sur le territoire national. Rien n'indique, dans ce qui est lisible, une menace identifiée à son encontre. Fidan Doğan, elle, a été repérée alors qu'elle n'était encore qu'une lycéenne à Strasbourg, en 1999. En quinze ans, l'adolescente a pris du galon dans le mouvement – en 2013, son téléphone est écouté par la direction du renseignement de la préfecture de Police. Là aussi, ni ses conversations ni ses

SMS échangés dans les jours qui précèdent le 9 janvier ne suggèrent un danger imminent ou un changement d'emploi du temps anormal. Le numéro du téléphone portable d'Ömer Güney figure sur le relevé des appels. Fidan a effectivement contacté Ömer pour qu'il prenne en charge Sakine. Le lundi, il lui a assuré qu'il serait disponible à partir du lendemain pour s'occuper de toutes les affaires de "la dame", ainsi Fidan "ne se fatiguera pas". Mais son numéro n'apparaît que parce que Fidan est écoutée, non l'inverse.

Ce n'est pas une surprise, la communauté kurde est bourrée d'indics. Qui renseignent la France ou (et) la Turquie. "S'il y a bien un endroit rempli d'informateurs c'est le centre de la rue d'Enghien", assure sous couvert d'anonymat un membre de la DGSE. Un nid d'espions qui n'a, semble-t-il, pas permis de faire remonter des indications significatives avant ou après le 9 janvier à en juger par les informations déclassifiées. Mais pour conclure en ce sens, il faudrait pouvoir écarter ce que cachent les épais traits noirs.

Rebelote avec le ministère de la Défense. La juge a fait partir sa demande de déclassification en septembre. Elle se fend d'une relance en insistant sur le fait que le pronostic vital du mis en examen est engagé. Les documents de la DGSE, Direction générale de la sécurité extérieure, arrivent cinq mois plus tard. Là aussi, cela ne valait pas franchement le coup d'attendre ! Il n'y en a que sept, réchauffés à souhait. Une revue de presse turque sur les assassinats, une demande de Sakine au consulat français d'Erbil pour un laissez-passer pour rentrer en France, son permis de séjour étant périmé, la traduction du communiqué du MIT niant toute responsabilité dans l'affaire de la rue La Fayette…

Entre les services français avares en partage de renseignements et les autorités turques qui ne veulent pas en donner un seul, difficile pour l'enquête de remonter au-delà du suspect principal. De nombreux éléments ont permis d'établir des liens avec un État étranger. Pour une affaire politique de cette envergure, c'est déjà beaucoup. Güney est un Petit Poucet qui a semé des indices partout. La juge ne les a pas tous ramassés. Par exemple, lorsque des documents désignant le MIT comme étant le commanditaire sont publiés sur Internet en janvier 2014, aucune demande supplémentaire à la commission rogatoire déjà délivrée n'est envoyée aux autorités turques. "La juge a dit dès le départ que si elle n'avait pas de réponse à la première, elle n'en renverrait pas d'autre car elle savait que c'était vain", raconte un proche du dossier.

Dans son réquisitoire définitif, rendu à l'été 2015, le substitut du procureur Nicolas Le Bris a donc renvoyé Ömer Güney devant la cour d'assises pour avoir "volontairement" donné la mort à Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Saylemez. Ces faits ont été "commis avec préméditation", "en relation avec une

entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l’ordre public par l’intimidation ou la terreur”. La circonstance aggravante terroriste a donc été retenue. Il est également accusé d’avoir participé à la préparation d’un acte de terrorisme, “à la demande d’individus se trouvant en Turquie et possiblement liés au service de renseignements turc”.

XIV

L’AXE PARIS-ANKARA

Le matin qui suit la découverte du crime, Manuel Valls se rend au 147, rue La Fayette. Les Kurdes rassemblés devant l’immeuble manifestent déjà leur colère, au cri de “Turquie, assassin !”. Le ministre de l’Intérieur de l’époque s’exprime avec gravité. Il dénonce un “fait grave”, “un fait tout à fait inacceptable” : “Soyez assurés de la détermination des autorités françaises de faire la lumière sur cet acte.” Depuis cette déclaration, quatre ans se sont écoulés. Durant toute cette période, c’est le silence radio, ou presque, du côté du gouvernement.

À l’automne 2013, à l’Assemblée nationale, le député Noël Mamère tente d’obtenir une prise de position publique du gouvernement. Il adresse une question écrite au ministre de l’Intérieur dans laquelle il lui rappelle son engagement sur “la détermination des autorités françaises” et souhaiterait “savoir si, lors de la rencontre entre le ministre de l’Intérieur et le chef des services de renseignements turcs [MIT], les 25 et 26 septembre 2013, des engagements avaient été pris pour une coopération renforcée avec les autorités françaises”. La réponse de l’intéressé est laconique : “En vertu du principe constitutionnel de séparation des pouvoirs, il n’appartient donc pas au ministre de l’Intérieur de commenter cette affaire.” Pas un mot donc sur l’éventuelle demande française de coopération à Ankara.

En avril 2014, la sénatrice Éliane Assassi profite d’une séance de questions orales à Christiane Taubira, la ministre de la Justice, pour confier ses craintes d’“un enlisement de l’affaire” car “il y a dans ce pays une macabre tradition, c’est celle qui consiste à ne jamais élucider les crimes politiques”. Il est vrai que de l’enlèvement de l’opposant marocain Mehdi Ben Barka devant la brasserie Lipp à Saint-Germain-des-Prés à l’exécution par balles de l’anticolonialiste Henri Curiel ou celle de l’activiste sud-africaine Dulcie September, la France a une longue liste de disparitions politiques suspectes sur son sol. L’élue de Seine-Saint-Denis fait remarquer que les familles des victimes n’ont d’ailleurs toujours pas été reçues par “les plus hautes autorités de l’État, contrairement à l’usage établi”. “L’indifférence accroît l’immense préjudice que ces familles vivent. Ne

pas les recevoir introduit un doute sur la détermination des autorités. Et cela permettrait aussi d'envoyer ce message clair aux commanditaires de ce triple crime, la France ne le laissera pas impuni", poursuit la présidente du groupe communiste républicain et citoyen. En réponse, Christiane Taubira souligne "le courage" et "l'engagement" des victimes mais déclare que sa qualité de garde des Sceaux l'empêche de recevoir les familles. Elle ne veut pas "prendre le risque de fragiliser la procédure". La sénatrice suggère alors qu'un autre membre du gouvernement s'en acquitte, le ministre de l'Intérieur par exemple. La requête reste lettre morte.

En 2013, les interrogations qui surgissent rapidement sur les liens entre Ömer Güney et de possibles commanditaires au sein de l'État turc tombent en fait au plus mal dans l'agenda franco-turc. Après des années de brouille, Paris est en pleine opération de reconquête de son ancien allié. Les relations s'étaient profondément dégradées les années précédentes au point de devenir exécrables.

En 2005, Bruxelles ayant donné son feu vert aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, s'oppose viscéralement au processus d'arrimage à l'Europe. En 2007, pendant le débat télévisé de l'entre deux tours qui l'oppose à Ségolène Royal, le futur président de la République française enferme le pays candidat en "Asie Mineure". Une façon de le reléguer dans une histoire et une géographie lointaines, étrangères. Son quinquennat est parsemé de remarques sur la Turquie vécues comme des humiliations sur les rives du Bosphore. Entre 2006 et 2012, les tentatives parlementaires françaises de pénaliser la négation du génocide arménien, ordonné par l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale, ont eu raison du peu d'entente franco-turque qui subsistait. Les relations bilatérales se réduisent comme peau de chagrin, les entreprises hexagonales sont alors écartées des appels d'offres publics turcs.

2013 est l'année du rapprochement. Encore discret. Areva et GDF-Suez entrent en phase de négociations exclusives pour la construction d'une centrale nucléaire à Sinop sur les rives de la mer Noire. Mais les noms des deux entreprises tricolores ne sont pas mis en avant, c'est leur partenaire japonais Mitsubishi qui fait les gros titres des médias turcs. Cette même année, Airbus a également rempli son carnet de commandes en Turquie. Avec la vente de 117 avions à Turkish Airlines et 75 à la compagnie *low cost* Pegasus. La teneur de l'entretien discret entre le ministre de l'Intérieur Manuel Valls et Tahsin Burcuoğlu, l'ambassadeur de la Turquie, le 21 janvier 2013 sur les avancées de l'enquête montre bien que les priorités diplomatiques françaises de cette époque sont ailleurs. Selon le compte rendu que l'ambassadeur turc adresse à la vice-

Direction générale de la sécurité et du renseignement de son ministre de tutelle, Manuel Valls lui a dit ignorer à ce stade “le mobile du crime”. Mais quel qu’il soit, il l’a assuré de la volonté des autorités françaises de “continuer à lutter avec détermination contre le PKK” : “Nous ne permettrons jamais que Paris et la France deviennent des centres de règlements de comptes du PKK.” Le ministre de l’Intérieur a également profité de l’occasion pour signifier sa volonté d’“améliorer les relations avec la Turquie comme le lui a demandé le président Hollande, qui souhaitait visiter la Turquie”.

C’est chose faite un an après. Le 27 janvier 2014, François Hollande pose le pied sur le sol turc pour une visite de deux jours. Il s’agit de la première visite d’État d’un président français depuis vingt-deux ans. Une quarantaine de grands patrons et sept ministres l’accompagnent. Le marché de 75 millions d’habitants est prometteur. En 2013, la croissance turque a encore enregistré une belle progression de 4 %. Les entreprises françaises sont très intéressées par les projets ferroviaires dans le pays. Surtout, la réconciliation bilatérale pourrait permettre de décrocher un contrat de premier plan dans l’armement : le consortium franco-italien Thales-MBDA est sur les rangs pour un système de défense antiaérienne de longue portée évalué à 4 milliards d’euros.

Il n’est donc pas question que trois morts près de la gare du Nord gâchent les efforts de réconciliation ! À Istanbul, au cours d’une rencontre informelle avec les médias, François Hollande assure à un journaliste turc qu’il a bien évoqué l’enquête du 147, rue La Fayette avec ses interlocuteurs turcs. Il est laconique. Question suivante. Les journalistes français ne se passionnent guère pour ce fait divers déjà tombé dans l’oubli. Les affaires de cœur de François Hollande occupent tous les esprits : le chef de l’État vient de se séparer de Valérie Trierweiler. Les médias s’en sont emparés quarante-huit heures avant. Quelques mois plus tard, le 31 octobre, François Hollande reçoit à l’Élysée son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan. Il se félicite “de la relation que nous avons, à tous les points de vue excellente, avec la Turquie”.

Depuis, les autorités françaises n’ont fait que confirmer cette ligne choisie vis-à-vis d’Ankara. Pas une critique, ou presque, sur les atteintes aux droits de l’homme alarmantes qui transforment la Turquie en dictature. À l’été 2015, les F16 turcs entrent en action et mènent des bombardements en Irak et en Syrie. Jusqu’alors, le gouvernement islamo-conservateur, accusé d’avoir contribué à l’extension de l’État islamique, avait refusé de participer à la coalition internationale contre les djihadistes. Le 27 juillet, François Hollande s’entretient au téléphone avec Recep Tayyip Erdoğan. Un communiqué de l’Élysée indique qu’il “a remercié son homologue pour l’action vigoureuse menée contre Daech

et pour le renforcement de l'engagement de la Turquie aux côtés de la coalition". Pas un mot sur les frappes turques contre le PKK.

Car bien plus que sur Daech, l'armée turque se concentre, en fait, sur les cibles kurdes. Ce sont les positions de la guérilla en Irak et du YPG, sa déclinaison syrienne, qui sont très largement visées. Sous couvert de mener la "guerre contre le terrorisme", Ankara ne vise alors qu'à la marge les combattants islamistes. La vraie menace pour elle est l'établissement de zones kurdes autonomes contrôlées par le PKK dans le Nord de la Syrie.

Ces bombardements ont raison des maigres espoirs de faire la paix avec le PKK. La trêve qui subsistait tant bien que mal vole en éclats. La Turquie a replongé dans les années noires. Contrairement aux années 1990, au cours desquelles les combats avaient lieu essentiellement dans les montagnes et les campagnes, les combattants kurdes ont déplacé le conflit dans les villes. Des partisans ont déclaré des centres urbains zones "autonomes" où l'autorité de l'État turc n'est plus reconnue. La réponse de l'armée turque a été terrible. Des immeubles éventrés, des murs effondrés, des quartiers rasés… On croirait qu'il s'agit de villes syriennes. Mais on est à Nusaybin, Silopi, Cizre ou Diyarbakır. En ruine. Depuis l'été 2015, 300 000 civils kurdes ont été forcés à l'exode. Des centaines de soldats et de membres du PKK ont déjà trouvé la mort. La violence succède à la violence, s'étend à l'ensemble du territoire turc. La guérilla a annoncé une guerre totale. Des attentats suicides visant les forces de l'ordre revendiqués par les Faucons de la liberté du Kurdistan, un groupe satellite du PKK, à Istanbul ou Ankara, touchent également les civils. Le gouvernement remplit les geôles de personnes accusées de soutien aux "terroristes" kurdes. Militants, intellectuels, artistes, acteurs de la société civile, journalistes sont arrêtés. La répression est terrible.

L'Europe se tait. Entre la défense des populations civiles kurdes et des Turcs qui les soutiennent et l'afflux de migrants sur son sol, l'Union européenne a fait son choix, celui de brader ses valeurs en déléguant la gestion des réfugiés à Ankara. En mars 2016, les deux parties ont conclu un accord censé endiguer le flot des migrants vers l'Europe en les bloquant en Turquie. Depuis, pas un mot sur les victimes de la répression. La France a également une autre priorité, la lutte contre l'État islamique. Elle a besoin de la coopération de la Turquie, pays de transit pour les Français djihadistes qui se rendent en Syrie et qui en reviennent. Là encore, pas question de contrarier la Turquie en l'ennuyant avec trois morts. De toute façon, il y en a eu tant en trois ans. Un tweet de Manuel Valls résume bien la tonalité générale. Le 21 janvier 2016, le chef du gouvernement a publié sur son compte une photo de lui en compagnie d'Ahmet

Davutoğlu, prise au Forum économique mondial à Davos. Les deux Premiers ministres (celui de Turquie n'a pas encore été révoqué par Erdoğan) se serrent la main, tout sourire. Un commentaire accompagne la photo : "Lutte contre le terrorisme, développement économique : avec Ahmet Davutoğlu, renforçons le partenariat franco-turc !" Selon l'Association des droits de l'homme (IHD), les Kurdes n'ont pas vraiment apprécié le message : au cours de l'année qui venait de s'écouler, au moins 320 civils étaient morts sous les balles des forces de l'ordre ou parce que l'accès à l'hôpital était interdit dans les zones sous couvre-feu. Aucune critique, ou presque, à l'encontre de la brutalité du gouvernement islamo-conservateur ne vient des États membres de l'Union européenne, France comprise.

RADIOTHÉRAPIE

Depuis l'été dernier, l'évolution de la maladie d'Ömer Güney faisait planer une incertitude sur la tenue de son procès. Prévu initialement en décembre 2016, il avait été décalé au 23 janvier 2017. Une semaine supplémentaire avait été ajoutée aux deux prévues initialement afin de ménager des plages de repos à l'accusé pendant l'audience. Le parquet général avait décidé ce report après qu'une expertise médicale avait confirmé la dégradation de son état de santé. Sa tumeur au cerveau s'était développée. Des traitements par radiothérapie étaient devenus nécessaires. Depuis quelques mois, le meurtrier présumé ne quittait plus l'hôpital de la prison de Fresnes. Transféré à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière en urgence, Ömer Güney est décédé le 17 décembre 2016. Il avait toujours dit vouloir être jugé. Son procès n'aura jamais lieu. En Turquie comme en France.

Sakine Cansız.

CONCLUSION

L'affaire du 147, rue La Fayette reste remplie de zones d'ombre. Ömer Güney devait répondre des accusations d'assassinats devant la cour d'assises spéciale de Paris. En quatre ans, sa ligne de défense n'a jamais varié. Il s'est toujours déclaré innocent. Il n'a fourni aucune réponse permettant d'éclaircir l'exacte nature de ses liens avec le MIT ni de savoir précisément à quel niveau se situent les donneurs d'ordre. Quand bien même se serait-il décidé à parler devant les juges, dans quelle mesure aurait-il pu faire éclater la vérité ? "Je crois que lui-même n'a pas forcément conscience ni connaissance des enjeux politiques ou diplomatiques qui le dépassent un peu, il faut dire ce qui est", expliquait son avocate Anne-Sophie Laguens avant son décès. Sa disparition éteint toute action judiciaire. Mort avant son procès, Ömer Güney meurt présumé innocent. Pour les familles des victimes, cette fin a le mauvais goût d'une farce sordide. Leurs avocats dénoncent un "soulagement pour le pouvoir français, enfin débarrassé d'un dossier politique bien encombrant [et aussi] […] pour le pouvoir turc et ses dirigeants, débarrassés d'une audience publique qui aurait dévoilé publiquement les liens entre l'assassin, les services secrets turcs et le pouvoir turc".

La Turquie reste impunie. Ömer Güney ne parlera plus. Comment désormais s'approcher de la vérité ?

Il ne faut pas compter sur le nouvel ambassadeur de Turquie en France. Avant de prendre ses fonctions l'automne dernier, Ismail Hakkı Musa était le numéro 2 du MIT, en charge du renseignement extérieur. En 2012, il était ambassadeur en Belgique, à la période où "des équipes de tueurs", selon les Kurdes, circulaient en Europe.

La tentative de putsch contre Recep Tayyip Erdoğan le 15 juillet 2016 a profondément, et pour longtemps, déstabilisé la Turquie. Dans la nuit, un petit groupe de militaires se soulève. Au matin, la tentative de prendre le contrôle des institutions a échoué. Mais le bilan est lourd. 290 morts. Des F16, qui ont décollé de Diyarbakır, ont bombardé le Parlement à Ankara. Le président de la République réplique par des purges gigantesques. Les institutions sont exsangues. Début novembre, près de 110 000 fonctionnaires avaient été mis à pied et plus de 40 000 personnes arrêtées ou placées en détention provisoire,

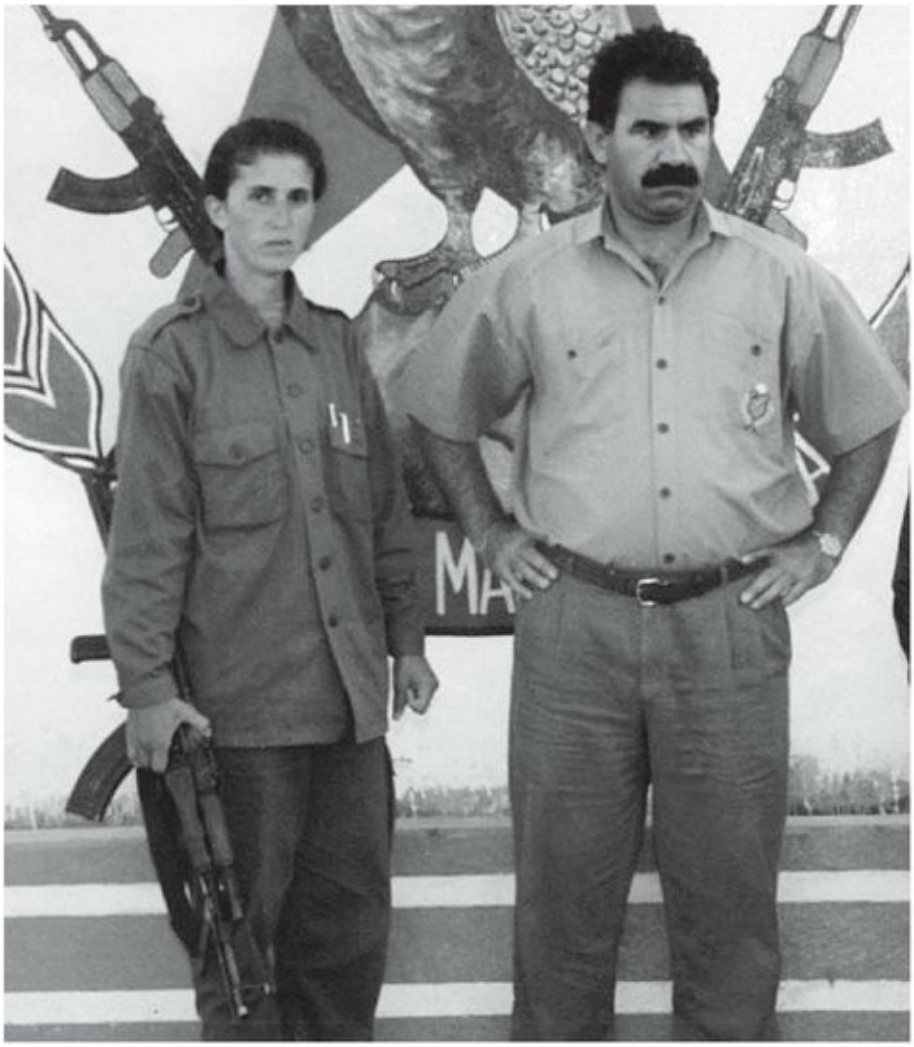
accusées de “terrorisme”, 70 000 sous le coup d’une enquête criminelle. Persuadé que Fethullah Gülen, encore lui, est derrière le putsch raté, le chef de l’État a lancé une chasse aux sorcières dans tout le pays contre ses partisans, avérés ou supposés. Avant de profiter de ce soulèvement raté pour envoyer aussi au cachot les voix dissidentes, y compris, bien sûr, celles de soutien aux Kurdes.

Paradoxalement, c’est de cette lutte à mort entre les deux anciens alliés que des révélations sur le triple crime du 147, rue La Fayette pourraient venir, que des informations jusque-là dissimulées par intérêt tacite apparaîtront peut-être. Il en va de même pour les nombreux crimes commis ces dernières années en Turquie et qui restent impunis. Pour ne citer que les plus connus, depuis 2005, le prêtre catholique Andrea Santoro a été tué par un adolescent dans son église à Trabzon, sur les rives de la mer Noire, trois évangélistes ont été égorgés à Malatya, le journaliste arménien Hrant Dink a été abattu de plusieurs balles dans la tête sur un trottoir d’Istanbul par un nationaliste de dix-sept ans, le bâtonnier kurde de Diyarbakır a été tué d’une balle dans la tête beaucoup plus récemment… Les meurtriers ont quasiment tous été arrêtés peu de temps après leur acte. Mais malgré de nombreuses preuves ou accusations impliquant des services de l’État, les commanditaires, eux, n’ont jamais été condamnés. En Turquie, il y a une longue et triste tradition d’assassinats commis par ce que les Turcs appellent l’“État profond”, une structure criminelle tellement incrustée dans les rouages de l’État qu’elle en est indissociable. Les noms de Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Saylemez s’ajoutent à la liste, engloutie dans la longue nuit qui descend sur la Turquie.

NOTE EXPLICATIVE SUR LA PRONONCIATION DU TURC

Les noms propres turcs ont été transcrits en utilisant l'alphabet latin complété de diacritiques. Les lettres *a*, *b*, *d*, *f*, *i*, *k*, *l*, *m*, *n*, *o*, *p*, *r*, *t*, *v*, *y*, *z* se prononcent comme en français. Les lettres *q*, *w*, *x* n'existent pas.

c : se prononce "dj"
ç : se prononce "tch"
e : *e* ouvert se prononce "è"
g : se prononce toujours comme dans "gare"
ğ : *g* affaibli, quasi muet, qui prolonge la voyelle précédente
ı : se prononce entre "eu" et "i"
ö : se prononce "eu"
s : se prononce toujours "s" comme dans "assassin"
ş : se prononce "ch"
u : se prononce "ou"
ü : se prononce "u"



Sakine Cansız et Abdullah Öcalan, le chef de la guérilla du PKK.

CHRONOLOGIE

1920 : Traité de Sèvres, la création d'un État kurde est envisagée.
1923 : Traité de Lausanne, le projet d'un Kurdistan disparaît. Fondation de la république de Turquie.
1978 : Fondation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) autour d'Abdullah Öcalan.
1980 : Coup d'État militaire en Turquie.
1984 : Début officiel de la lutte armée du PKK.
Années 1990 : "Sale guerre" de l'État contre le PKK et les Kurdes.
1999 : Arrestation d'Abdullah Öcalan au Kenya.
2002 : Première victoire du Parti de la justice et du développement (AKP). Au pouvoir depuis.
2009 : Début des négociations à Oslo entre des représentants des services secrets turcs et du PKK.
Décembre 2012 : Annonce de discussions officielles entre l'État turc et Abdullah Öcalan.
9 janvier 2013 : Assassinat de Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Saylemez à Paris.
21 mars 2013 : Appel d'Öcalan à l'abandon de la lutte armée.
10 août 2014 : Le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan est élu président de la République.
7 juin 2015 : Le parti pro-kurde du HDP arrive en troisième position aux élections législatives turques.
Été 2015 : Début de la répression contre le PKK, d'un cycle d'attentats et d'insurrection dans les villes kurdes.
1er novembre 2015 : L'AKP remporte la majorité absolue lors de nouvelles élections législatives.
15 juillet 2016 : Tentative de coup d'État, la confrérie Fethullah Gülen est accusée par Erdoğan.
Depuis juillet 2016 : Arrestations par milliers, purges massives.
23 janvier 2017 : Ouverture programmée du procès d'Ömer Güney à Paris.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout particulièrement mon éditeur, Michel Parfenov, pour son enthousiasme, Sylvain Louvet, pour sa précieuse collaboration, et Tigris pour sa patience et sa confiance. Merci aussi à toutes les personnes qui ont accepté de témoigner.

Ouvrage réalisé
par le Studio Actes Sud

Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako
www.isako.com à partir de l'édition papier du même ouvrage.